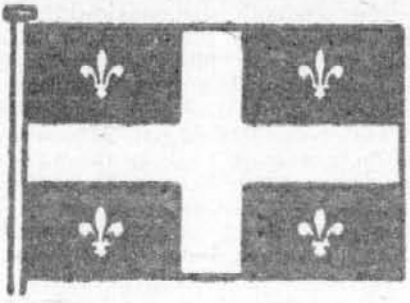


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 novembre 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 23rd, 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising: Rates: Subscriptions: etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(P.G. 13029-57)

A. G. & E. Investment Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1957, constituant en corporation: Norman Genser, de la ville de Hampstead, Sydney Phillips, de la ville de Côte St-Luc, tous deux avocats et Rose Marie Bourgoing, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de gestion, sous le nom de "A. G. & E. Investment Company", avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions privilégiées de $100 chacune et 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 13029-57)

A. G. & E. Investment Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1957, incorporating: Norman Genser, of the town of Hampstead, Sydney Phillips, of the town of Côte St. Luc, both advocates, and Rose Marie Bourgoing, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and management company, under the name of "A. G. & E. Investment Company", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 preferred shares of $100 each and into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12854-57)

Aqueduc Ste-Agathe Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1957, constituant en corporation: Hermas Drouin, industriel, Mme Eva Laflamme, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hermas Drouin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ste-Agathe, et Gérard Mercier, notaire, de Lyster, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'aqueduc et de distribution d'eau dans les limites du village et de la paroisse de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, sous le nom de "Aqueduc Ste-Agathe Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13266-57)

Bernard et Fils, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1957, constituant en corporation: Maurice Bernard, commerçant, Rodolphe Bernard, ferblantier, Gille Bernard, plombier, tous trois de Victoriaville, et Paul Gélinas, avocat de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, électricité, réfrigération et climatisation de l'air, sous le nom de "Bernard et Fils, Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13080-57)

Brantford Construction Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1957, constituant en corporation: Leo D. Lavut, avocat, Hyman Polansky et Leonard Simon, tous deux constructeurs tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de "Brantford Construction Company Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de 100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445 P. FRENETTE.

(A.G. 12854-57)

Aqueduc Ste-Agathe Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October 1957, incorporating: Hermas Drouin, industrialist, Mrs. Eva Laflamme, housewife, wife separate as to property of the said Hermas Drouin, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Ste. Agathe, and Gérard Mercier, notary, of Lyster, for the following purposes:

Operate an aqueduct undertaking and that of distributing water within the limits of the village and parish of Sainte Agathe, county of Lotbinière, under the name of "Aqueduc Ste-Agathe Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13266-57)

Bernard et Fils, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1957, incorporating: Maurice Bernard, dealer, Rodolphe Bernard, tinsmith, Gille Bernard, plumber, all three of Victoriaville, and Paul Gélinas, advocate of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating, electricity, refrigeration and air conditioning, under the name of "Bernard et Fils, Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13080-57)

Brantford Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1957, incorporating: Leo D. Lavut, advocate, Hyman Polansky and Leonard Simon, both builders, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Brantford Construction Company Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12904-57)

Bristol Trading Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1957, constituant en corporation: Jonah Wisgardisky, épicier, Daniel Zaidner, commerçant, Anne Goldenblatt, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Irene Strecko secrétaire, fille majeure, de St-Hubert, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de briquets automatiques d'automobiles, produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, métal, caoutchouc, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Bristol Trading Co,", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445 P. FRENETTE.

(A.G. 12904-57)

Bristol Trading Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1957, incorporating: Jonah Wisgardisky, grocer, Daniel Zaidner, trader, Anne Goldenblatt, secretary, spinster, all three of Montreal, and Irene Strecko, secretary, spinster, of St. Hubert, for the following purposes:

To manufacture and deal in automatic car cigarette lighters, products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, metal, rubber, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, under the name of "Bristol Trading Co.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13127-57)

Ciné-Exploration Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: J.-Ivanhoe Lafontaine, gérant, Léonidas Bachand, notaire, et Rita Ouellet, secrétaire, célibataire, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de films, d'appareils de cinématographie, de télévision et de phonographie; exploiter des cinémas, sous le nom de "Ciné-Exploitation Limitée", avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 13127-47)

Ciné-Exploration Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1957, incorporating: J.-Ivanhoe Lafontaine, manager, Léonidas Bachand, notary, and Rita Ouellet, secretary, spinster, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in films, cinema-photographic apparatus, television and phonography; operate cinemas, under the name of "Ciné-Exploitation Limitée", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13221-57)

Circuit Hockey Laurentien Junior

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Charbonneau, commis de bureau, Marcel Nadeau, voyageur, et Gaston Poudrier, agent d'assurance, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Former et diriger une ligne de hockey de calibre junior dans la province de Québec, sous le nom de "Circuit Hockey Laurentien Junior".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 13221-57)

Circuit Hockey Laurentien Junior

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-Émile Charbonneau, office clerk, Marcel Nadeau, traveller, and Gaston Poudrier, insurance agent, all three of Montreal, for the following purposes:

To organize and manage a junior hockey league in the Province of Quebec, under the name of "Circuit Hockey Laurentien Junior".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13105-57)

Confections Rimouski Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: Ronaldo Raboin, notaire, André-P. Casgrain, avocat, et Jacqueline Turcotte, secrétaire, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Confections Rimouski Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 13105-57)

Confections Rimouski Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October 1957, incorporating: Ronaldo Raboin, notary, André P. Casgrain, advocate, and Jacqueline Turcotte, secretary, fille majeure, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in wearing apparel, fabrics of every nature and kind, under the name of "Confections Rimouski Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 390 preferred shares of a par value of $100 each and 1,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13337-57)

Confidential Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1957, constituant en corporation: René Roy, comptable, de Saint-Jérôme, André Antonuk, de Saint-Bruno, et Léo-René Maranda, de Montréal, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de "Confidential Holding Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 13337-57)

Confidential Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1957, incorporating: René Roy, accountant, of Saint-Jérôme, André Antonuk, of Saint-Bruno, and Léo-René Maranda of Montreal, both advocates, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company under the name of "Confidential Holding Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13300-57)

Corporation d'Expansion Financière

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze octobre 1957, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, conseil en loi de la Reine, de Québec, Fridolin Simard, industriel, et Jacques Melançon, conseiller financier, tous deux de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Corporation d'Expansion Financière", avec un capital total de $3,600,000, divisé en 75,000 actions spéciales de $9 chacune et en 325,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $9 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 13300-57)

Corporation d'Expansion Financière

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1957, incorporating: Jacques de Billy, advocate, Queen's Counsel, of Quebec, Fridolin Simard, industrialist, and Jacques Melançon, financial counsellor, both of Westmount, for the following purposes:

To operate a holding and investment company, under the name of "Corporation d'Expansion Financière" with a total capital stock of $3,600,000, divided into 75,000 special shares of $9 each and into 325,000 common shares of a par value of $9 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13271-57)

Deauville Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1957, constituant en corporation: Harry Blank, Conrad Shatner, Arthur Shulman, tous trois avocats, et Harry Closner, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Deauville Gardens Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 350 actions ordinaires de $10 chacune et 730 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(A.G. 13271-57)

Deauville Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1957, incorporating: Harry Blank, Conrad Shatner, Arthur Shulman, all three advocates, and Harry Closner, manager all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Deauville Gardens Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 350 common shares of $10 each and into 730 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13301-57)

Dimet Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1957, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, avocat, Anne Zifkin et Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et améliorations, sous le nom de "Dimet Realty Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 340, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(A.G. 13301-57)

Dimet Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1957, incorporating: Theodore H. Polisuk, advocate, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Dimet Realty Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street, West, Suite 340, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12804-57)

Distributeur Brite Distributor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1957, constituant en corporation: André-C. Bédard, négociant, Yves Bédard, voyageur, tous deux de Ste-Foy, et Jean-Jacques Bédard, avocat, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux et garagistes, sous le nom de "Distributeur Brite Distributor Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 20, rue de l'Église, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 12804-57)

Distributeur Brite Distributor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1957, incorporating: André-C. Bédard, dealer, Yves Bédard, traveller, both of Ste-Foy, and Jean-Jacques Bédard, advocate, of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as general merchants and garage-keepers, under the name of "Distributeur Brite Distributor Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 20, Church Street, Ste. Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13106-57)

École Labrosse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 13106-57)

École Labrosse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1957, constituant en corporation: Daniel Paré, commis de bureau, de Ste-Foy, Thérèse Gosselin et Rita Guay, toutes deux sténographes, filles majeures usant de leurs droits, de Québec, pour les objets suivants:

L'enseignement des langues, sous le nom de "École Labrosse Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13287-57)

General Tailors Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: Michael Reuben, marchand, Leo Rosentzveig, avocat, tous deux de Montréal, et Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme tailleurs, confectionneurs, marchands de vêtements, marchandises sèches, fournitures et autres accessoires, sous le nom de "General Tailors Supplies Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 13196-57)

Granada Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1957, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de Westmount et Joseph Roy Hoffman, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Granada Holdings Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 13267-57)

Highway Builders Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1957, constituant en corporation: Paul Gélinas, avocat, Dame Louise Plessis-Bélair Gélinas, avocate, Dame Louise Plessis-Bélair Gélinas, advocate, Dame Louise Plessis-Bélair Gé-

ince of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1957, incorporating: Daniel Paré, office clerk, of Ste-Foy, Thérèse Gosselin and Rita Guay, both stenographers, psinster in use of their rights, Quebec, for the following purposes:

To teach languages under the name of "École Labrosse Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13287-57)

General Tailors Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1957, incorporating: Michael Reuben, merchant, Leo Rosentzveig, advocate, both of Montreal, and Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as tailors, outfitters, dealers in clothing, dry goods, trimmings and other supplies, under the name of "General Tailors Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13196-57)

Granada Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1957, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate, Harriet Beutel, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of Westmount, and Joseph Roy Hoffman, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Granada Holdings Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13267-57)

Highway Builders Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1957, incorporating: Paul Gélinas, advocate, Dame Louise Plessis-Bélair Gé-

sis-Bélair Gélinas, ménagère, épouse dudit Paul Gélinas, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sainte-Agathe-des-Monts, et Herbert Husson, comptable, de Sainte-Marguerite, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers; exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Highway Builders Supply Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Piedmont, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13219-57)

Hudson Hosiery (Rigaud) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1957, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Lewis J. Manolson, comptable, et Irwin Blond, notaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soieries, cotonnades, étoffes et dentelles, sous le nom de "Hudson Hosiery (Rigaud) Limited", avec un capital total de $200,000, divisé en 100 actions ordinaires catégorie "A" d'une valeur au pair de $100 chacune, 900 actions ordinaires catégorie "B" d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 13241-57)

J. T. Wilson & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1957, constituant en corporation: Hyman Baker, Bernard J. Woloshen, tous deux avocats, et Joseph T. Wilson, administrateur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métal en feuille et de tous produits composés en tout ou en partie de métal en feuille, sous le nom de "J. T. Wilson & Co. Limited", avec un capital total de $80,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 13328-57)

Laboratoire Bio-Médical (Québec) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

linas, housewife, wife of the said Paul Gélinas, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Sainte Agathe-des-Monts, and Herbert Husson, accountant, of Sainte Marguerite, for the following purposes:

To carry on business as hardwaremen; deal in building materials, under the name of "Highway Builders Supply Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Piedmont, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13219-57)

Hudson Hosiery (Rigaud) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1957, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Lewis J. Manolson, Accountant, and Irwin Blond, notary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, under the name of "Hudson Hosiery (Rigaud) Limited", with a total capital stock of $200,000, divided into 100 common shares Class "A" of a par value of $100 each, 900 common shares Class "B" of a par value of $100 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rigaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13241-57)

J. T. Wilson & Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1957, incorporating: Hyman Baker, Bernard J. Woloshen, both advocates, and Joseph T. Wilson, executive, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sheet metal and any products made, in whole or in part from sheet metal, under the name of "J. T. Wilson & Co. Limited", with a total capital stock of $80,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13328-57)

Laboratoire Bio-Médical (Québec) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: Léonard-Jacques Taschereau, voyageur de commerce, de Ste-Marie-de-Beauce, Édouard Taschereau, agronome, de St-Georges-de-Beauce, et Jacques Chabot, pharmacien, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, exercer l'industrie et le commerce en gros de produits pharmaceutiques ou médicaux; faire affaires comme chimistes, sous le nom de "Laboratoire Bio-Médical (Québec) Limitée", avec un capital total de $25,000, divisé en 25,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marie-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13073-57)

La Corporation du Gaz des Comtés du Sud

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1957, constituant en corporation: Jean-André Desjardins, Pierre Legrand, tous deux avocats, Madeleine Brais, traductrice, Aline Tessier, secrétaire, Lise Daoust, clavigraphiste, toutes trois célibataires, tous cinq de Montréal, Théodore Olivier Beausoleil, avocat, de Verdun, et Yves Fortier, Clerc, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du gaz naturel pour fins industrielles, commerciales et domestiques, sous le nom de "La Corporation du Gaz des Comtés du Sud", avec un capital divisé en 400 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie exercera ses affaires sera d'au moins $2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13344-57)

La Ligue d'Action Civique de Ste-Foy

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Côté, Jean Aubry, Gabriel Racine, tous trois voyageurs, Jean Lambert, comptable, Noël Carter, psychologue, Paul-H. Bilodeau, assureur-vie, J.-Robert Ferland, médecin vétérinaire, et Oscar Dorval, ingénieur, tous huit de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et culturels des citoyens de la cité de Ste-Foy, sous le nom de "La Ligue d'Action Civique de Ste-Foy".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

ince of Quebec, bearing date the seventeenth day of October 1957, incorporating: Léonard Jacques Taschereau, commercial traveller, of Ste. Marie-de-Beauce, Édouard Taschereau, agronomist, of St. Georges-de-Beauce, and Jacques Chabot, druggist, of Charlesbourg, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, carry on the wholesale business of and deal in pharmaceutical or medical products carry on business as chemists, under the name of "Laboratoire Bio-Médical (Québec) Limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 25,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Sainte Marie-de-Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13073-57)

La Corporation du Gaz des Comtés du Sud

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1957, incorporating: Jean-André Desjardins, Pierre Legrand, both advocates, Madeleine Brais, translator, Aline Tessier, secretary, Lise Daoust, typist, all three unmarried, all five of Montreal, Théodore Olivier Beausoleil, advocate, of Verdun, and Yves Fortier, clerk, of Westmount, for the following purposes:

To deal in natural gas for industrial, commercial and domestic purposes, under the name of "La Corporation du Gaz des Comtés du Sud", with a capital stock divided into 400 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall operate will be at least $2,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13344-57)

La Ligue d'Action Civique de Ste-Foy

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Côté, Jean Aubry, Gabriel Racine, all three travellers, Jean Lambert, accountant, Noël Carter, psychologist, Paul H. Bilodeau, life insurer, J. Robert Ferland, veterinary doctor, and Oscar Dorval, engineer, all eight of Ste-Foy, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economical social and cultural interests, of the citizens of the city of Ste-Foy, under the name of "La Ligue d'Action Civique de Ste-Foy".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12905-57)

La Société de Proctologie de la Province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Reginald Archambault, Paul Archambault, Roland Gareau, Jean-Claude Martel, tous quatre de Montréal, et Jacques Tremblay, de Québec, tous cinq médecins, pour les objets suivants:

Grouper en association les médecins de la province de Québec intéressés à l'étude et au traitement des affections et maladies relevant de la proctologie, encourager la recherche et promouvoir leurs connaissances en la matière, et par tous moyens légaux concourir à l'avancement, au progrès et à la mise en œuvre de cette science, sous le nom de "La Société de Proctologie de la Province de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 835, boulevard Saint-Joseph, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 12905-57)

La Société de Proctologie de la Province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Reginald Archambault, Paul Archambault, Roland Gareau, Jean-Claude Martel, all four of Montreal, and Jacques Tremblay, of Quebec, all five physicians, for the following purposes:

To group into an association the physicians of the Province of Quebec who are interested in the study and treatment of complaints and illnesses pertaining to proctology, encourage research work and further their knowledge in this respect, and by all legal means concur in the advancement, progrees and carrying into effect of this science, under the name of "La Société de Proctologie de la Province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the company will be at 835 Saint Joseph Boulevard, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13018-57)

Les Cercles des Jeunes Naturalistes

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Père Dollard Senécal s.j., Hermann Larouche, tous deux de Montréal, et Révérende Sœur Marie-Jean-Eudes, s.s.a., (Eugénie Tellier), de Lachine, tous trois professeurs, pour les objets suivants:

Stimuler et diffuser l'étude des sciences naturelles; développer chez les jeunes l'initiative et l'esprit d'observation, sous le nom de "Les Cercles des Jeunes Naturalistes".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 13018-57)

Les Cercles des Jeunes Naturalistes

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Father Dollard Senécal, S.J., Hermann Larouche, both of Montreal, and Reverend Sister Marie Jean Eudes, S.S.A., (Eugénie Tellier), of Lachine, all three professors, for the following purposes:

To stimulate and extend the study of natural sciences; develop initiative and a spirit of observation in young people, under the name of "Les Cercles des Jeunes Naturalistes".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13270-57)

Manalex Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1957, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Dorothy Martel, secrétaire, fille majeure, Harold S. Freeman, et Horace Friedman, tous deux avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Manalex Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au

(A.G. 13270-57)

Manalex Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1957, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Dorothy Martel, secretary, spinster of the full age of majority, Harold S. Freeman, and Horace Friedman, both advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Manalex Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of a par value

pair $1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 12678-57)

Masse & Tremblay, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1957, constituant en corporation: Georges-William Tremblay, médecin, Joseph-Odilon Masse, entrepreneur forestier, et Richard-R. Tremblay, marchand, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques, matériaux de construction et de parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Masse & Tremblay, Ltée", avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 18, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13120-57)

Miller's Brass Foundry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: David Belhumeur, Pierre Beaudoin, tous deux comptables agréés et Gaston Bellerive, comptable, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme fabricants d'outils, fondeurs de bronze et de métaux, travailleurs de métaux, fabricants de bouilloires, propriétaires de moulins, machinistes, forgerons, travailleurs en bois, constructeurs, métallurgistes, peintres et ouvriers en électricité, sous le nom de "Miller's Brass Foundry Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 791 rue Hertel, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 12954-57)

Mont Grand'Mère Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1957, constituant en corporation: Georges Ricard, assureur, Marcel Juneau, professeur, et Paul Bergevin, technicien en métallurgie, tous de Grand'Mère, pour les objets suivants:

of $1 each and into 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12678-57)

Masse & Tremblay, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1957, incorporating: Georges-William Tremblay, physician, Joseph Odilon Masse, lumbering contractor, and Richard R. Tremblay, merchant, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in all hardware articles, electrical appliances, building materials and automobile parts and accessories, under the name of "Masse & Tremblay, Ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 18 Racine Street, East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13120-57)

Miller's Brass Foundry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1957, incorporating: David Belhumeur, Pierre Beaudoin, both chartered accountants, and Gaston Bellerive, accountant, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as tool makers, brass and metal founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, smiths, wood workers, builders, metallurgists, painters and electrical workers, under the name of "Miller's Brass Foundry Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 600 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 791 Hertel Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12954-57)

Mont Grand'Mère Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1957, incorporating: Georges Ricard, insurer, Marcel Juneau, professor, and Paul Bergevin, technician in metallurgy, all of Grand'Mère, for the following purposes:

Exercer le commerce de fournir des sports et des divertissements au public et exploiter hôtels, auberges et restaurants, sous le nom de "Mont Grand'Mère Incorporée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 530, 3ième Rue, Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13246-57)

National Bonded Car (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: Claude Rivard, gérant général, de Montréal, Henri Marleau, gérant général, de L'Abord-à-Plouffe, et Guy Lauzon, commerçant, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "National Bonded Car (Quebec) Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13058-57)

Neo Plumbing & Heating Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: Bernard Paquin, Louis-Joseph de la Durantaye, tous deux avocats, et Hervé Lafortune, entrepreneur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre tous travaux de plomberie et de chauffage, sous le nom de "Neo Plumbing & Heating Corporation", avec un capital total de $39,000, divisé en 390 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13172-57)

Paul Télévision Service Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1957, constituant en corporation: Claude-R. Baillargeon, avocat, J.-Alfred Chantal, employé civil, et Paulette Gratton, secrétaire, fille majeure, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Réparer et exercer le commerce d'appareils de télévision, sous le nom de "Paul Télévision Service Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

To carry on a business dealing with supplying sports and distractions to the public, and to operate hotels, inns and restaurants, under the name of "Mont Grand'Mère Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 530, 3rd Street, Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13246-57)

National Bonded Car (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1957, incorporating: Claude Rivard, general manager, of Montreal, Henri Marleau, general manager, of L'Abord-à-Plouffe, and Guy Lauzon, dealer, of Verdun, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in automobiles and to carry on business as garage-keepers, under the name of "National Bonded Car (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney Feneral.

(A.G. 13058-57)

Neo Plumbing & Heating Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1957, incorporating: Bernard Paquin, Louis-Joseph de la Durantaye, both advocates, and Hervé Lafortune, contractor, all three of Montreal, for the following purposes:

To undertake any work in plumbing and heating, under the name of "Neo Plumbing & Heating Corporation", with a total capital stock of $39,000, divided into 390 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13172-57)

Paul Télévision Service Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1957, incorporating: Claude R. Baillargeon, advocate, J. Alfred Chantal, civil employee, and Paulette Gratton, secretary, spinster, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To repair and operate a business dealing in television, under the name of "Paul Télévision Service Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 538, 3ième avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13265-57)

Plant Development Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf octobre 1957, constituant en corporation: Nathan Gans, ingénieur, Marcia Gans, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nathan Gans, tous deux de Ville Mont-Royal, Arthur Kofman, ingénieur, et Roslyn Kofman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arthur Kofman, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et entreprendre le commerce de développement d'usines; exercer le commerce comme marchands et distributeurs de machinerie et outillage et fournir des conseils de disposition et services de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Plant Development Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 13145-57)

Polygone Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1957, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, tous deux avocats, et Réjane Schmidt, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Polygone Construction Inc.", avec un capital divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $4,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 12674-57)

Progress Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1957, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, Olga Popiel, secrétaire, épouse séparée de biens de Ben N. Popiel et Isabelle Pyves, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 538 3rd Avenue, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13265-57)

Plant Development Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1957, incorporating: Nathan Gans, engineer, Marcia Gans, housewife, wife separate as to property of the said Nathan Gans, both of the town of Mount Royal, Arthur Kofman, engineer, and Roslyn Kofman, housewife, wife separate as to property of the said Arthur Kofman, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of plant development; to carry on the business as merchants and distributors of machinery and equipment and to furnish designing advice and services of all kinds and descriptions, under the name of "Plant Development Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13145-57)

Polygone Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October 1957, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, both advocates, and Réjane Schmidt, secretary, fille majeure, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Polygone Construction Inc.", with a capital stock divided into 500 shares without nominal or par value and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each and the amount with which the company shall commence its operations is of $4,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12674-57)

Progress Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1957, incorporating: Fernand Beauregard, advocate, Olga Popiel, secretary, married, separate as to property of Ben N. Popiel, and Isabelle Pyves, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce général d'entrepreneurs en construction, démolisseurs et réparateurs de toute bâtisse, sous le nom de "Progress Enterprise Ltd.", avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 60 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 13175-57)

Provincial Metal Sales, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1957, constituant en corporation: Marcel Trottier, entrepreneur, Jacques Lemy, comptable, et Robert Careau, vendeur, tous trois du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce des métaux et de leurs produits et leurs sous-produits; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Provincial Metal Sales, Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13272-57)

Provincial Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1957, constituant en corporation: Melvin Salmon, Moe Moscovitch, Irving L. Adessky, et Charles Brownstein, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de tissus et produits d'iceux faits en tout ou en partie de laine, coton, rayon, nylon ou toutes autres fibres, sous le nom de "Provincial Textiles Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5141 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 12992-57)

Pyramid Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1957, constituant en corporation: Mario Dufresne, entrepreneur-peintre,

To carry on business as general construction contractors, demolishers and repairers of any building, under the name of "Progress Enterprise Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 60 St. James Street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13175-57)

Provincial Metal Sales, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October 1957, incorporating: Marcel Trottier, contractor, Jacques Lamy, accountant, and Robert Careau, salesman, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in metals and the products and by-products thereof; operate as general building contractors, under the name of "Provincial Metal Sales, Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13272-57)

Provincial Textiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1957, incorporating: Melvin Salmon, Moe Moscovitch, Irving L. Adessky and Charles Brownstein, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics and fabric products, made, in whole or in part, of wool, cotton, rayon, nylon, or any other fibre, under the name of "Provincial Textiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5141 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12992-57)

Pyramid Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1957, incorporating: Mario Dufresne, painter-contractor, Pierre-Gaston Blanchet and

Pierre-Gaston Blanchet et Roch Blanchet, tous deux agents-vendeurs tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Pyramid Construction Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5871, rue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13247-57)

Rabaska

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond-G. Décary, Réjane Laberge, célibataire, tous deux de Montréal, et Fernand Lalonde, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir l'éducation et la culture populaire, sous le nom de "Rabaska.".

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13133-57)

Rent-A-Machine Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1957, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal, et Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce, exploiter, louer et donner à bail des camions-bascules, machines-outils mécanisées, outils et accessoires de toutes sortes, sous le nom de "Rent-A-Machine Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 13026-57)

Richelieu Electrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première artie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1957, constituant en corporation: Hubert Ricard, électricien, de St-Hyacinthe, Jean-A. Viau, comptable, et Armand-H. Viau, comptable agréé, tous deux de Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens; exercer l'industrie et le commerce de radios, téléphones radiophoniques, systèmes d'inter-

Roch Blanchet, both sales agents, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in construction, under the name of "Pyramid Construction Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5871 Châteaubriand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13247-57)

Rabaska

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond G. Décary, Réjane Laberge, spinster, both of Montreal, and Fernand Lalonde, of Outremount, all three advocates, for the following purposes:

To promote popular education and culture, under the name of "Rabaska".

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13133-57)

Rent-A-Machine Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1957, incorporating: Max Sidney Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in, exploit, lease and rent lift trucks, machines power tools, tools and equipment of every kind, under the name of "Rent-A-Machine Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13026-57)

Richelieu Electrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October 1957, incorporating: Hubert Ricard, electrician, of St. Hyacinthe, Jean-A. Viau, accountant, and Armand-H. Viau, chartered accountant, both of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as electric contractors; carry on the business of and deal in radios, wireless telephones, intercommunication systems,

communication, phonographes, télévisions et autres appareils électriques, sous le nom de "Richelieu Electrique Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13268-57)

Savaria et Fils, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1957, constituant en corporation: Maurice Savaria, commerçant, Réal Savaria, commis, et Berthe Guertin, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes; exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding company), sous le nom de "Savaria et Fils, Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13022-57)

Senneterre Tire Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: Florent Vanasse, garagiste, Claude Bouchard, commis, et Simon Laliberté, notaire, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de réparation et vente de pneus, sous le nom de "Senneterre Tire Service Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13302-57)

Shager Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze octobre 1957, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Horace Friedman, tous deux avocats, Dorothy Martel, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et John J. Wasserman, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

phonographs, television sets and other electric apparatus, under the name of "Richelieu Electrique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of a par value of $100 each and 360 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St. Hyacinthe, judicial district of Ssint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13268-57)

Savaria et Fils, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October 1957, incorporating: Maurice Savaria, merchant, Réal Savaria, clerk, and Berthe Guertin, secretary, fille majeure making use of her rights, all three of Sainte Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of transportation; carry on business as garage-keepers; operate as a holding company, under the name of "Savaria et Fils, Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13022-57)

Senneterre Tire Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1957, incorporating: Florent Vanasse, garage-keeper, Claude Bouchard, clerk, and Simon Laliberté, notary, all three of Val-d'Or, for the following purposes:

To operate a business dealing the repairing and sales of tires, under the name of "Senneterre Tire Service Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Senneterre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13302-57)

Shager Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1957, incorporating: Harold S. Freeman, Horace Friedman, both advocates, Dorothy Martel, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, and John J. Wasserman, advocate, of Westmount, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Shager Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 12876-57)

Sheppard's Garage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1957, constituant en corporation: Allan Marcus, David Kirshenblatt, tous deux de Montréal, et Abel David Selick, de Ville Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes et en général celui qui consiste à vendre des automobiles, sous le nom de "Sheppard's Garage Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3180 rue Dandurand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(P.G. 12934-57)

Social Investments Inc.
Les Placements Sociaux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1957, constituant en corporation: Fernand Beauregard, Adrien-R. Paquette, tous deux avocats, Françoise Frégeau, secrétaire, célibataire majeure, tous trois de Montréal, Marcel Paquette, étudiant, d'Outremont, et Denise Racicot, secrétaire, célibataire majeure, de St-Eustache-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurances, évaluateurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Social Investments Inc.— Les Placements Sociaux Inc.", avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13181-57)

Structural Erectors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1957, constituant en corpo-

To carry on the business of an investment company, under the name of "Shager Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of a par value of $1 each and into 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12876-57)

Sheppard's Garage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1957, incorporating: Allan Marcus, David Kirshenblatt, both of Montreal, and Abel David Selick, of the town of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and generally deal in automobiles, under the name of "Sheppard's Garage Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3180 Dandurand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12934-57)

Social Investments Inc.
Les Placements Sociaux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September 1957, incorporating: Fernand Beauregard, Adrien R. Paquette, both advocates, Françoise Frégeau, secretary, unmarried, of full age of majority, all three of Montreal, Marcel Paquette, student, of Outremont, and Denise Racicot, secretary, unmarried having reached the age of majority, of St. Eustache-sur-le-Lac, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, appraisers and general building contractors; operate as an investment company, under the name of "Social Investments Inc.— Les Placements Sociaux Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13181-57)

Structural Erectors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October 1957, incorporating: Emé Lacroix, ad-

ration: Emé Lacroix, avocat et conseil en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, Armand Poupart, fils, avocat, et Monique Duquette, sténographe, célibataire majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer l'industrie et le commerce de métaux et de leurs produits et sous-produits, sous le nom de "Structural Erectors Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 12671-57)

Téléphone St-Germain de Drummond Ltée

Aviz est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1957, constituant en corporation: Docteur J.-T. de Montarville Taschereau, médecin, Donat Sarazin, rentier, Raoul Levesque, marchand, Gérard Bergeron, chef cantonnier, Rivier Béliveau, Onil Sylvestre, Hermann Brochu, ces trois derniers cultivateurs, tous sept de St-Germain, Rrnest Marier, entrepreneur, de Grantham-Ouest, et Victor Gatineau, rentier, de Wickham-Ouest, pour les objets suivants:

Construire, posséder et diriger une entreprise téléphonique ou un réseau de téléphone dans l'une ou l'autre partie des comtés de Drummond, Bagot et Yamaska, dans la province de Québec, sous le nom de "Téléphone St-Germain de Drummond Ltée", avec un capital total de $150,000, divisé en 3,000 actions communes de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 12996-57)

Télé-Radio Production Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1957, constituant en corporation: Claude Jourdan, réalisateur, Paul Ménard, avocat, tous deux de Montréal, et Pierre-A. Champagne, avocat, de Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de films; produire, réaliser des programmes, spectacles, émissions, pour la scène, la radio, la télévision, les salles publiques et arénas, sous le nom de "Télé-Radio Production Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de $25 chacune et en 400 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3360, rue Goyer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

---

vocate and Queen's Counsel, of the town of Mount Royal, Armand Poupart, junior, advocate, and Monique Duquette, stenographer, unmarried having reached the age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; engage in the business of and deal in metals and the products and by-products thereof, under the name of "Structural Erectors Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 180 preferred shares of a par value of $100 each and 200 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12671-57)

Téléphone St-Germain de Drummond Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been isssued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1957, incorporating: Doctor J. T. de Montarville Taschereau, physician, Donat Sarazin, annuitant, Raoul Levesque, merchant, Gérard Bergeron, ganger, Rivier Béliveau, Onil Sylvestre, Hermann Brochu, the three latter farmers, all seven of St. Germain, Ernest Marier, contractor, of Grantham-West, and Victor Gatineau, annuitant, of Wickham-West, for the following purposes:

To build, hold and manage a telephone undertaking or system in either parts of the counties of Drummond, Bagot and Yamaska, in the Province of Quebec, under the name of "Téléphone St-Germain de Drummond Ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 3,000 common shares of $50 each.

The head office of the company be in the Village of Saint-Germain-de-Grantham, county of Drummond, judicial district of Arthabsaka.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1957.

P. FRENETTE.
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12996-57)

Télé-Radio Production Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1957, incorporating: Claude Jourdan, producer, Paul Ménard, advocate, both of Montreal, and Pierre A. Champagne, advocate, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in films; organized and produce programmes, plays, broadcasts, for the stage, radio and television, public halls and arenas, under the name of "Télé-Radio Production Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,200 common shares of $25 each and 400 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at 3360 Goyer Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13262-57)

Tri-Way Construction Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1957, constituant en corporation: Fernand Beauregard, Alexandre Biega, tous deux avocats, et Agnes Osborne, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de moteurs, machines, leur parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de "Tri-Way Construction Equipment Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 110 actions communes de $10 chacune et en 89 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2539, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 13262-57)

Tri-Way Construction Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October 1957, incorporating: Fernand Beauregard, Alexandre Biega, both advocates, and Agnes Osborne, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in engines, machines, the parts and accessories thereof, and other instruments and apparatus, under the name of "Tri-Way Construction Equipment Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 110 common shares of $10 each and 89 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2539 Rosemount Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12339-57)

Twin Stars Inc (Étoiles Jumelles Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1957, constituant en corporation: Joseph Beaudoin Handfield, de Westmount, William Hollister Wilson, de Ville Mont-Royal et Charles Clement, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer et exporter des produits en fer, bronze et cuivre, plastiques, appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Twin Stars Inc (Étoiles Jumelles Inc.)", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'édifice Castle, suite 505, 1410 rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445 P. FRENETTE.

(A.G. 12339-57)

Twin Stars Inc (Étoiles Jumelles Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1957, incorporating: Joseph Beaudoin Handfield, of Westmount, William Hollister Wilson, of the town of Mount Royal, and Charles Clement, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To import and export iron, brass and copper products, plastics, electrical apparatus and supplies, under the name of "Twin Stars Inc (Étoiles Jumelles Inc.)", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Castle Building, suite 505, 1410 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12822-57)

Vagretrem Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq septembre 1957, constituant en corporation: Armand Rousseau, avocat et conseil en loi de la Reine, Paul-M. Gervais, René Monty, tous deux avocats, Octave Leblanc, gérant, et Jeannette Hugo, secrétaire, tous cinq de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de systèmes de chauffage, d'articles en aluminium ou fabriqués totalement ou en partie de métaux ou de bois, sous le nom de "Vagretrem Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 12822-57)

Vagretrem Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1957, incorporating: Armand Rousseau, advocate and Queen's Council, Paul M. Gervais, René Monty, both advocates, Octave Leblanc, manager, and Jeannette Hugo, secretary, all five of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate an industry and business of heating systems, articles of aluminum or manufactured totally or in part of metal or of wood, under the name of "Vagretrem Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13275-57)

Westminster Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1957, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, Laurence Capelovitch, étudiant, et Jean McFarlane, teneuse de livres, fille majeure, tous trois de Montréal, tous majeurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développements, sous le nom de "Westminster Building Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445 P. FRENETTE.

(A.G. 13275-57)

Westminster Building Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1957, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, Laurence Capelovitch, student, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster, all three of Montreal, all of the age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Westminster Building Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 13278-57)

B. B. Bar-B-Q. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un octobre 1957, à la compagnie "Ba-By-Q. Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 juin 1957, changeant son nom en celui de "B. B. Bar-B-Q. Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13343-57)

Doré Equipment Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois octobre 1957, à la compagnie "Ludovic Doré, Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 mars 1956, changeant son nom en celui de "Doré Equipment Company Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 12754-57)

Dozois, Morrissette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux octobre 1957, à la compagnie "Agences Métropoles Agencies Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de

Supplementary Letters Patent

(A.G. 13278-57)

B. B. Bar-B-Q. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementrary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-first, 1957, to the company "Ba-By-Q. Inc." incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of June 13, 1957, changing its name into that of "B. B. Bar-B-Q. Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13343-57)

Doré Equipment Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-three, 1957, to the company "Ludovic Doré, Inc." incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 22, 1956, changing its name into that of "Doré Equipment Company Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12754-57)

Dozois, Morrissette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twenty-second, 1957, to the company "Agences Métropoles Agencies Inc." incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letter patent dated September 26, 1957,

Québec, par lettres patentes en date du 26 septembre 1957, changeant son nom en celui de "Dozois, Morrissette Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13342-57)

Geoffrion, Robert & Gélinas Cie
Geoffrion, Robert & Gélinas Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois octobre 1957, à la compagnie "Geoffrion, Robert & Gélinas, Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 décembre 1954, changeant son nom en celui de "Geoffrion, Robert & Gélinas Cie — Geoffrion, Robert & Gélinas Co.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 13222-57)

La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept octobre 1957, à la compagnie "CHNC-TV Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 3 juillet 1957, changeant son nom en celui de "La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

changing its name into that "Dozois, Morrissette Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13342-47)

Geoffrion, Robert & Gélinas Cie
Geoffrion, Robert & Gélinas Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of October 1957, to the company "Geoffrion, Robert & Gélinas, Ltée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 14, 1954, changing its name to that of "Geoffrion, Robert & Gélinas Cie — Geoffrion, Robert & Gélinas Co.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13222-57)

La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventh day of October 1957, to the company "CHNC-TV Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 3, 1957, changing its name to that of "La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company, corporation formée par la loi 14 George VI, chapitre 159, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'abroger la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 150, d'autoriser la compagnie à donner suite à une entente intervenue entre elle et certains souscripteurs à son fonds de réserves, et pour toutes autres fins.

Québec, le 16 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
JEAN-H. GAGNÉ, avocat,
LAPLANTE, GAGNÉ,
46118-42-4-o TROTIER & LETARTE.

Avis est par les présentes donné que "Joseph Antonio Lincourt", cultivateur, de la paroisse de St-Barthélemy, district de Joliette, s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir une autorisation aux fins de vendre l'immeuble portant nos. 397 et 398, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Barthélemy et grevé de

Applications to Legislature

Notice is hereby given that La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company, a corporation formed by act 14 George VI, chapter 159, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act in order to repeal act 2-3 Elizabeth II, chapter 150, authorize the company to give effect to an agreement concluded between said company and the subscribers to the reserve fund of the company, and for any other purposes.

Quebec, October 16, 1957.

JEAN-H. GAGNÉ, advocate,
LAPLANTE, GAGNÉ,
TROTIER & LETARTE,
46118-42-4 Attorneys for the petitioners.

Notice is hereby given that "Joseph Antonio Lincourt", farmer, of the parish of St. Barthélemy, district of Joliette, shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain the authorization to sell the immovable bearing Nos. 397 and 398, of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Barthélemy and burdened with a substitu-

substitution par contrat de mariage du requérant, en date du 26 janvier 1920 et reçu par Me J. Arthur Barette, notaire.

Louiseville, le 25 octobre 1957.

Le Procureur du pétitionnaire,
RÉMI PAUL.

46234-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la "Corporation municipale du Conseil de comté Jacques-Cartier", s'adressera à la Législature provinciale, à sa présente session, pour adopter une loi pour les fins suivantes:

1° Changer le Chef-lieu du comté;

2° Toutes les sessions générales et spéciales tenues par ledit Conseil du Comté de Jacques-Cartier depuis le 1er décembre 1955, sont par les présentes ratifiées et validées comme ayant été tenues régulièrement et légalement.

Montréal, le 23 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ.

46233-44-4-o

Avis est par les présentes donné que "James Alfred Lowry", marchand, du village de Sawyerville, dans le district de St-François, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour passer un acte pour l'adoption par ledit James Alfred Lowry, d'Ivan Rufus Williams, marchand, de la ville de Waterloo, dans la province de Québec, et de changer le nom dudit Ivan Rufus Williams à celui de Hazell Lowry.

Sherbrooke, Qué., le 22 octobre 1957.

Le Procureur pour le requérant,
B. N. HOLTHAM, C.R.

46235-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village du Moulin, dans le comté de Chicoutimi", s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Pour que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village du Moulin, dans le comté de Chicoutimi, soient connus et désignés sous le nom de "La Commission scolaire de Rivière du Moulin";

b) Pour annexer au territoire régi par La commission scolaire de Rivière du Moulin les lots numéros 24-*b*, 25, 26, 27-*a*, et 27-*b*, du 3ième rang, nord-est, du Chemin Sydenham, les lots 13-*a*, 13-*b*, 13-*c*, 14-*a*, 14-*b*, 15, 16-*a*, 16-*b* et 17 du 4ième rang, nord-est, Chemin Sydenham, ainsi que les lots numéros 13-*a*, 13-*b*, 13-*c*, 13-*d*, 14-*a*, 14-*b* et 14-*c* du 5ième rang, nord-est, du Chemin Sydenham, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Chicoutimi, avec effet rétroactif à tous points de vue au 31 juillet 1956.

Chicoutimi, le 21 octobre 1957.

Le Procureur du pétitionnaire,
ROGER GOSSELIN.

46236-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville de Victoriaville, s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Pour modifier les formalités concernant la confection de la liste des électeurs;

2° Pour abroger l'article 399 tel qu'amendé pour la ville;

3° Pour amender l'article 426, tel que modifié pour la ville;

tion by the petitioner's marriage contract, dated January 26, 1920 and received by Me J. Arthur Barette, notary.

Louiseville, October 25, 1957.

RÉMI PAUL,
Attorney for the petitioner.

46234-44-4

Notice is hereby given that the "Municipal Corporation of the Council of the county of Jacques-Cartier", will apply to the Provincial Legislature at its present session, to adopt an Act for the following purposes:

1. Change the County Seat;

2. All the general and special meetings held by the said Council of the county of Jacques-Cartier since December 1st, 1955, are by these presents ratified and validated as having been regularly and legally held.

Montreal, October 23, 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
Attorneys for the petitioner.

46233-44-4

Notice is hereby given that "James Alfred Lowry", merchant, of the village of Sawyerville, in the district of St. Francis, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, for the adoption by the said James Alfred Lowry, of Ivan Rufus Williams, merchant, of the town of Waterloo, in the Province of Quebec, and to change the name of the said Ivan Rufus Williams to the name of Hazell Lowry.

Sherbrooke, Que., October 22nd, 1957.

B. N. HOLTHAM, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

46235-44-4-o

Notice is hereby given that "The school commissioners for the municipality of village du Moulin, county of Chicoutimi", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the adoption of an act for the following purposes:

a) To authorize The school commissioners of village du Moulin, county of Chicoutimi, to be designated as "The school board of Rivière du Moulin";

b) To annex to the territory under The school board of Rivière du Moulin lots numbers 24-*b*, 25, 26, 27-*a* and 27-*b*, Range III, northeast, Sydenham Road, lots 13-*a*, 13-*b*, 13-*c*, 14-*a*, 14-*b*, 15, 16-*a*, 16-*b* and 17 of Range IV, northeast Sydenham Road, and lots 13-*a*, 13-*b*, 13-*c*, 13-*d*, 14-*a*, 14-*b* and 14-*c* of Rrange V, northeast Sydenham Road, on the official plan and book of reference of the parish of Chicoutimi, with retroactive effet in every respect to the 1st July, 1956.

Chicoutimi, October 21st 1957.

ROGER GOSSELIN,
Attorney for the petitioner.

46236-44-4-o

Notice is hereby given that the town of Victoriaville will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law to have its charter amended for the following purposes:

1. To modify the formalities of preparation of the electoral list;

2. To abrogate article 399 as amended for the town;

3. To amend article 426, as modified for the town;

4° Pour défendre l'usage de roulottes pour fins d'habitation et de commerce;

5° Pour autoriser la signification des procédures à la cour Municipale par courrier recommandé.

Victoriaville, le 24 octobre 1957.

Les Procureurs de la ville de Victoriaville,
LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ & GAGNON.
4638-44-4-o

Avis est par les présentes donné que "Marcel Van de Putte", de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom sous celui de "Marcel Marion" et de ratifier tous actes, contrats qu'il a fait sous le nom de "Marcel Marion", et que ce changement de nom profite à lui-même et à son épouse.

Montréal, ce 25 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
46237-44-4-o BLAIN & LONG.

CITÉ DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Hull et la Commission des écoles catholiques de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant la charte de la cité de Hull pour les fins suivantes: pour amender la délimitation générale de la cité, afin d'y inclure les territoires annexés; pour amender la délimitation des quartiers de la cité et ajouter le quartier Dollard; pour augmenter le nombre des quartiers; pour que le rôle d'évaluation en dernier lieu homologué, serve de base pour la qualification des candidats aux élections; pour modifier les causes d'inhabileté aux charges municipales; pour modifier la liste des documents requis pour la mise en nomination des candidats; pour abroger certaines dispositions relatives au relevé du scrutin; pour augmenter le nombre des électeurs par arrondissements; pour établir les conditions donnant droit de vote aux compagnies; pour augmenter le quorum des assemblées du Conseil; pour déterminer les délais relativement au vote sur règlements d'emprunt; pour établir les heures durant lesquelles les documents du Conseil peuvent être examinés; pour établir un minimum d'amende relativement aux infractions à la circulation et pour que la Commission des écoles catholiques de Hull puissent établir un fonds de retraite pour ses officiers et employés; établir un fonds de pension aux officiers et employés non éligibles aux fonds de retraites, souscrire un contrat d'assurance-groupe; faire la nutation des instituteurs; modifier la procédure d'engagement des instituteurs et pour d'autres fins.

Hull, ce 23ième jour d'octobre 1957.

Le Maire,
THOMAS MONCION.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:
Le Procureur de la cité de Hull,
ROY FOURNIER. 46239-44-4-o

Avis est, par les présentes, donné que la commission scolaire de St-Laurent s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, aux fins suivantes:

1° Changer le nom de la Commission Scolaire de St-Laurent en celui de la Commission des Écoles Catholiques de St-Laurent.

4. To decree, that leaving of trailor for divelling or commercial purposes constitutes a nuisance;

5. To authorize service of proceedings of municipal court by registered letter.

Victoriaville, October 24 1957.

LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ & GAGNON,
Attorneys for the town of Victoriaville.
46238-44-4-o

Public notice is hereby given that "Marcel Van de Putte", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a law to change his name to "Marcel Marion" and to ratify all the acts, contracts he has passed under the name of "Marcel Marion", the said change of name to profit to himself, his wife.

Montreal, this 25th day of October, 1957.

BLAIN & LONG,
46237-44-4-o Attorneys for the petitioner.

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the city of Hull and the Catholic School Commission of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain the adoption of a special Act, amending the charter of the city of Hull, for the following purposes: to amend the general delimitation of the city, in order to include therein the annexed territories; to amend the delimitation of the wards of the city and to add the Dollard ward; to increase the number of wards; in order that the valuation roll, recently homolegated, serve as a basis for the qualification of the election candidates; to modify the causes of disability for municipal office; to modify the list of documents required for nomination of candidates; to abrogate certain provisions relative to the listing of the ballot; to indrease the number of electors by wards; to establish conditions giving the right of vote to companies; to increase the quorum of Council meetings; to determine delays relarive to voting on loan by-laws; to establish hours during which documents of the Council may be examined; to establish a minimum fine relative to traffic offences and so that the Catholic School Commissions of Hull may establish a retirement fund for its officers and employees; to establish a pension fund for officers and non-eligible employees from the retirement fund, to pass a group-insurance contract; to transfer teachers; to modify the procedure of engaging teachers and for other purposes:

Hull, this 23rd day of October, 1957.

THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
Town clerk.

Countersigned:
ROY FOURNIER,
Attorney for the city of Hull. 46239-44-4-o

Notice is hereby given that the school commission of St. Laurent will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the adoption of an Act, for the following purposes:

1. To change the name of the school commission of St. Laurent into that of the Catholic school commission of St-Laurent.

2° Changer la date et le mode de l'élection des commissaires d'écoles.

3° Créer et organiser un fond de pension pour ses employés.

4° Fixer le taux des taxes scolaires en tout temps, et pour d'autres fins.

Montréal, le 22 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46187-43-4-o Me MAURICE SAUVÉ.

Avis public est par les présentes donné que la municipalité de St-Joseph de Coleraine dans le district de Mégantic, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs spéciaux suivants:

1° Pour obliger quiconque à demander au préalable les services publics de la municipalité de St-Joseph de Coleraine avant de requérir les services d'une autre municipalité, sans quoi la municipalité de St-Joseph de Coleraine ne sera pas tenue de payer le coût desdits services.

2° Pour obliger toute municipalité désirant de fournir les services d'aqueduc et d'égoût à toute personne, société ou corporation de la municipalité de St-Joseph de Coleraine, à soumettre au préalable des plans pour approbation par ladite municipalité de St-Joseph de Coleraine.

3° Pour que les articles 415 à 421 inclusivement du code municipal s'appliquent à la municipalité.

4° Pour empêcher, toute personne, société ou corporation résidant en dehors de la municipalité et n'y ayant pas de commerce de détail, de faire des affaires sans avoir été autorisé par un permis ne devant pas excéder $100.00.

5° Pour que dans le cas d'un règlement de zonage et de construction, la municipalité soit autorisée à refuser un permis de construction dans les rues ou chemins ou parties de rues ou de chemins, où ne passe le service d'aqueduc et d'égout, et cela dans les zones suivantes:

1° La superficie totale du rang VII de la municipalité de St-Joseph de Coleraine.

2° La superficie des lots N° 1, 2, 3, 4, 5 et leurs subdivisions du rang VIII de Coleraine, canton Coleraine.

3° Les lots 1, 2, 3, 4A, 4B, et 5 du rang VI de Coleraine, au cadastre officiel du canton de Coleraine.

4° Le block BI et ses subdivisions du canton de Coleraine, et leurs subdivisions.

5° Les lots 76 du rang II et 200 du rang III canton d'Irlande, partie annexée à la municipalité de Coleraine, ces lots comprenant le village de Vimy Ridge Mine et ses environs.

6° Pour accorder à la municipalité certains pouvoirs spéciaux quant aux lieux d'aisance construits sur les bords du lac East Lake ou s'approvisionne d'eau, l'aqueduc de la municipalité.

7° Pour obtenir le droit de règlementer la vitesse des véhicules automobiles dans la municipalité.

8° Pour construire des immeubles pour fins industrielles ou municipales et affecter à cette fin une somme de $75,000.00 sur approbation au préalable de la Commission de Québec.

St-Joseph de Coleraine, 25 octobre 1957.

Le Procureur de la Requérante,
46240-44-4-o LUCIEN DROLET C.R.

Avis est par les présentes donné que Les Prévoyants du Canada, corporation ayant son siège social à Québec, s'adressera à la Législature de

2. To change the date and the mode of election for the school commissioners.

3. To create and organize a pension fund for its employees.

4. To fix the rate for school taxes at any time, and for other purposes.

Montreal, October 22, 1957.

Me MAURICE SAUVÉ,
46187-43-4-o Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that the municipality of St-Joseph de Coleraine in the district of Megantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the following special powers:

1. To oblige anyone to request preliminarily public services from the municipality of St. Joseph de Coleraine before requesting the services of another municipality, as otherwise the municipality of St. Joseph de Coleraine shall not be obliged to pay the cost of the said services.

2. To oblige municipality desiring to supply aqueduct and sewer service to any person, association or corporation of the municipality of St. Joseph de Coleraine, to previously submit plans for approbation by the said municipality of St. Joseph de Coleraine.

3. In order that sections 415 to 421 inclusively of the municipal code be applied to the municipality.

4. To prevent any person, association or corporation residing outside of the municipality and having no retail business there, from carrying on business without having been authorized by a permit which shall not exceed $100.00.

5. In order that, in the case of a zoning and construction regulation, the municipality be authorized to refuse a construction permit in the streets or roads or parts of roads or of streets where the services of aqueduct and sewers do not pass, and this in the following zones:

1. The total area of range VII of the municipality of St. Joseph de Coleraine.

2. The area of lots No. 1, 2, 3, 4, 5 and the subdivisions of range VIII of Coleraine, township Coleraine.

3. Lots 1, 2, 3, 4A, 4B and 5 of range VI of Coleraine, in the official cadaster of the township of Coleraine.

4. Block BI and its subdivisions of township of Coleraine and their subdivisions.

5. Lots 76 of range II and 200 of range III township of Irlande, partly annexed to the municipality of Coleraine, these lots comprising the village of Vimy Ridge Mine and its surroundings.

6. To grant to the municipality certain special powers insofar as comfort stations are constructed along the shores of East Lake from which is supplied the water for the aqueduct of the municipality.

7. To obtain the right to regulate the speed of motor vehicles in the municipality.

8. To construct buildings for industrial or municipal purposes and to set aside for this purpose the sum of $75,000.00 upon the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

St. Joseph de Coleraine, October 25, 1957.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
46240-44-4 Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada", a corporation having its head office in the city of Quebec, shall request the

la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Valider les règlements Nos 4 et 5 de la compagnie portant son capital-actions respectivement à deux cent cinquante mille dollars ($250,000.00) et à un million de dollars ($1,000,000.00), et valider tous les statuts, règlements, ordonnances, conventions, dispositions, engagements ou actes quelconques passés ou adoptés par la compagnie et dont la validité dépend de celle desdits règlements Nos 4 et 5;

2. Obtenir l'autorisation de subdiviser son capital-actions en cent mille (100,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune, la subdivision devant s'effectuer sans suivre les formalités prévues par les articles 152 et 153 de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, ce 28ième jour d'octobre 1957.

Les Procureurs de Les Prévoyants du Canada,

46255-44-4-o NOËL, ALLEYN & RIOUX.

Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

1. To validate by-laws Nos. 4 and 5 of the company increasing its share-capital respectively to two hundred and fifty thousand dollars ($250,000.00) and to one million dollars ($1,000,000.00) and validate all statutes, by-laws, ordinances, agreements, enactments, undertakings or acts whatsoever passed or adopted by the company and the validity of which depends upon that of the said by-laws Nos. 4 and 5;

2. To be authorized to subdivide its share-capital into one hundred thousand (100,000) shares of a par value of ten dollars ($10.00) each, the subdivision to be effected without following the formalities provided for by sections 152 and 153 of the Quebec Companies' Act.

Quebec, this 28th day of October, 1957.

NOËL, ALLEYN & RIOUX,
Attorneys for Les Prévoyants
46255-44-4-o du Canada.

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi amendant sa charte la Loi 1 George VI, chapitre 105, aux fins suivantes:

1° Légaliser les règlements numéros 808, 901, 906 et 912 de la cité de Sherbrooke.

2° Obtenir l'autorisation de vendre le barrage de Bromptonville.

3° Accorder à la Combustion Engineering Limited, une évaluation fixe pour 10 ans.

4° Amender l'article 518 de la Loi des Cités et Villes pour la cité.

5° Amender l'article 62 de la Loi 1 George VI, chapitre 105;

Et autres demandes.

Sherbrooke, 25 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,

46253-44-4-o ALBERT RIVARD.

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1 George VI, chapter 105, for the following purposes:

1. To legalise by laws numbers 808, 901, 906 and 912 of the city of Sherbrooke.

2. To be authorized to sell our dam at Bromptonville.

3. To grant a fixed valuation to the Combustion Engineering Limited for a ten year period.

4. To amend article 518 of the Cities and Towns Act.

5. To amend article 62 of the charter, the Act 1 George VI, chapter 105;

And other purposes.

Sherbrooke, October 25th, 1957.

ALBERT RIVARD,
46253-44-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que "La corporation municipale de la ville de l'Assomption", dans le comté de l'Assomption, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, sous le nom de "Ville de l'Assomption"; aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; modifier les qualifications foncières requises pour être élu membre du Conseil; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; adopter un règlement de couvre-feu; constituer un fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement des rues sur tout terrain à subdiviser; règlementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; amender tout règlement d'aqueduc ou d'égout; règlementer la construction des conduites privées d'eau, entrées d'égout et d'eau ainsi que la construction des aqueducs et des égouts; règlementer les marchands ambulants; règlementer l'évaluation; règlementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs; obtenir certains pouvoirs d'emprunts; obtenir permission de procéder à l'annexion d'un certain territoire appartenant à la corpora-

Public notice is hereby given that "The municipal corporation of the town of l'Assomption, in the county of l'Assomption", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of an Act erecting its territory into a town municipality, under the empire of the Cities and Towns Act, under the name of "Town of l'Assomption"; for the purposes of fixing the date and methods of elections; to extend the mandate of the Mayor and Councillors; to modify the landed property qualifications required to be elected member of the Council; to fix an indemnity for the Mayor and the Aldermen; to adopt a by-law for curfew; to incorporate a rolling-fund; to govern building permits; to limit the valuation and taxation of farms under culture; to fix the emplacement of streets on all lots to be subdivided; to regulate subdivision of lots; to impose a special tax for aqueducts; to amend all by-laws for aqueducts or sewers; to regulate the construction of private water conducts, sewer and water entries, as well as the construction of aqueducts and sewers; to regulate pedlars; to regulate valuation; to regulate ditches and streams; to impose a tax for snow removal and the maintenance of streets and sidewalks; to provide for gifts for works of charity and to the recreational organizations; to obtain certain borrowing powers; to obtain permission to proceed with the annexation of a certain territory belonging to the municipal

tion municipale de la paroisse de l'Assomption et pour autres fins.

L'Assomption, ce 21 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
46256-44-4-o BÉLANGER & PAGÉ.

Avis public est par les présentes donné que le "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée", ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la province de Québec, dans les statuts de la province, avec pouvoir de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la Législature et la pétition nécessaire à l'obtention desdits pouvoirs; cette loi et ces règlements auront pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi

Montréal, le 12 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
46257-44-4-o BÉLANGER & PAGÉ.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Mégantic, dans le comté de Frontenac, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: changer le nom de Ville de Mégantic en celui de Ville de Lac-Mégantic; annexer à la ville une partie du rang 10 de Whitton, faisant actuellement partie de la municipalité de Nantes, une partie de la municipalité de Sainte-Cécile de Whitton dans le rang 10 également, une partie de la municipalité de Saint-Jean Vianney, connue sous le nom du rang de la "Dam" et une partie de la municipalité de Saint-Hubert de Spaulding dans le même rang de la "Dam"; règlementer les heures de fermeture de certains établissements; autoriser la ville à effectuer certains travaux; réglementer la circulation; imposer une taxe per capita; instituer une commission de l'industrie et pour autres fins.

Québec, le 29 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46273-44-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de la cité de Jacques-Cartier s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi spéciale, pour demander une augmentation dans la compensation pour les frais de déplacements et autres; pour également demander d'augmenter le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes; pour imposer une taxe dite d'éducation; pour autoriser les commissaires à conclure un contrat d'engagement de cinq ans pour le secrétaire-trésorier et le directeur général des écoles; pour autoriser des changements durant l'année scolaire parmi le personnel enseignant; pour taxer les promettants acquéreurs de foi catholique romaine qui possèdent des propriétés sous promesse de vente; pour recevoir tous les trois mois un rôle d'évaluation supplémentaire et reviser également le rôle de perception; de pouvoir collecter des contribuables en défaut comme frais de perception

corporation of the parish of "l'Assomption" and for other purposes.

L'Assomption, October 21 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
46256-44-4 Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that the "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée", having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption a law for the purpose of obtaining the professional recognition of chiropractors in the Province of Quebec, in the Statutes of the Province, with power to make regulations according to the draft bill submitted to the Legislature and the necessary petition for the obtainment of the said powers; this law and these regulations shall have for object to govern, in the public interests, the chiropractic profession in the Province of Quebec, admission, study, discipline, acquired rights and all objets and powers mentioned in the draft bill.

Montreal, October 12, 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
46257-44-4 Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that the town of Mégantic, in the county of Frontenac, shall apply to the Quebec Législature, at its next session, applying for the adoption of an act for the following purposes: change the name of the town from the Town of Mégantic to Town of Lac-Mégantic; annexe to the town part of range ten of Whitton actualy forming part of the municipality of Nantes, part of the municipality of Sainte-Cécile de Whitton also in range ten, part of the municipality of Saint-Jean Vianney known under the name of "Dam" range and part of the municipality of Saint-Hubert de Spaulding in the same range of the "Dam"; regulate the closing hours of certain establishments; authorize the town to carry out certain works; regulate traffic; impose a per capita tax; institute an industry commission and for other purposes.

Quebec, October 29th, 1957.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
46273-44-4-o Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that The school commissioners for the Catholic commission of the city of Jacques-Cartier will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of a special law to increase the indemnity for travelling, entertaining and other expenses for the chairman and commissioners; to increase the rate of interest on the arrears of taxes; to impose and levy by resolution a special tax called education tax; to authorize said commissioners to engage a secretary-treasurer and general director for schools for a period of five years; to authorize change of a teacher during the school year to other pedagogic functions or class or school; to collect from property owners together with tax, the cost for collection of same; to obtain from the secretary of the city of Jacques-Cartier, the supplementary valuation roll drawn up every three months by the assessors and to make a supplementary collection roll, and to be authorized to enter as owner on the valuation

un montant équivalent à dix pour cent du montant dû, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 25 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,

46274-44-4-o LAMARRE & LAMARRE.

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Michel s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi, pour les objets suivants:

Augmenter ses pouvoirs et se soustraire à l'application de certaines dispositions de la Loi de la Commission Métropolitaine de Montréal (11 George V, chapitre 140) et ses amendements; changer la date des élections et de la présentation des candidats; voter une pension au secrétaire-trésorier, M. Arthur E. Chevrier, à compter de sa retraite; augmenter l'indemnité du maire et des échevins; et pour toutes autres fins.

Cité de Saint-Michel, 28 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,

46275-44-4-o BRUNO CREVIER.

Avis est par les présentes donné que la municipalité du canton Bégin, la municipalité du canton Bourget, la municipalité du canton Dumas, la municipalité du canton Labrecque, la municipalité du canton Otis, la municipalité du canton St-Jean, la municipalité de la paroisse de Laterrière, la municipalité du village de Laterrière, la municipalité de la paroisse de St-Ambroise, la municipalité du village de St-Ambroise, la municipalité de la paroisse de St-Fulgence, la municipalité du village de St-Fulgence, la municipalité de la paroisse de St-Honoré, la municipalité du village de St-Honoré, la municipalité de la paroisse de Larouche, la municipalité de la paroisse de Shipshaw, la municipalité du village Shipshaw, la municipalité de Ste-Rose-du-Nord et la municipalité de St-David-de-Falardeau, dans les comtés de Chicoutimi et de Jonquière-Kénogami, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi pour obtenir le pouvoir d'imposer une taxe spéciale de 2%, sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens faite dans leur territoire respectif.

Chicoutimi, 30 septembre 1957.

Le Procureur des requérants,

46296-45-4-o JEAN-PAUL GRAVEL.

Avis public est par la présente donné que "La corporation municipale du village de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans ledit comté", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant ladite corporation municipale à imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire et lesdits commissaires d'écoles à imposer une taxe d'éducation de un pour cent dans le territoire de la municipalité scolaire de Maniwaki.

Maniwaki, le 29 octobre 1957.

L'Avocat des pétitionnaires,

46302-45-4-o MALCOLM MILLAR.

---

roll, the promising purchaser, being of roman catholic faith of any property bought by deed which have the effect of suspending the transfer of the right of ownership, and to impose and levy the school tax from them, and for all other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LAMARRE & LAMARRE,

46274-44-4-o Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that the city of Saint-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

To increase its powers and withdraw from the application of some provisions of the Montreal Metropolitan Commission Act (11 George V, chapter 140) and its amendments; to change the date of the elections and of the nomination of the candidates; to vote a pension to the secretary-treasurer, Mr. Arthur E. Chevrier, from his retirement; to increase the indemnity of the mayor and the aldermen; and for any other purposes.

City of Saint-Michel, October 28th, 1957.

BRUNO CREVIER,

46275-44-4-o Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that the municipality of the township of Bégin, the municipality of the township of Bourget, the municipality of the township of Dumas, the municipality of the township of Labrecque, the municipality of the township of Otis, the municipality of the township of St. John, the municipality of the parish of Laterrière, the municipality of the village of Laterrière, the municipality of the parish of St. Ambroise, the municipality of the village of St. Ambroise, the municipality of the parish of St. Fulgence, the Municipality of the parish of St. Honoré, the municipality of the village of St. Honoré, the municipality of the parish of Larouche, the municipality of the parish of Shipshaw, the municipality of the village of Shipshaw, the municipality of Ste. Rose-du-Nord and the municipality of St. David-de-Falardeau, in the counties of Chicoutimi and Jonquière-Kénogami, will apply to the provincial legislature, at its next session, to introduce a Bill in order to obtain the power to levy a tax of 2% on retail sales and purchases of property made in their respective territories.

Chicoutimi, October 30, 1957.

JEAN-PAUL GRAVEL,

46296-45-4 Attorney for teh Petitioners.

Public notice is hereby given that "The municipal corporation of the village of Maniwaki, in the county of Gatineau, and the School Commissioners for the municipality of Maniwaki, in the said county", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing the said municipal corporation to impose a municipal sales tax not to exceed two per cent within the limits of its territory and the said school commissioners to impose a special tax of one per cent, called educational tax, in the territory of the school municipality of Maniwaki.

Maniwaki, October 29th 1957.

MALCOLM MILLAR,

46302-45-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que ville LaSalle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 2 Georges V, chapitre 73, et les lois qui la modifient sur les matières suivantes: ériger la ville en cité; augmenter l'indemnité du maire et des échevins; règlementer les conditions d'habitation des bâtisses; règlementer le traitement des vidanges; règlementer les taxis et leurs endroits de stationnement; déclarer la cité propriétaire des rues et trottoirs dont le fond n'a pas été taxé depuis un certain temps; amender l'article 5 du chapitre 82 de la loi 1-2 Elizabeth II; donner et changer le nom des rues par résolution; payer une pension à Anatole Leroux, ancien maire; abroger l'article 3 du chapitre 116 de la loi 20, Georges V; et pour autres fisn.

Montreal, le 25 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46298-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: to constitute the town into a city; to increase the indemnity of the mayor and aldermen; to regulate the conditions of occupancy of buildings; to regulate the treatment of garbages; to regulate the taxis and parking lots; to declare the city owner of streets and sidewalks of which the land has not been taxed for a certain time; to amend section 5 of chapter 82 of the act 1-2 Elizabeth II; to give and change the name of streets by resolution; to grant a pension to Anatole Leroux, ex-mayor; to repeal section 3 of chapter 116 of the act 20 George V; and for other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46298-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation de la paroisse de Rosemère, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: rendre applicables les dispositions des paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17, de l'article 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 de l'article 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b, de l'article 429, articles 430, 431, 432, 500 et 502 de la Loi des cités et villes; création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; règlementer les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; règlementer les plans de subdivision, l'entretien des trottoirs et des rues; règlementer les restaurants ambulants les taxis et les endroits de stationnement; règlementer les modes de répartition du coût des conduites d'aqueduc; encourager les organisations artistiques, sportives ou autres; exiger certaines taxes de services; établir la procédure d'approbation du règlement de zonage par les électeurs; déclarer valides et légales les adjudications et ventes faites pour taxes avant 1947; et pour autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46299-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of Rosemere will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to enforce for the municipality the provisions of paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 of section 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 of section 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b of section 429, sections 430, 431, 432, 500 and 502 of the cities and towns Act; establishment of a municipal charge whose the holder will be called superintendent; to regulate the sewers and ditches and the distribution of their cost; to regulate subdivision plans, maintenance of sidewalks and streets; to regulate the itinerant restaurants, taxis and parking lots; to regulate the methods of distribution of the cost of water pipes; to encourage artistic, sportive and other similar organizations; to levy taxes for services; to establish the proceeding regarding the approval of zoning by-law by electors; to declare valid and legal the adjudications and sales for taxes done before 1947; and for other purposes.

Montreal, October 28, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46299-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporé", ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir le reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la province de Québec; afin de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la Législature, ces règlements ayant pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi, incluant le droit que les chiropraticiens ne soient pas poursuivis judiciairement, dans l'exercice de leur profession, sans autorisation préalable, nonobstant toutes autres lois et pour autres fins.

Montréal, le 12 octobre, 1957.

Les procureurs du pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
46303-45-4-o BÉLANGER & PAGÉ.

Public notice is hereby given that the "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporé", having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act in order to obtain professional recognition of Chiropractors in the Province of Quebec; make regulations according to the Bill introduced in the Legislature, the object of which would be to govern, in the interest of the public, the Chiropractic profession in the Province of Quebec, the admission, study, discipline, acquired rights, and all other objects and powers mentioned in said Act, including that the Chiropractors shall not be prosecuted, while practising their profession, without previous authorization, notwithstanding any other laws and for any other purposes.

Montreal, October 12, 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
46303-45-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Québec s'adressera à la Législature à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de faire disparaître la restriction à la durée d'imposition de la taxe d'éducation et pour autres fins.

Québec, le 30 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46300-45-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Quebec shall apply to the Legislature at its present Session praying for the adoption of an act for the purpose of removing the delay in the imposition of the said school tax and for other purposes.

Quebec, October 30th 1957.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
46300-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'étendre l'application de la taxe de vente édictée par la Loi 14 George VI, chapitre 136 au service de téléphone ainsi qu'à tout bien mobilier, marchandise ou article de commerce acquis en dehors du territoire des municipalités scolaires couvertes par ladite loi, pour consommation ou usage dans les limites territoriales desdites municipalités; et aussi pour porter de 3 à 5 ans le délai de prescription applicable au recouvrement de la taxe édictée par ladite loi.

Québec, le 30 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46301-45-4-o ROGER GOSSELIN.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to extend the application of the sales tax payable under 14 George VI, chapter 136 to the telephone service, any moveable effects, merchandise on article of trade acquired without the territory of the school municipalities covered by the said act, for consumption or use within the territorial limits of the said municipalities; and also to extend from three to five years the delay for the prescription of any tax recoverable under the said act.

Quebec, October 30th 1957.

ROGER GOSSELIN,
46301-45-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que "La corporation municipale de Notre-Dame de L'Ile Perrot", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: rendre applicables les dispositions des paragraphes 1, 1*a*, 1*b*, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16*a*, 17 de l'article 426, paragraphes 3*a*, 11*a*, 23, 24, 25, 26, 27 de l'article 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27*b* de l'article 429, articles 430, 431, 432 et 500 de la Loi des Cités et Villes; création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; règlementer les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; règlementer les plans de subdivision, l'entretien des trottoirs et des rues; règlementer les restaurants ambulants, les taxis et les endroits de stationnement; règlementer les modes de répartition du coût des conduites d'aqueduc; encourager les organisations artistiques, sportives ou autres; exiger certaines taxes de services; établir la procédure d'approbation du règlement d'emprunt par les électeurs; et pour autres fins.

Montréal, le 31 octogre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
LACROIX, VIAU & POUPART.
46304-45-4-o

Public notice is hereby given that "The municipal corporation of Notre-Dame de L'Ile Perrot", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to enforce for the municipality the provisions of paragraphs 1, 1*a*, 1*b*, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16*a* 17 of section 426, paragraphs 3*a*, 11*a*, 23, 24, 25, 26, 27 of section 427, paragraphs 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27*b* of section 429, sections 430, 431, 432 and 500 of the Cities and Towns Act; establishment of a municipal charge, whose the holder will be called superintendent; to regulate the sewers and ditches and the distribution of their cost; to regulate subdivision plans, maintenance of sidewalks and streets; to regulate itinerant restaurants, taxis and parking lots; to regulate the methods of distribution of the cost of water pipes; to encourage artistic, sportive and other similar organizations; to levy taxes for services; to establish the proceeding regarding the approval of loan by-law by electors; and for other purposes.

Montreal, October 31, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the petitioner.
46304-45-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que "Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Sainte-Rose, dans le comté de Laval", s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever, dans la municipalité de Sainte-Rose, une taxe spéciale dite "Taxe d'éducation", n'excédant pas 1% du prix de vente de toutes propriétés mobilières, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconque; avoir le droit de changer les instituteurs de classes ou d'écoles sans affecter leur traitement; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
LACROIX, VIAU & POUPART.
46309-45-4-o

Public notice is hereby given that "The school commissioners of the school municipality of the town of Ste. Rose, county of Laval", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act giving them the power to impose and levy, in the municipality of Ste. Rose, a special tax called "Education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever; to have the right to change teachers of classes or schools without affecting their salary; and for other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the petitioners.
46309-45-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que La Corporation Municipale de Dollard des Ormeaux s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: rendre applicables les dispositions des paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10 16, 16a 17 de l'article 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 de l'article 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b de l'article 429, articles 430, 431, 432 et 500 de la Loi des cités et villes; création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; règlementer les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; règlementer les plans de subdivision, l'entretien des trottoirs et des rues; règlementer les restaurants ambulants, les taxis et les endroits de stationnement; règlementer les modes de répartition du coût des conduites d'aqueduc; exiger certaines taxes de services; établir la procédure d'approbation de tout règlement d'emprunt par les électeurs; et pour autres fins.

Montréal, le 31 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46305-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of Dollard des Ormeaux will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to enforce for the municipality the provisions of paragraphs 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 of section 426, paragraphs 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 of section 427, paragraphs 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b of section 429, sections 430, 431, 432 and 500 of the Cities and Towns Act; establishment of a municipal charge, whose the holder will be called superintendent; to regulate the sewers and ditches and the distribution of their cost; to regulate subdivision plans, maintenance of sidewalks and streets; to regulate itinerant restaurants, taxis and parking lots; to regulate the methods of distribution of the cost of water pipes; to levy taxes for services; to establish the proceeding regarding the approval of loan by-law by electors; and for other purposes.

Montreal, October 31, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46305-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que La Corporation de la paroisse de St-Vincent-de-Paul s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: rendre applicables les dispositions des paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16, 16a, 17 de l'article 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 de l'article 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b de l'article 429, articles 430, 431, 432 et 500 de la Loi des cités et villes; création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; règlementer les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; règlementer les plans de subdivision, l'entretien des trottoirs et des rues; règlementer les restaurants ambulants, les taxis et les endroits de stationnement; règlementer les modes de répartition du coût des conduites d'aqueduc; encourager les organisations artistiques, sportives ou autres; exiger certaines taxes de services; établir la procédure d'approbation du règlement d'emprunt par les électeurs; et pour autres fins.

Montréal, le 31 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46306-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Vincent de Paul will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to enforce for the municipality of provisions of paragraphes 1, 1a, 1b, 2, 4, 8, 9, 10, 16 16a, 17 of section 426, paragraphes 3a, 11a, 23, 24, 25, 26, 27 of section 427, paragraphes 1, 2, 3, 4, 8, 11, 13, 22, 23, 27b of section 429, sections 430, 431, 432 and 500 of the Cities and Towns Act; establishment of a municipal charge, whose the holder will be called superintendent; to regulate the sewers and ditches and the distribution of their cost; to regulate subdivision plans, maintenance of sidewalks and streets; to regulate itinerant restaurants, taxis and parking lots; to regulate the methods of distribution of the cost of water pipes; to encourage artistic, sportive and other similar organizations; to levy taxes for services; to establish the proceeding regarding the approval of loan by-law by electors; and for other purposes.

Montreal, October 31, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46306-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Ville de Gatineau

Avis est par les présentes donné que la ville de Gatineau s'adressera à la législature de la province de Québec, durant la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte pour les fins suivantes:

1° Pour autoriser la répartition de la ville de Gatineau en quartiers;

2° Pour modifier l'application de l'indemnité aux membres du Conseil municipal;

3° Pour autoriser la ville de Gatineau à percevoir une taxe sur les lots vacants en bordure des services d'aqueducs et d'égouts déjà établis et à venir.

Gatineau, ce 21e jour d'octobre 1957.

Le Maire,
ROLAND THÉORET.
Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GIROUX.
Le Procureur de la ville de Gatineau,
Contresigné:
46311-45-4-o LIONEL MOUGEOT.

Town of Gatineau

Notice is hereby given that the town of Gatineau will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of a special law, emending its charter for the following purposes:

1. To authorise the reportition of the town of Gatineau in wards;

2. To modify the application of the indemnity to the members of the municipal council;

3. To authorize the town of Gatineau to collect tax on the vacant lots facing the water and sewers systems already built and to be built.

Gatineau, this 21st day of October 1957.

ROLAND THÉORET,
Mayor.
LÉO GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Contersigned: LIONEL MOUGEOT,
46311-45-4-o Attorney for the town of Gatineau.

Avis est par les présentes donné que Roland Duquette, de Outremont, district de Montréal, et Russell Newell, de Ville Mont-Royal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine ou présente session pour demander l'adoption d'une loi relative au testament de Marie Thérèse Larseneur reçu le 6 novembre 1944 devant Me Joseph Azarias Paquin, sous le N° 14625 de ses minutes et destinée à clarifier et définir les pouvoirs des pétitionnaires quant à la vente d'un certain immeuble portant les nos. civiques 2550 à 2560 de la rue Leclaire à Montréal, et quant à la remise aux légataires, après leur majorité, du produit de cette vente et des revenus accumulés.

Montréal, ce 31 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
GASTON POULIOT.

159 ouest, rue Craig. 46312-45-4-o

Public notice is hereby given that Messrs. Roland Duquette, of the city of Outremont, district of Montreal, and Russell Newell, of the town of Mount-Royal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next or present session for the passing of an act concerning the last will and testament of Marie-Thérèse Larseneur, passed before Joseph Azarias Paquin, notary, on November 6th, 1954, under No. 14625 of his minutes, and for the purpose of clarifying and determining the powers of the petitioners regarding the sale of a certain immovable property bearing civic No. 2550 to 2560 Leclaire Street, Montreal, and also regarding the remittance to the legatees, after their majority, of the amounts derived from the exploitation and from the sale of such property.

Montréal, this 31st day of October 1957.

GASTON POULIOT,
Attorney for the petitioners.

159 Craig Street West. 46312-45-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Côte St. Luc s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 15-16 Georges VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: ériger la ville en cité; règlementer les taxis et en fixer le nombre; donner et changer les noms de rues par résolution; déclarer la cité propriétaire des rues et trottoirs dont le fond n'a pas été taxé depuis un certain temps; déclarer valides et légales à toutes fins que de droit, les adjudications et ventes pour taxes faites avant 1947; déclarer valide et légale la vente des lots Nos 110, 366, 614, 624 et 625 du lot originaire N° 88 faite par la corporation du comté d'Hochelaga le 17 janvier 1945; et pour autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46307-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the act 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, for the following purposes: to constitute the town into a city; to regulate the taxis and to fix their number; to give and change the name of streets by resolution; to declare the city owner of streets and sidewalks of which the land has not been taxed for a certain time; to declare valid and legal for all legal purposes the adjudications and sales for taxes done before 1947; to declare valid and legal the sale of lots Nos. 110, 366, 614, 624 and 625 of orginal lot No. 88, done by the Corporation of county of Hochelaga on January 17, 1945; and for other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46307-45-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: fixer la valeur nette des biens fonds des candidats à la charge de commissaires à $2,000.00; décréter que les taxes devront être payées 10 jours avant la votation pour avoir droit de voter; fixer la date des élections des commissaires au premier lundi juridique de mai; avoir le droit de changer les instituteurs de classes ou d'écoles sans affecter leur traitement; fixer une indemnité aux commissaires d'écoles; les commissaires d'écoles seront désormais connus sous le nom de: "La Commission des Écoles Catholiques de LaSalle"; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
46308-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of town of LaSalle, county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: to fix the net valuation of real estate at $2,000.00 for candidates to the post of commissioners; to decree that the taxes shall be paid ten days before the voting in order to have the right to vote; to fix the date of elections to the first juridical Monday of May; to have the right to change teachers of classes or schools without affecting their salary; to fix an indemnity to the School Commissioners; the School Commissioners shall be known in the future under the name of "Catholic School Commission of LaSalle"; and for other purposes.

Montreal, October 28, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46308-45-4-o The Attorneys for the Petitioners.

Avis est par les présentes donné que l'"Association Athlétique Nationale de la Jeunesse" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, 8 Georges VI, chapitre 75 (1944) de manière à préciser son but et à permettre de modifier l'acte d'acquisition de son immeuble et pour toutes autres fins.

Montréal, le 31 octobre 1957.

Les Procureurs de l'A.A.N.J.,
46310-45-4-o LACOSTE & LACOSTE.

Notice is hereby given that "Association Athlétique Nationale de la Jeunesse" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of an amendment to its charter Act 8 George VI, chapter 75 (1944), in order to specify its objective and allow to modify the purchase Act of its immoveable property, and for all other purposes.

Montreal, this 31st day of October 1957.

LACOSTE & LACOSTE,
46310-45-4-o Attorneys for A.A.N.J.

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Chandler, dans le comté de Gaspé-Sud, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins ci-après: *a*) constituer les habitants et les contribuables de la municipalité du village de Chandler en corporation de ville sous le nom de "Ville de Chandler"; *b*) décréter que ladite ville sera régie par les dispositions de la Loi des cités et villes, sauf en autant qu'elles pourraient être incompatible avec les dispositions de sa loi d'incorporation; *c*) prévoir que la nouvelle corporation de ville succèdera aux droits, obligations, biens, privilèges, titres, créances et actions de la corporation du village de Chandler; *d*) maintenir en fonction les officiers et employés municipaux actuels du village de Chandler jusqu'à leur démission, remplacement ou destitution par le conseil de la ville de Chandler; *e*) maintenir en vigueur dans la municipalité de la ville de Chandler les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, rôles d'évaluation et de perception, billets, comptes de taxes, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques actuellement en vigueur dans la municipalité du village de Chandler; *f*) décrire le territoire tombant sous la juridiction de la ville de Chandler et devant constituer, à compter de l'adoption de la loi, la municipalité de la ville de Chandler; *g*) prévoir que la première séance générale du conseil de la ville de Chandler sera tenue le premier lundi qui suivra la sanction de la loi d'incorporation ou le lendemain si le premier lundi est un jour non juridique; *h*) maintenir en fonction jusqu'à l'élection générale qui sera tenue le premier jour juridique du mois de novembre 1958, les membres du conseil actuel de la corporation du village de Chandler; *i*) prévoir le mode de combler toute vacance qui pourrait survenir dans la charge de maire ou d'échevin jusqu'aux élections générales de novembre 1958; *j*) décréter que le terme d'office du maire et des échevins sera de trois ans à compter de l'élection générale de novembre 1958; *k*) diviser la municipalité de la ville de Chandler en trois quartiers; l) prévoir que chaque quartier élira deux échevins dont les sièges seront numéroté 1 et 2; *m*) accorder au conseil dans le cas d'un règlement décrétant un emprunt pour l'exécution de travaux de construction ou d'amélioration d'égout, d'aqueduc, de trottoirs ou de pavage des rues, de prescrire une répartition de la taxe imposée aux fins du remboursement de l'emprunt, soit en raison de la superficie des terrains, soit en raison de leur étendue de front, soit en raison de leur évaluation, en excluant ou non celle des constructions; *n*) modifier l'article 488 de la Loi des cités et villes pour rendre non imposables les machineries et accessoires qui sont immeubles par destination ou qui le seraient s'ils appartenaient au propriétaire du fonds; *o*) accorder au conseil le droit de consentir par règlement adopté à la majorité de tous ses membres et approuvé par la Commission Municipale, une commutation de taxes n'excédant pas 50%, pendant une période maximum de cinq ans, sur toute construction érigée dans la municipalité après l'entrée en vigueur du règlement; *p*) accorder au conseil le droit d'imposer et prélever une taxe spéciale de 2% de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions mutatis mutandis que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 4, chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941 et ses amendements.

Québec, le 31 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,

46324-45-4-o MAURICE HUOT.

Public notice is by these presents given that the Corporation of the village of Chandler, in the county of Gaspé-South, shall petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain the adoption of an act for the following purposes: *a*) constitute the residents and tax-payers of the municipality of the village of Chandler in a town corporation under the name of town of Chandler; *b*) enact that the said town shall be governed by the provisions of the cities and Towns Act except inasmuch as said provisions could be incompatible with those of its corporation act; *c*) provide that the new town corporation shall succeed in the rights, obligations, properties, privileges, titles, claims and actions of the corporation of the village of Chandler; *d*) maintain in office the present officers and employees of the village of Chandler until their resignation, replacement or destitution by the Council of the town of Chandler; *e*) maintain in force in the municipality of the town of Chandler the by-laws, resolutions, "procès-verbaux", assessment, valuation and perception rolls, notes; tax bills, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatever presently in force in the municipality of the village of Chandler; *f*) describe the territory coming under the jurisdiction of the town of Chandler and constituting as of the adoption of the act, the municipality of the town of Chandler; *g*) provide that the first general sitting of the council of the town of Chandler shall be held on the first Monday following the sanction of the incorporation act or the next day if the first Monday is a non juridical day; *h*) maintain in office until the general election which shall be held on the first juridical day of the month of November 1958, the members of the present council of the corporation of the village of Chandler; *i*) provide the manner to fill any vacancy which could occur in the office of mayor or alderman until the general election of November 1958; *j*) provide that the term of office of the mayor and of the aldermen shall be of three years as of the general election of November 1958; *k*) divide the municipality of the town of Chandler in three wards; *l*) provide that each ward shall elect two aldermen whose seats will be numbered 1 and 2; *m*) grant to the Council in the case of a borrowing by-law for the construction or improvement of water-works, sewers, side-walks or streets paving, the right to impose the tax required for the refund of the loan either according to the surface of the land, either according to the frontage of the property, either in accordance with the assessment excluding or not the assessment of the constructions; *n*) modify section 488 of the Cities and Towns Act to render not taxable the machineries and accessories which are immoveable by destination of which would be so if they belonged to the owner of the real property; *o*) grant the Council the right to provide by by-law adopted by the majority of all its members and approved by the Municipal Commission, a tax commutation not exceeding 50%, during a maximum period of five years, on all constructions erected in the municipality after the entry in force of the by-law; *p*) grant to the Council the right to impose and levy a special tax of 2%, ofthe same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions mutatis mutandis than that now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec 1941 and its amendments

Quebec, October 31, 1957.

MAURICE HUOT,

46324-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la ville de Laval-Ouest, P.Q. s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi amendant sa charte pour les raisons suivantes:

1° Tenir les élections le 2e samedi de juillet;

2° Établir tous les bureaux de votation dans une seule bâtisse principale;

3° Tenir les référendums un samedi entre les 15 mai et 15 septembre;

4° Modifier les conditions d'annextion de Ste-Rose-Ouest, P.Q.;

5° Paver les rues d'une largeur d'au moins vingt (20) pieds.

Et pour toutes autres fins.

Montréal, le 4 novembre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46326-45-4-o CLAUDE PICARD.

Notice is hereby given that the town of Laval-West, P.Q., will address to the Provincial Government, at his next session, for the adoption of law amending his charter, for the following reasons:

1. Held the elections on the 2nd saturday of July;

2. Establish all voting polls in a same buildings;

3. Held all referendums on a saturday, between May 15th, and September 15th;

4. Modified the conditions of the annextion of St-Rose-West, P.Q.;

5. Pave all streets in a width of at least 20 feets.

And for all other purposes.

Montreal, November 4th, 1957.

CLAUDE PICARD,
46326-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la ville de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes: ériger son territoire en cité; changer la date des élections générales; obtenir le pouvoir de grouper les bureaux de votation lors des élections; abroger les règlements de zonage actuellement en vigueur et pourvoir à la procédure d'amendement; autoriser le prélèvement d'un taxe d'affaires; et pour autres fins.

Montréal, ce 4 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BADEAUX, FILION, BADEAUX
46327-45-4-o & BÉLAND.

Notice is hereby given that the town of Pointe-aux-Trembles, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter and concerning the following matters: to erect its territory into a city; to change the date of the eléction; to authorize the grouping of polls on election day; to abrogate the zoning by-law and provide for the procedure of amendment of same; to authorize the levy of a business tax; and for other purposes.

Montreal, November the 4th, 1957.

BADEAUX, FILION, BADEAUX
& BÉLAND,
46327-45-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que le Centre de Psychologie et de Pédagogie, société régie par la Loi des Syndicats coopératifs de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, et demandera l'adoption d'une loi modifiant, pour la société, ladite loi aux fins suivantes:

1° Permettre la constitution d'un conseil exécutif;

2° Élargir son pouvoir d'emprunt et être autorisé à émettre des obligations, bons ou autres valeurs;

3° Permettre le choix du gérant en dehors des membres de la société;

4° Permettre l'adoption d'un règlement fixant les conditions d'éligibilité des administrateurs;

5° Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 31 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46323-45-4-o FRANÇOIS JOBIN.

Notice is hereby given that the Centre de Psychologie et de Pédagogie, an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an Act amending for the association, the said Act for the following purposes:

1. To allow the institution of an executive council;

2. To extend its borrowing power and be authorized to issue debentures, bonds or other securities;

3. To allow the choice of a manager to be made among non-members of the association.

4. To allow the adoption of a by-law determining the qualifications required for executives;

5. And for any other purposes.

Quebec, October 31, 1957.

FRANÇOIS JOBIN,
46323-45-4 Attorney for petitioner.

Avis public, est par les présentes, donné que le Club St-Denis, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: amender sa loi constitutive, la loi 44-45 Victoria, chapitre 57 et les lois qui l'amendent, de manière à augmenter son pouvoir d'emprunt et son droit de posséder des immeubles; convertir le Club en une société par actions et déterminer les droits des membres actionnaires en relation avec les actions du capital social; et pour autres fins.

Montréal, le 4 novembre 1957.

Les Procureurs du requérant,
46345-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Club St-Denis, having its principal business place in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, for the following purposes: to amend its charter, the Act 44-45 Victoria, Chapter 57, and amendments, to raise its borrowing power, and its right to possess immoveables; to convert the Club into a joint-stock corporation and to determine the rights of the shareholder members in relation with its capital; and for all other purposes.

Montreal, November 4th, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46345-45-4-o Attorneys for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles catholiques de la cité de Granby s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi leur autorisant d'accorder une indemnité aux commissaires d'écoles.

Granby, le 18 octobre 1957.

Les Procureurs et agents des Requérants,
46325-45-4-o NORMANDIN & LEVEILLÉ.

In re: CLAUDE MARANDA

Avis est par les présentes donné que Claude Maranda, étudiant, citoyen canadien de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, dûment autorisé à cet effet par le bureau provincial de la Chirurgie Dentaire, afin que le Collège des Chirurgiens Dentistes de la province de Québec soit autorisé à assesser ses examens universitaires et à lui accorder sa licence à la fin de ses études universitaires, à condition qu'il passe avec succès ses examens devant les examinateurs du Collège.

Montréal, ce 4ème jour de novembre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
NANTEL, MERCURE & SURPRENANT.
46346-45-4-o

Avis est par les présentes donné que Paul Émile Demers, évaluateur, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant le testament de feu Dame Mary Ruth Bradley-Demers de façon qu'il n'y ait qu'un seul exécuteur-testamentaire chargé de l'administration des biens de la succession de ladite Dame Mary Ruth Bradley-Demers.

Montréal, ce 5 novembre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BADEAUX, FILION,
46347-45-4-o BADEAUX & BÉLAND.

Avis est par les présentes donné que la cité de Ste-Foy, corps municipal érigé en vertu des Lois de la province de Québec, district de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° A créer une commission municipale pour l'organisation des jeux et des loisirs;

2° A nommer un seul évaluateur municipal au lieu de trois;

3° A créer une commission municipale de protection publique, composée de trois membres;

4° A limiter le nombre de postes d'essence dans les limites de la Cité;

5° A exiger des propriétaires de véhicules-taxi qui détiennent un permis de la Cité, une assurance suffisante pour la protection de leurs passagers et du bien d'autrui;

6° A faire des règlements en ce qui a trait à la circulation des camions lourds dans les limites de la Cité.

La Cité de Ste-Foy se propose de plus de demander que la distribution du produit de la taxe de vente soit faite suivant un recensement préparé par le Gouvrnement Provincial et non pas selon le recensement Fédéral, et de plus, tous autres pouvoirs dont elle a besoin pour atteindre ses fins.

Québec, le 2 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46348-45-4-o DENYS DIONNE.

Public notice is hereby given that the Catholic School Commissioners of the city of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain an Act authorizing them to grant an indemnity to the School Commissioners.

Granby, October 18, 1957.

NORMANDIN & LÉVEILLÉ,
Attorneys and Agents for the petitioners.
46325-45-4

In re: CLAUDE MARANDA

Notice is hereby given that Claude Maranda, student, Canadian Citizen of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, duly authorised by the Board of Dental Surgery, in order to authorise the Provincial Board of Dental Surgery to assess his examinations and grant him his licence at the end of his studies at the University when he shall have passed the required examinations before the Provincial Board of Dental Surgery examinators.

Montreal, this 4th day of November 1957.

NANTEL, MERCURE & SURPRENANT,
Attorneys for the petitioner.
46346-45-4-o

Notice is hereby given that Paul Émile Demers, real estate valuator, of the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the Last Will and T stament of the late Dame Mary Ruth Bradley-Demers and providing that there shall be only one testamentary-executor to whom shall be given the administration of the assets of the estate of the said late Dame Mary Ruth Bradley-Demers.

Montreal, November the 5th, 1957.

BADEAUX, FILION,
BADEAUX & BÉLAND,
46347-45-4-o Attorneys for the petitioner.

Notice is hereby given that the City of Ste-Foy, a municipal corporation erected under the authority of the laws of this Province, district of Quebec, will apply to the Legislature of this Province during its coming session, for the adoption of a law authorizing the city of Ste-Foy:

1. To create a municipal commission for the organization of sports and recreation;

2. To nominate one municipal estimator istead of three;

3. To create a three member municipal commission of public protection;

4. To determine the number of service stations within the City Limits;

5. To require sufficient insurance from taxi owners for the protection of their passengers as well as of other people and their property.

6. To regulate the circulation of heavy vehicles within the City limits.

The city of Ste-Foy also intends to obtain from the Legislative of the Province of Quebec that the assessment of the sales tax between the municipalities should be one in accordance with a provincial census, and any other necessary power or amendment required by the city of Ste-Foy in the accomplishment of its duties.

Quegec, October 2, 1957.

DENYS DIONNE,
46348-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) changer le nom de leur corporation scolaire en celui de La Commission Scolaire de la cité de Chicoutimi;

b) modifier le mode d'élection des commissaires;

c) modifier le mode d'engagement des instituteurs et institutrices, et

d) indemniser les commissaires pour leurs frais de représentations et autres dépenses.

Québec, le 11 novembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
ROGER GOSSELIN.

46394-46-4-o

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act for the following purposes:

a) to change their corporate name to The School Commission of the city of Chicoutimi;

b) To modify the procedure regarding the election of the commissioners;

c) To modify the manner of hiring the teachers;

d) to indemnity the commissioners with respect to costs of representation and other expenses.

Quebec, 11th November 1957.

ROGER GOSSELIN,
Attorney for the petitioners.

46394-46-4-o

Avis public est par les présentes donné que Quebec Cartier Mining Company, une compagnie constituée en vertu des lois de la province de Québec, ayant son siège social dans la ville de Mont Royal, Lloyd J. Severson de Duluth, Minnesota, États-Unis, exécutif, Jean-Paul Drolet de la cité de Montréal, ingénieur minier, Wendell H. Laidley, de la cité de Montréal, avocat et Conseiller de la Reine, et Jacques de Billy de la cité de Québec, avocat et conseiller de la Reine, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une loi incorporant Cartier Manicouagan Railway Company, fixant le capital, le bureau-chef, le nombre des directeurs, les droits et pouvoirs de la Compagnie, le tracé d'un chemin de fer à être opéré par elle et pour toutes autres fins.

Ville Mont-Royal, le 8 novembre, 1957.

QUEBEC CARTIER MINING COMPANY,
Par le Président,
LLOYD J. SEVERSON.
Le Secrétaire,
HAROLD P. CLARKE.

46395-46-4-o

Public notice is hereby given that Quebec Cartier Mining Company, a company constituted under the laws of the Province of Quebec, having its head office in the town of Mount Royal, Lloyd J. Severson of Duluth, Minnesota, United States of America, executive, Jean-Paul Drolet of the city of Montreal, Mining engineer, Wendell H. Laidley, of the city of Montreal, advocate and Queen's Counsel and Jacques de Billy, of the city of Quebec, advocate and Queen's Counsel, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the passing of an Act incorporating Cartier Manicouagan Railway Company, fixing the capital, the head office, the number of the directors, the rights and powers of the company, the courses of the Railway line and branch lines to be built, and for any other purposes.

Town of Mount Royal, November 8, 1957.

QUEBEC CARTIER MINING COMPANY,
Per LLOYD J. SEVERSON,
President.
HAROLD P. CLARKE,
Secretary.

46395-46-4-o

Avis public est par les présentes donné que Romaine River Railway Company, une corporation constituée en vertu des lois de la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi amendant la loi 13, George VI, Chap. 116, en changeant le bureau-chef de la compagnie de la cité de Montréal à la ville de Tracy, en déclarant que sa compagnie mère est Quebec Iron and Titanium Corporation, une compagnie constituée en vertu des lois de la province de Québec, et pour autres fins.

Montréal, le 7 novembre, 1957.

ROMAINE RIVER RAILWAY COMPANY,
Par le Président,
ROY B. YOUNG.

46396-46-4-o

Public notice is hereby given that Romaine River Railway Company, a corporation constituted under the laws of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending the Act 13, George VI, chap. 116, by changing its head office from the city of Montreal to the town of Tracy, and by declaring that its parent, company is Quebec Iron And Titanium Corporation, a company constituted under the laws of the Province of Quebec, and for other purposes.

Montreal, November 7, 1957.

ROMAINE RIVER RAILWAY COMPANY,
Per ROY B. YOUNG,
President.

46396-46-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville St-Pierre s'adressera à la Législature de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi fixant le montant payable en taxes municipales et scolaires pour les prochaines dix années par Canadian Car Company Limited pour ses usines et propriétés situées dans les limites de la pétitionnaire, vu l'agrandissement projeté des usines de la compagnie, et pour toutes autres fins.

Ville St-Pierre, le 8 novembre 1957.

LA VILLE DE ST-PIERRE,
Par le Secrétaire-trésorier,
H. F. MALO.

46397-46-4-o

Public notice is hereby given that "La Ville St-Pierre" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act fixing the amount of municipal and school taxes to be paid by the Canadian Car Company Limited for the next ten years on its plants and properties located within the limits of the petitioner, in consideration of the enlarging of the plants of the company and for other purposes.

Ville St-Pierre, November 8th, 1957.

LA VILLE DE ST-PIERRE,
Per H. F. MALO,
Secretary-treasurer.

46397-46-4-o

Avis est par les présentes donné que Nathan Cohen et Hyman Zalkind, tous deux commerçants de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour demander que "Le Comité d'Habitation de Montréal", corporation légalement constituée ayant eu son siège social dans la cité de Montréal, ait eu pendant son existence le pouvoir de vendre les immeubles qu'elle possédait à toute personne ayant la capacité légale de les acquérir.

Montréal, ce 8 novembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46398-46-4-o Signé ROBERT HODGE, C.R.

Notice is hereby given that Nathan Cohen and Hyman Zalkind, merchants of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Provincial Legislative Assembly, at its present session, to present a law to give to "Le Comité d'Habitation de Montréal", body politic which had its place of business in the city of Montreal during its existence, the power to sell the immovables that were its property to all person who has the legal capacity of acquiring them.

Montrea:, November 11th, 1957.

Signed ROBERT HODGE, Q.C.,
46398-46-4-o Attorney for petitioners.

Avis public supplémentaire est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Québec ajoutera à son projet de loi déjà déposé devant la Législature de Québec la demande suivante: le pouvoir de porter de 1 à 2% la taxe dite d'éducation qu'elle perçoit déjà avec cette modification cependant que ladite augmentation ne s'appliquera que dans les limites de la cité de Québec et appartiendra exclusivement à ladite Commission.

Québec, le 12 novembre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire.
46422-46-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Supplementary public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Quebec will add to its draft bill already deposited before the Legislature of Quebec tht following petition: the power to increase from 1 to 2% the rate of the education tax which it already collects with this amendment however that the said increase shall apply only within the limits of the city of Quebec and will belong exclusively to the said Commission.

Quebec, November 12th, 1957.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
46422-46-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation du comté de Laval s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, aux fins suivantes: décréter que toute municipalité dans l'Ile Jésus fera partie de la Corporation de Comté; autoriser la Corporation du Conseil de Comté à décréter la confection de plans de rues s'étendant dans la limites de l'Ile Jésus, lesquels plans, suivant confirmation par la Cour supérieure, seront obligatoires; requérir toute corporation locale de faire approuver préalablement tout plan de rue ayant pour effet de joindre les territoires de différentes municipalités; autoriser la Corporation de Comté à s'adjoindre des experts pour la réalisation des plans dans l'Ile Jésus; rendre applicable à toutes les municipalités de l'Ile Jésus, le chapitre 242, des Statuts refondus, 1941; autoriser le conseil du Comté de Laval à imposer et prélever une taxe spéciale de deux pour cent à être distribuée à chacune des municipalités de l'Ile Jésus, au pro rata de sa population, telle taxe, telle que prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Montréal, le 12 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46423-46-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Corporation of the county of Laval will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an cat, for the following purposes: to decree that all municipalities within Ile Jesus shall form part of the Corporation; to suthorize the Corporation of the Council of County to decree the making of plans of streets within the limits of Ile Jesus; said plans, following confirmation from the Superior Court, shall be obligatory; to require any local corporation, before opening a street joining the territories of different local municipalites, to have said plans approved; to authorize the Corporation to secure experts for the drafting of plans within Ile Jesus; to make Chapter 242 of the Quebec Revised Statutes applicable to all local municipalities within Ile Jesus; to authorize the Council of the County of Laval to impose and levy a special tax of two per cent to be distributed to every municipality within Ile Jesus, at the prorata of its population, said tax, as provided for by chapter 88 of the Quebec Revised Statutes, 1941, and amendments.

Montreal, November 12th, 1957.

LACROIX VIAU & POUPART,
46423-46-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 15-16 George VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, en sus des matières décrites à l'avis du 25 octobre 1957, sur les matières suivantes: déclarer valide et légale la vente faite par la Corporation du comté d'Hochelaga, le 29 juin 1954, des lots numéros 151 et 152 du lot originaire numéro 88 de la paroisse de Montréal; et pour autres fins.

Montréal, le 12 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46424-46-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the act 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, in addition to the purposes described in the Notice of October 25, 1957, for the following purposes: to declare valid and legal the sale done by the Corporation of County of Hochelaga, on June 29, 1954, of lots numbers 151 and 152 of original lot number 88 of the parish of Montreal; and for other purposes.

Montreal, November 12, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46424-46-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation du village de St-Eustache sur le Lac s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de "Ville de St-Eustache sur le Lac" et pour obtenir certains pouvoirs: pour fixer la date et les modalités des élections; amender l'article 64 de la Loi des cités et villes; demander un recomptage judiciaire par l'officier-rapporteur en cas d'égalité de votes; règlementer les égouts et les fossés et la répartition de leur coût; contrôler l'émission des permis de construction, là où il n'y a pas de services publics; règlementer la subdivision des lots; amender les articles 439 et 440 de la Loi des cités et villes pour permettre l'imposition soit en front ou en superficie; règlementer les taxis; règlementer l'entretien des lots vacants; fixer l'évaluation des terres en culture; autoriser les travaux municipaux par requêtes; autoriser les travaux avec paiement des taxes différé; pour permettre la signification des documents de la Cour municipale par lettre enregistrée; et pour autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétionnaire,
46427-46-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of St. Eustache sur le Lac will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, fort he adoption of a law to erect its territory into a town, under the name of "Town of St. Eustache sur le Lac", and to obtain some powers; to determine the date and formalities of elections; to amend section 64 of the Cities and Towns Act; to request a judicial recount by the returning-officer in case of equality of votes; to regulate sewers and ditches and appropriation of the cost; to control the issuance of building permits where there is no adequate public services; to regulate the subdivision of lots; to amend sections 439 and 440 of the Cities and Towns Act to authorize the levying of tax according either to the frontage or area; to regulate the taxis; to regulate the maintenance of vacant lots; to fix the valuation of lands under cultivation; to authorize municipal works by petitions; to authorize works with differed tax; to authorize the service of Municipal Court's documents by registered mail; and for other purposes.

Montreal, November 13, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46427-46-4-o The Attorneys for the petitioner.

Avis est donné que L'Association des Techniciens Dentaires s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, aux fins d'amender le chapitre 268*a* des S. R. de Q. 1941 pour changer la définition du nom "Technicien Dentaire", pour augmenter le nombre des membres du Comité, pour augmenter la contribution des membres, et augmenter de deux ans la durée du terme d'office du Conseil, pour accorder un droit d'appel de toute condamnation et pour rendre insaisissable les biens des Techniciens Dentaires servant à l'exercice de leur profession, et divers autres amendements de concordance.

Le Procureur de la requérante,
46428-46-4-o ALFRED TOURIGNY, C.R.

Notice is hereby given that the "The Association of Dental Technician of the Province of Quebec" will present a bill at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec to amend chapter 268a of the 1941 R.S.Q. in order to change the definition of the name of "Dental Technician", to add one member to the committee, to increase the membership fee, to elect the committee members for 4 years, to give a right of appeal of any condemnation, to render non seizable instruments used in the exercise of the profession, and several others amendments of concordance.

ALFRED TOURIGNY, Q.C.,
46428-46-4-o Attorney for petitioner.

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la ville de Mortmorency, dans le comté de Québec, s'adresseront à la présente Session de la Législature de Québec pour obtenir le pouvoir de payer au président et aux commissaires d'écoles une rémunération; pour obtenir le pouvoir d'obliger les maîtres d'écoles à enseigner dans une classe indifféremment à un autre; pour obtenir certains pouvoirs d'emprunt et pour d'autres fins.

Ville Montmorency, ce 14 novembre 1957.

Le Président des Commissaires d'Écoles
pour la municipalité de la ville de
Montmorency,
46449-47-4-o RENÉ BOILY.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the town of Montmorency, in the county of Quebec, will apply to the present Session of the Legislature of Quebec to obtain the power to pay to the President and to the Commissioners a salary; to obtain the oower to bind the teachers of the schools to teach in any class and in any district without discrimination; to obtain certain borrowing powers and for other matters.

Town of Montmorency, November 14, 1957.

RENÉ BOILY,
President of the School Commissioners for
the Municipality of the town of
46449-47-4-o Montmorency.

Avis est par les présentes donné que le Collège Sophie-Barat s'adressera à la présente Sessoin de la Législature de Québec pour obtenir son incorporation sous le nom de Collège Sophie-Barat et pour obtenir les pouvoirs appropriés pour détenir, diriger, administrer ledit collège.

Il demandera aussi certains pouvoirs d'acquisition et d'aliénation.

Montréal, le 11 novembre 1957.

Pour le Collège Sophie-Barat,
La Révérende Mère BERTHA PADBERG,
Mère Provinciale des Religieusesdu Sacré-
46450-47-4-o Coeur de Jésus en Canada.

Notice is hereby given that College Sophie-Barat will make application to the Legislature of Quebec, at its present session, to incorporate it under the name of College Sophie-Barat and to obtain the necessary powers to possess, manage and administer the said College.

It will also request certain powers of acquisition and alienation.

Montreal, November 11th, 1957.

College Sophie-Barat.
Per: Reverend Mother BERTHA PADBERG,
Provincial Mother of the Religious af the
46450-47-4-o of the Sacred Heart in Canada,

Avis public est par les présentes donné que Manuel Abramovich, Murray Abramovich, et David Seymour Abramovich, de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour obtenir une loi aux fins d'ajouter à leur nom, celui de Abrams.

Montréal, ce 12 novembre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,

46451-47-4-o LANGLOIS & RITCHIE.

Public notice is hereby given that Messrs. Manuel Abramovich, Murray Abramovich, and David Seymour Abramovich, of Montreal, will present a Petition of the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to enact a private bill in order to add to their name, the name of Abrams.

Montreal, the 12th day of November 1957.

LANGLOIS & RITCHIE,

46451-47-4-6 Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: fixer l'indemnité du maire et des échevins; établir un bureau de revision, afin d'entendre les plaintes quant au rôle d'évaluation; fixer le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes; accorder une pension à monsieur Alphonse Émond; amender le règlement de zonage, par règlement, sans referendum, afin de permettre l'exploitation de commerces de première et de deuxième classes sur partie du lot numéro 262 et partie du lot numéro 254, situées dans la zone 7; déclarer valide l'acte de vente de partie du lot numéro 199 du lot originaire numéro 915; annexer les lots numéros 895 et 896 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine et les lots numéros 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, et 559 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, étant la partie sud-est du territoire de la municipalité de la Côte de Liesse, bornées à l'ouest par la 55ème Avenue, au nord par le boulevard de la Côte de Liesse et à l'est par la cité de Saint-Laurent et la ville de Côte St-Luc; fixer les conditions de ces annexions; et pour autres fins.

Montréal, le 15 novembre 1957.

Les Procureurs de la cité de Lachine,

46463-47-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to fix the indemnity for the mayor and aldermen; to establish a board of revision for the hearing of complaints against the valuation roll; to fix the rate of interest on arrears of taxes; to grant a pension to Mr. Alphonse Émond; to amend zoning by-law, by by-law, without referendum, in order to allow trades of first and second classes on part of lot number 262 and part of lot number 254, situated within zone 7; to delcare valid the deed of sale of part of lot number 199 of original lot number 915; to annex lots numbers 895 and 896 of official plan and book of reference of the parish of Lachine and lots numbers 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558 and 559 of official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, being south-east part of the territory of the municipality of Côte-de-Liesse, bounded on west wide by the 55th Avenue; on north side by Côte-de-Liesse Boulevard and on east side by the city of St. Laurent and the town of Côte St. Luc; to fix the conditions of such annexations; and for other purposes.

Montreal, November 15, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,

46463-47-4-o Attorneys for the city of Lachine.

COMMISSION SCOLAIRE DE LOW SUD
(Catholique)

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'école pour la commission scolaire catholique de Low sud, dans le comté de Gatineau, s'adresseront à la Législature de la province de Québec durant la présente Session, pour obtenir une loi spéciale aux fins suivantes;

1° Pour agrandir le territoire commun aux commissaires scolaires catholiques et protestants à la grandeur actuelle de tout le territoire de la commission scolaire catholique de Low Sud.

Donné à Low, ce 6 novembre 1957.

EMMETT MAHONEY,
BASIL-G. McGOEY,

Le Procureur de la Commission Scolaire de Low Sud (Catholique),

46464-47-4-o (Contresig.) LIONEL MOUGEOT.

SCHOOL CORPORATION OF LOW SOUTH
(Catholic)

Notice is hereby given that the school commissioners for the Catholic School Corporation of Low South, in the County of Gatineau, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at his present Session to obtain a special law for the following purposes:

1. To inlarge the territory common to both Catholic and Protestant School Corporation to the actual limits of the whole territory covered by the School Corporation of Law South (Catholic).

Given in Low, this 6th of November 1957.

EMMETT MAHONEY,
BASIL-G. McGOEY.

(Countersigned) LIONEL MOUGEOT,

Attorney for the School Corporation of Low South (Catholic).

46464-47-4-o

Avis public est par les présentes donné que Gabriel Renaud, agronome et industriel, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de valider un contrat de vente en date du 12 novembre 1957, entre Dame Gisèle Julien *et al* et ledit Gabriel Renaud.

Montréal, ce 15 novembre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,

46466-47-4-o LAMARRE & LAMARRE.

Public notice is hereby given that Gabriel Renaud, agriculturist and manufacturer, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to validate a deed of sale, dated November 12, 1957, between Dame Gisèle Julien *et al* and the said Gabriel Renaud.

Montreal, November 15, 1957.

LAMARRE & LAMARRE,

46466-47-4-o Attorneys for petitioner.

Prenez avis que l'"Alliance des Coopératives de Consommation" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant à changer son nom, faire des emprunts, émettre des obligations, hypothéquer ses immeubles et pour toutes autres fins.

Québec, 18 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
FERLAND, PERRON & PERRON.

46465-47-4-o

Public notice is hereby given that l'"Alliance des Coopératives de Consommation" will apply to the Legislatire of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, giving it the power to change its name, to borrow money on the credit of the cooperative, to issue obligations, to mortgage its immovables and for all other purposes.

Quebec, November 18th, 1957.

FERLAND, PERRON & PERRON,
Attorneys for the petitioner.

46465-47-4-o

Avis public est par les présentes donné que Eddy Archambault, gérant de Montréal, et Maurice Charron, gérant de St-Hyacinthe, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'incorporer une compagnie d'assurance connue sous le nom de "La Persévérance Compagnie d'Assurance", de définir ses pouvoirs, de déterminer la distribution du capital actions parmi les ayants droit, soit les contributeurs au fonds de réserve de La Zénith Companie d'assurance Mutuelle, et d'ordonner le paiement d'une somme de $73,000.00 par la Zénith Compagnie d'assurance mutuelle.

Montréal, ce 15 novembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46467-47-4-o GASTON POULIOT.

Public notice is hereby given that Messrs. Eddy Archambault, manager of Montreal, and Maurice Charron, manager of St-Hyacinthe, Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act to incorporate "La Persévérance Compagnie d'Assurance", to determine its powers, to determine the manner in which its shares shall be distributed to the persons who are entitled to them, viz the contributors to the reserve fund of Zenith Mutual Insurance Company, and to order the payment of a sum of $73,000.00 by Zenith Mutual Insurance Company.

Montreal, November 15th, 1957.

GASTON POULIOT,
46467-47-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

1° Pour louer des locaux dans tous les édifices municipaux et les parcs;

2° Pour limiter le nombre maximum de postes de vente de gazoline dans les limites de la cité et fixer leur augmentation à certaines conditions par un mille additionnel de population et autres considérations;

3° Pour interdire ou suspendre tout permis pour une bâtisse lors de la présentation d'un avis de motion pour amender le règlement de construction ou de zonage;

4° Pour permettre au chef de police de faire procéder à la vente des objets ou articles non réclamés en sa possession depuis un an ou plus;

5° Approuver les règlements numéros 493, 505, 510, 511, 514 amendant le règlement numéro 468 dans les zones B-5; B-6; B-7; F-3; B-8 et B-9 de la cité;

6° Pour interdire la circulation à l'occasion de réparations dans les rues, et enlever ou remorquer tous véhicules stationnés illégalement;

7° Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 19 novembre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46507-47-4-o Me MAURICE PERRON, C.R.

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield a municipal body politic, incorporated according to law, having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, or at the next session, to obtain the passing of an Act on the following matters:

1. To rent premises in all municipal buildings and parks;

2. To limit the maximum number of stations selling gasoline within the limits of the city and to fix the increase of same upon certain conditions by an additional mile of population and on other considerations;

3. To interdict or suspend any permit for a building upon presentation of a notice for a motion to amend the construction by-law or of zoning;

4. To allow the Chief of Police to proceed with the sale of unreclaimed objects or articles in his possession for a year or more;

5. To approve by-laws 493, 505, 510, 511, 514 amending the by-law number 468 in the zones B-5; B-6; B-7; F-3; B-8 and B-9 of the city;

6. To interdict traffic when repairs are being made in the streets, and to remove or haul away any vehicle illegally parked.

7. And for all other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, November 19, 1957.

Me MAURICE PERRON, Q.C.,
46507-47-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné, que les commissaires d'écoles pour la cité de Roberval dans le comté de Roberval s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill d'autoriser lesdits commissaires à imposer dans les limites de leur municipalité une taxe de vente de un pourcent (1%) dite taxe d'éducation.

Roberval, 29 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
46297-45-4-o BERGERON & BERGERON.

Public notice is hereby given the that school commissioners for the city of Roberval, in the county of Roberval, will apply to the Quebec Legislature at its next session to request the adoption of a bill to authorise the said commissioners to impose a sales tax of one percent (1%) called educationnal tax.

Roberval, October 29th, 1957.

BERGERON & BERGERON,
46297-45-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Saint-Martin s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, sur les matières suivantes: ériger la ville en cité; fixer l'indemnité du maire et des échevins; fixer la date des élections au premier lundi juridique de novembre; déclarer la cité propriétaire des rues, places publiques et trottoirs, dont le fond n'a pas été taxé depuis un certain temps; règlementer le nombre des taxis et les endroits de stationnements; décréter une taxe d'affaires basée sur la valeur d'occupation; autoriser la signification de tout document de la Cour municipale par lettre recommandée; imposer et prélever une taxe de vente; annexer au territoire de la cité les lots numéros 200, 206, 207A, 209, 210, 243, 248, 249, 252, 253, 254, 306A, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, et une partie des lots numéros 208, 211, 241, 244, 245, 246, 247, 256, 329 et 676 (C. P. R.) faisant actuellement partie de la paroisse de Saint-Martin; fixer les conditions de cette annexion; et pour autres fins.

Montréal, le 20 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
LACROIX, VIAU & POUPART.

46511-47-4-o

Public notice is hereby given that the town of St. Martin will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114, for the following purposes: to constitute the town into a city; to fix an indemnity for the mayor and aldermen; to fix the date of elections on the first juridical Monday of November; to declare the city owner of streets, public places and side-walks, of which the land has not been taxed for a certain time; to regulate the number of taxis and the places of parking; to decree a business tax on the value of occupancy; to authorize the service of any document of Municipal Court by registered mail; to impose and levy a sale tax; to annex to the territory of the city the lots numbers 200, 206, 207A, 209, 210, 243, 248, 249, 252, 253, 254, 306A, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, and a part of lots numbers 208, 211, 241, 244, 245, 246, 247, 256, 329 and 676 (C. P. R.) doing part presently of the parish of St. Martin; to fix the conditions of said annexation; and for other purposes.

Montreal, November 20, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the Petitioner.

46511-47-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Pointe Claire", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 71, et les lois qui l'amendent, sur les matières suivantes: ériger la ville en cité; création d'une commission d'urbanisme par règlement; amender l'article 6 de la loi 8 George V, chapitre 92, pour répartir le coût des conduites d'aqueduc soit sur l'étendue en front ou sur la superficie; déclarer la cité propriétaire des rues et trottoirs, dont le fond n'a pas été taxé depuis un certain temps; établir un bureau de revision pour l'audition des plaintes sur le rôle d'évaluation; confection d'un rôle de perception supplémentaire, quand nécessaire; et pour autres fins.

Montréal, le 20 novembre 1957.

Les Procureurs de la ville
de Pointe-Claire,
LACROIX, VIAU & POUPART.

46510-47-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of Pointe Claire", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the Act 1 George V, (second session), chapter 71, for the following purposes: to constitute the town into a city; to create a town planning commission by by-law; to amend section 6 of the act 8 George V, chapter 92, to divide the cost of water pipes either on the frontage or on the area; to declare the city owner of streets and sidewalks of which the land has not been taxed for a certain time; to establish a board of revision for the hearing of complaints against the valuation roll; to prepare a supplementary collection roll when it is necessary; and for other purposes.

Montreal, November 20, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the town
of Pointe Claire.

46510-47-4-o

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 430906. Dame Joan Gloutney, épouse commune en biens de Pierre Thériault, artiste des cité et district de Montréal, demanderesse vs Pierre Thériault, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ème jour d'octobre 1957.

Montréal, 5 novembre 1957.

Les Avocats de la demandresse,
PINARD, PIGEON, PARÉ & D'AMOUR.
200 rue St. Jacques, Ouest,
Montréal. 46448-o

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 430906. Dame Joan Gloutney, wife common as to property of Pierre Thériault, artiste, of the city and district of Montreal, plaintiff vs Pierre Thériault, of same locality, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case on the 29th, day of October 1957.

Montreal, November 5, 1957.

PINARD, PIGEON, PARÉ & D'AMOUR,
Attorneys for the Plaintiff.
200 St. James Street, West,
Montreal. 46448

"Prenez avis que Madame Léonne Boucher épouse commune en biens de Ferdinand Boucher, réclamera en justice une séparation de biens."

Le Procureur de la demanderesse,
46447-o (Signé) PIERRE BERNIER.

"Take notice that Mrs. Léonne Boucher, wife, in common as to property of Mr. Ferdinand Boucher of Montreal, district of Montreal, will try to obtain a separation of property."

(Signed) PIERRE BERNIER,
46447-o Attorney for the Plaintiff.

Canada, Province de Quebec, district de Pontiac, Cour Supérieure, N° 5917. Dame Martina Kensley, épouse commune en biens de Xavier Beauchamp, journalier, autrefois du canton de Litchfield, district de Pontiac, et présentement de la cité d'Ottawa, province d'Ontario Canada, practical nurse et employée domestique, demanderesse vs ledit Xavier Beauchamp, journalier, autrefois du canton de Litchfield district de Pontiac, et subséquemment de l'endroit appelé Pembroke, R.R, N° 4, dans le comté de Renfrew province d'Ontario, Canada, et présentement du Village de Campbell's Bay district de Pontiac, défendeur.

Une action ou poursuite en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13ième jour de novembre 1957.

Campbell's Bay, Novembre 13ième 1957.

Le Procureur de la demandresse,
46499-o J. OSCAR LAFLAMME, C.R.

Canada, Province of Quebec, district of Pontiac, Superior Court, No. 5917. Dame Martina Kensley, wife common as to property of Xavier Beauchamp, laborer, formerly of the township of Litchfield, district of Pontiac, and presently of the city of Ottawa, province of Ontario, Canada, practical nurse and domestic employee, plaintiff, vs the said Xavier Beauchamp, laborer, formerly of the township of Litchfield district of Pontiac, and subsequently of the place called Pembroke, R.R. No. 4, in the county of Renfrew province of Ontario, Canada, and presently of the Village of Campbell's Bay, district of Pontiac, defendant.

An action or suit for a separation as to property has been instituted, in this case, on the 13th day of November 1957.

Campbell's Bay, November 13th 1957.

J. OSCAR LAFLAMME, Q.C.,
46499-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le vingt-cinq septembre 1957, émis un certificat constituant en corporation la "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Stanislas", dont le siège social est situé en la paroisse de Saint-Stanislas, dans le district judiciaire des Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46453-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4953-49)

CANADA FLOORING COMPANY LIMITED

Règlement "M"

étant un règlement augmentant le nombre des administrateurs de la compagnie de neuf (9) à dix (10).

"Le nombre des administrateurs est par les présentes augmenté de neuf (9) à dix (10), de sorte que le conseil d'administration de la Compagnie sera dorénavant composé de dix (10) administrateurs.

Cinq (5) administrateurs en fonction à l'occasion constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

Tous règlements, résolutions et délibérations antérieurs de la Compagnie incompatibles avec ce qui précède sont par les présentes amendés, modifiés et revisés afin de donner effet à ce présent règlement."

Le 9 octobre 1957.

Pour copie conforme.

Le Secrétaire,
46454-o GÉRARD GINGRAS.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on September twenty-fifth, 1957, issue a certificate incorporating the "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Stanislas", whose head office is situated in the parish of Saint-Stanislas, in the judicial district of Trois-Rivières, and such pursuant to the provisions of sections 15 and following of the Act concerning the "Société Saint-Jean-Baptiste" of the Region of Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial secretary on October 1st, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46453 Under Secretary of the Province.

(A.G. 4953-49)

CANADA FLOORING COMPANY LIMITED

By-law "M"

a by-law increasing the number of directors of the company from nine (9) to ten (10).

"The number of directors is hereby increased from nine (9) to ten (10), in order that the Board of directors of the company shall, hereafter, be composed of ten (10) directors.

Five (5) directors in office, when necessary, shall constitute a quorum at any meeting of the Board of directors.

All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company in conflict herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

This October 9, 1957.

True copy.

GÉRARD GINGRAS,
46454 Secretary.

(P.G. 7607-45)

EAGLE TOYS LIMITED

Règlement N° 28

"1° Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre (4) à cinq (5);

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés de manière à se conformer au précédent."

Montréal, 21 octobre 1957.

Vraie copie certifiée.

(Sceau) Le Secrétaire,
46455 LIONEL STEIN.

(A.G. 7607-45)

EAGLE TOYS LIMITED

By-law No. 28

"1. That the number of the Board of directors of the company be and it is hereby increased from four (4) to five (5) members;

2. That the By-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Montreal, October 21st, 1957.

Certified a true copy.

(Seal) LIONEL STEIN,
46455-o Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de "La Coopérative de Téléphone de Spring Hill", tenue à Nantes, le 30 octobre 1957, il a été résolu que le nom de ladite société soit changé en celui de "La Coopérative de Téléphone de Nantes, comté de Frontenac".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le neuf novembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46456-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Quebec Cooperative Syndicates' Act)

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Coopérative de Téléphone de Spring Hill", held at Nantes, on October 30, 1957, it has been resolved that the name of the said association be changed into that of "La Coopérative de Téléphone de Nantes, county of Frontenac".

Given at the office of the Provincial Secretary, on November ninth, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46456 Under Secretary of the Province.

(P.G. 12033-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le huit novembre 1957, approuvé les amendements apportés aux règlements de "L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc.—The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée annuelle tenue les 21 et 22 novembre 1956, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le neuf novembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46457-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 12033-54)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on the eighth day of November 1957, the amendments to the by-laws of "L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc.— The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc.", as adopted at an annual meeting held the 21st and 22nd of November 1956, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the ninth day of November 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46457 Under Secretary of the Province.

(P.G. 5061-42)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le douze novembre 1957, approuvé l'amendement apporté à l'article 13 des règlements de la "Corporation des Éditions Fides", tel qu'adopté à l'assemblée spéciale tenue le 15 mai 1957, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quinze novembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46469-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 5061-42)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on November twelfth, 1957, approved the amendment made to section 13 of the by-laws of the "Corporations des Édition Fides", as adopted at the special meeting held on May 15, 1957, and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Povincial Secretary, the fifteenth day of November 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46469 Under Secretary of the Province.

(P.G. 11573-55)

ENTREPRISES DU SAGUENAY INC.

Règlement quatorzième

"Le conseil d'administration de la compagnie, autrefois composé de cinq (5) administrateurs, sera à l'avenir composé de neuf (9) administrateurs.

L'article 1 du règlement troisième est amendé en remplaçant le mot et le chiffre cinq (5) par le mot et le chiffre neuf (9)."

(A.G. 11573-55)

ENTREPRISES DU SAGUENAY INC.

By-law fourteen

"The Board of Directors of the company, formerly composed of five (5) directors shall hereafter be composed of nine (9) directors.

Article 1 of By-law three is amended by replacing the word and figure five (5) by the word and figure nine (9),"

Copie conforme du règlement quatorzième de la compagnie "Entreprises du Saguenay Inc." promulgué et édicté par les administrateurs à leur assemblée tenue le 10 juin 1957, et ratifié et confirmé à l'unanimité par les actionnaires à leur assemblée tenue le 10 juin 1957.

Le Secrétaire,
46470-o GUSTAVE MONETTE fils.

Certified copy of By-law fourteen of the Company "Entreprises du Saguenay Inc.", promulgated and sanctioned by the Directors at their meeting held on June 10, 1957, and unanimously ratified and confirmed by the shareholders at their meeting held on June 10, 1957.

GUSTAVE MONETTE, Jr.,
46470 Secretary.

(P.G. 10969-57)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le douze novembre 1957, approuvé les règlements généraux de l'"Hôpital La Visitation", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quinze novembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46471-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 10969-57)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on November twelfth 1957, the General By-laws of "Hôpital La Visitation", pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fifteenth day of November 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46471 Under Secretary of the Province.

(P.G. 3174-46)

LES DÉVELOPPEMENTS DU NORD-EST LTÉE
NORTHEASTERN DEVELOPMENT, LTD.

Règlement N° 46

"Que le règlement N° 11 de la compagnie soit et il est amendé en changeant le mot trois par le mot quatre et le mot deux par le mot trois, pour ledit règlement se lire comme suit:

"11° Un bureau de quatre directeurs dont trois formeront quorum gèrera les affaires de la compagnie."

Certifié vraie copie du règlement N° 46 de la compagnie, amendant le nombre des directeurs de trois à quatre, adopté unanimement par les directeurs à leur assemblée du 1er octobre 1957, et ratifié par le vote unanime des actionnaires à leur assemblée du même jour auxquelles assemblées respectivement tous les directeurs et tous les actionnaires étaient présents.

Québec, le 1er octobre 1957.

(Sceau) Le Secrétaire,
46472-o K. G. FRANCIS.

(A.G. 3174-46)

LES DÉVELOPPEMENTS DU NORD-EST LTÉE
NORTHEASTERN DEVELOPMENT, LTD.

By-law No. 46

"That by-law No. 11 of the company be and it is amended by changing the word three by the word four and the word two by the word three, in order that the said by-law be read as follows:

"11. An office of four directors of whom three shall form quorum, shall manage the affairs of the company."

Certified true copy of by-law No. 46 of the company, amending the number of the Directors from three to four, adopted unanimously by the Directors at their meeting of October 1st, 1957, and ratified by the unanimous vote of the shareholders at their meeting of the same day at which meetings respectively all the Directors and all the shareholders were present.

Quebec, October 1st, 1957.

(Seal) K. G. FRANCIS,
46472 Secretary.

(P.G. 10955-55)

LES IMMEUBLES TRANS-CANADA CIE LTÉE
(TRANS-CANADA REALTIES CO. LTD)

Règlement numéro 21

Le règlement numéro 21 est adopté comme règlement de Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée, comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à sept (7), de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit formé de sept (7) membres.

2° Quatre (4) directeurs constitueront le quorum pour toutes assemblées du bureau de direction.

3° Que tous règlements ou résolutions incompatibles avec le présent règlement soient annulés ou modifiés pour se conformer avec le présent règlement numéro 21.

Copie certifiée du règlement N° 21 dûment adopté à une assemblée des directeurs de Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée, tenue le 31 octobre 1957, et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 31 octobre 1957, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions émises et représentées à cette assemblée.

(Sceau) Le Secrétaire,
46498-o FERNAND PÉRIGNY.

(A.G. 10955-55)

LES IMMEUBLES TRANS-CANADA CIE LTÉE
(TRANS-CANADA REALTIES CO. LTD)

By-law number 21

By-law number 21 is adopted as by-law of Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée, as follows:

1. The number of the Directors of the company is increased from three (3) to seven (7), so that the Board of Directors of the company be formed of seven (7) members.

2. Four (4) Directors will constitute the quorum for all the meetings of the Board of Directors.

3. That all by-laws or resolutions incompatible with the present by-law be cancelled or amended so as to conform with the present by-law number 21.

Certified copy of by-law, No. 21 duly adopted at a meeting of the Directors of Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée, held on October 31, 1957, and approved at a special general meeting of the shareholders of the company held on October 31, 1957, by the shareholders holding amongst themselves 100% of the shares issued and represented at this meeting.

(Seal) FERNAND PÉRIGNY,
46498 Secretary.

(P.G. 11451-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 8 novembre 1957, approuvé le règlement N° 1 de "Blue Sea Lake Protective Association", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 19 juin 1957 et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12e jour de novembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

46500 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Épargne de Montréal Limitée", en date du 16 juillet 1957, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf novembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

46497-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11182-55)

DANFORD LAKE DISTRICT PROPERTY OWNERS ASSOCIATION

Extrait du règlement N° 1 de la corporation ci-dessus nommée, tel qu'adopté le 12 mai 1955, concernant une augmentation des membres du bureau de direction de dix à douze.

"9. Officiers et Directeurs — Les affaires de l'association seront administrées par un bureau de direction de douze membres formé d'un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un trésorier, cinq directeurs et des deux présidents immédiats sortant de charge de l'association".

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

46501 H. H. J. NESBITT.

(A.G. 11451-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-law No. 1 of "Blue Sea Lake Protective Association", as adopted at the meeting held on June 19th, 1957, has been approved on November 8th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of November, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

46500-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has dylu received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Épargne de Montréal Limitée", under date July 16, 1957, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

46497 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11182-55)

DANFORD LAKE DISTRICT PROPERTY OWNERS ASSOCIATION

Extract of By-law No. 1 of the above named corporation, as adopted on May 12th, 1955, concerning an increase in the directorate thereof from ten to twelve:

"9. Officers and directors — The affairs of the Association shall be managed by a Board of Twelve Directors composed of a President, two vice-Presidents, a Secretary, a Treasurer, five Directors and the two immediate past Presidents of the Association."

Certified true copy

H. H. J. NESBITT,

46501-o Secretary.

Chartes — Abandon de

CORPORATE SERVICES INC.

Avis est, par les présentes, donné que "Corporate Services Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour de novembre 1957.

Le Secrétaire,

46458 A. ODSTRCIL.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "E. W. Herring Limited" s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce jour de novembre 1957.

Le Secrétaire,

46459 ROBERT C. BURCH.

Charters — Surrender of

CORPORATE SERVICES INC.

Notice is hereby given that "Corporate Services Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 1st day of November, 1957.

A. ODSTRCIL,

46458-o Secretary.

Notice is hereby given that "E. W. Herring Limited" will make an application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this day of November 1957.

ROBERT C. BURCH,

46459-o Secretary.

AVIS

LA COMPAGNIE JUDE TÉTREAULT LTÉE

Avis est par la présente donné que "La Compagnie Jude Tétreault Limitée", une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies du Québec et ayant son siège social en la cité de Drummondville, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour obtenir le droit d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la loi des compagnies du Québec.

Daté à Drummondville, ce 13 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
46460-o JEAN LACROIX.

PRESSAGE ÉCLAIR INC.

Avis est par la présente donné que "Pressage Éclair Inc." ayant son siège social à Jonquière, demandera au Procureur-Général de la province de Québec, la permission de dissoudre sa charte.

Jonquière, le 14 novembre 1957.

Le Procureur de la Compagnie,
46468-o Me RENÉ BOUDREAULT, avocat.

QUERBES REALTIES INC.

En vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, "Querbes Realties Inc.", donne par les présentes avis public qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, ce 12e jour de novembre 1957.

QUERBES REALTIES INC.,
Par le Secrétaire,
46481 H. L. NUTIK.

Canada — Province de Québec
District de Québec

AVIS

Prenez avis que la "Compagnie d'Immeubles du Lac St-Joseph Ltée.", demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 16 novembre 1957.

Les Procureurs de la Compagnie,
46483-o MAHER & PRÉMONT.

NOTICE

LA COMPAGNIE JUDE TÉTREAULT LTÉE

Notice is hereby given that "La Compagnie Jude Tétreault Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Drummondville, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Drummondville, this November 13, 1957.

JEAN LACROIX,
46460 Secretary-Treasurer.

PRESSAGE ÉCLAIR INC.

Notice is hereby given that "Pressage Éclair Inc" having its head office at Jonquière, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for permission to surrender its charter.

Jonquière, November 14, 1957.

Me RENÉ BOUDREAULT, Advocate,
46468 Attorney for the company.

QUERBES REALTIES INC.

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, "Querbes Realties Inc.", hereby gives public notice that it will make application to the Honourable Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter, as and from a date to be fixed by the Honourable Attorney-General.

Montreal, this 12th day of November, 1957.

QUERBES REALTIES INC.,
Per H. L. NUTIK,
46481-o Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

NOTICE

"Lake St-Joseph Realty Company Ltd.", gives notice that an application for leave to surrender its charter shall be submitted to the Honourable Attorney General for the Province of Quebec.

Quebec, November 16th, 1957.

MAHER & PRÉMONT,
46483-o Attorneys for the Company.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11660-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bellefleur Prints Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 septembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 11660-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bellefleur Prints Ltd.", incorporated by letters patent dated September 7, 1948.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13549-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Commodore Hotel & Yacht Club Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 juin 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 13549-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Commodore Hotel & Yacht Club Inc.", incorporated by letters patent dated June 23, 1948.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12048-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Corporate Investments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 avril 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 12048-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 176, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Corporate Investments Limited", incorporated by letters patent dated April 7, 1934.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12036-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jimmy Williams Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 juin 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 12036-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jimmy Williams Limited", incorporated by letters patent dated June 12, 1953.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12091-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dominion Produce Company Limited — La Compagnie des Produits Dominion Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 août 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(A.G. 12091-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dominion Produce Company Limited — La Compagnie des Produits Dominion Limitée", incorporated by letters patent dated August, 31 1928.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1957, the said company has dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12295-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec,

(A.G. 12295-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276,

Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Théâtre Français Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 juin 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 12461-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Metal Baling Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 septembre 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(P.G. 11305-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. George Construction Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 février 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46445-o P. FRENETTE.

(Sec. P. 656-57)

Avis est donné que "Western Totalizator Company Limited", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation dans la province de la Colombie Britannique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province sera à 1,010 ouest, rue Ste-Catherine, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. Charles Wolfson, C.R., de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 21e jour de novembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46445 JEAN BRUCHÉSI.

R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company" Le Théâtre Français Limitée", incorporated by letters patent dated June 8, 1931.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1957, the said company has dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12461-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Metal Baling Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated September 10, 1953.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1957, the said company has dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11305-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. George Construction Company Limited", incorporated by letters patent dated February 2, 1923.

Notice is also given that from and after November fifteenth, 1957, the said company has dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46445 Acting Deputy Attorney General.

(P. Sec. 656-57)

Notice is hereby given that "Western Totalizator Company Limited", an extra-provincial company incorporated in the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be at 1,010 St. Catherine Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chef agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Charles Wolfson, Q.C., of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of November, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46445-o Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-57A
(Région de Sherbrooke)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mardi, 12 novembre 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 4-57 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 août 1957 est amendée en remplaçant l'article 2 par le suivant:

"2° La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke; les villes de Bromptonville, Lennoxville et Windsor; les villages de Deauville, North Hatley et Waterville; la paroisse de St-François-de-Brompton; ainsi que les municipalités de Rock Forest et Ayer's Cliff."

3° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 48-56A publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 novembre 1956 et entrera en vigueur le premier décembre 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

46474-o

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 4-57A
(Region of Sherbrooke)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, November 12th, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 4-57 published in the *Quebec Official Gazette* of August 24th, 1957, is amended by replacing Article 2 by the following:

"2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke; the towns of Bromptonville, Lennoxville and Windsor; the villages of Deauville, North Hatley and Waterville; the parish of St. François de Brompton; and also the municipalities of Rock Forest and Ayer's Cliff."

3. The present Order cancels Order No. 48-56A published in the *Quebec Official Gazette* of November 24th, 1956, and shall come into force on December first, 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

46474-o

Département de l'Instruction Publique

N° 347-52.

Québec, le 15 novembre 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1956, d'annexer, pour les contribuables protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Hinchinbrook, dans le comté de Huntingdon, à la municipalité scolaire protestante de Huntingdon, même comté. Cedit territoire comprend, dans le rang I, lots 22-A à l'ouest jusqu'à 26-B inclusivement à l'est; Rang II, lots 21-A à l'ouest jusqu'à 26-A inclusivement à l'est; rang III, lots 16 à l'ouest jusqu'à 25-B inclusivement à l'est; rang V lots 25-C à l'est jusqu'à 28-A inclusivement à l'ouest; Rang VI, lots 21-A à l'est jusqu'au lot 26-B inclusivement à l'ouest; les lots 1-D à 92 inclusivement comprenant entièrement le village d'Athelstan.

Ce changement a pris effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O. J. DÉSAULNIERS.

46475-o

Department of Education

No. 347-52.

Quebec, November 15, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 21, 1956, to annex, for Protestant ratepayers only, the present territory of the School Municipality of Hinchinbrook, in the county of Huntingdon, to the Protestant School Municipality of Huntingdon, same county. The said territory comprises, in Range I, lots 22-A westerly as far as 26-B inclusive easterly; Range II, lots 21-A westerly as far as 26-A inclusive easterly; Range III, lots 16 westerly as far as 25-B inclusive easterly; Range V lots 25-C easterly as far as 28-A inclusive westerly; Range VI, lots 21-A easterly as far as lot 26-B inclusive westerly; lots 1-D to 92 inclusive including the entire Village of Athelstan.

This change came into effect on July 1st, 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

46475

N° 822-56.

Québec, le 15 novembre 1957.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 21 mars 1957, d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, le territoire ci-dessous décrit sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Châteauguay, dans le comté de Châteauguay".

Le territoire de cette municipalité projetée est compris dans les limites suivantes, savoir: Commençant à un point situé sur la rive sud du Lac St-Louis, dans la ligne entre les concessions du Lac de Ville de Léry et nord-ouest de la rivière en continuant le long de cette dite ligne dans une direction sud-ouest jusqu'à la ligne entre les municipalités de St-Paul-de-Châteauguay et St-Joachim-de-Châteauguay; de là dans une direction sud-est le long de cette ligne jusqu'à un point situé au milieu de la rivière Châteauguay; de là suivant cette ligne dans une direction nord-est le long du centre de cette rivière jusqu'à la ligne entre la concession de la rivière et la concession sud-est de la rivière; de là dans une direction est le long de cette ligne au nord des lots 124, 200 et 201, 202 jusqu'à la ligne entre les comtés de Laprairie et de Châteauguay; de là dans une direction nord en suivant cette ligne droite jusqu'à son extrémité nord; puis dans une direction nord-ouest en suivant cette même ligne jusqu'au Lac St-Louis, traversant l'embouchure de la rivière Châteauguay; de là vers le sud-ouest le long de la rive nord-est de l'Ile St-Bernard traversant l'autre embouchure de la rivière Châteauguay et de là suivant la rive sud du Lac St-Louis jusqu'au point de départ.

Ce chargement a pris effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

46475-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1187-56.

Québec, le 13 novembre 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 novembre 1957, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du Canton Marchand, dans le comté de Labelle, à la municipalité scolaire du village de l'Annonciation, dans le même comté.

Ce chargement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

46475-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1228-56.

Québec, 14 novembre 1957.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 6 novembre 1957, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Flavie-de-Lepage, dans le comté de Matane, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de Mont-Joli, dans le même comté.

1° En référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection du côté nord-ouest de l'emprise de chemin de fer Canadien National avec la ligne séparative des lots 194 et 195; de là successivement les lignes et démarcations suivantes; ladite ligne séparative des lots 194 et 195 en allant vers le nord-ouest sur une longueur de 600 pieds; une ligne traversant le lot 195 et se

No. 822-56.

Quebec, November 15, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 21st, 1957, to erect into a separate school municipality, for Protestants only, the territory hereinder described, under the name of "The Protestant School Municipality of Châteauguay, in the county of Châteauguay".

The territory of this proposed municipality is included in the following boundaries, to wit: Commencing at a point situated on the south bank of Lake St. Louis, on the line between the concessions of Lac de Ville de Léry northwest of the river continuing along said line in a southwesterly direction as far as the line between the Municipalities of St. Paul-de-Châteauguay and St. Joachim-de-Châteauguay; thence in a southeasterly direction along said line as far as a point situated in the centre of the Châteauguay River; thence following this line in a northeasterly direction along the centre of this river as far as the line between the concession of the river and the southeasterly concession of the river; thence in an easterly direction along said line north of lots 124, 200 and 201, 202 as far as the line between the counties of Laprairie and Châteauguay, thence in a northerly direction along this straight line as far as its northerly extremity; thence in a northwesterly direction along this same line as far as Lake St. Louis, crossing the mouth of the Châteauguay River; thence southwesterly along the northeast bank of Ile St. Bernard, crossing the other mouth of the Châteauguay River and thence along the southerly bank of Lake St. Louis as far as the point of commencement.

This change came into effect on July 1st, 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,

46475 Superintendent of Education.

No. 1187-56.

Quebec, November 13, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 6, 1957, to annex the present territory of the School Municipality of the Township of Marchand, in the county of Labelle, to the School Municipality of the Village of L'Annonciation, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

46475 Superintendent of Education.

No. 1228-56.

Quebec, November 14, 1957.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated November 6, 1957, has been pleased to detach from the School Municipality of Ste. Flavie-de-Lepage, in the county of Matane, the territory hereinder described in order that it be annexed to the School Municipality of the Village of Mont-Joli, in the same county.

1. With reference to the official cadastre of the parish of Ste. Flavie, the lots or parts thereof and subdivisions thereof both present and future included within the following boundaries, to wit: commencing at the intersection point of the northwesterly side of the right-of-way of the Canadian National Railroad and the dividing line of lots 194 and 195; thence, successively, the following lines and demarcations; the said dividing line of lots 194 and 195 in a northwesterly direction along a length of 600 feet; and

maintenant à une distance de 600 pieds du côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer, mesurée dans la direction des lignes latérales de lots jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 130 pieds au sud-ouest de la ligne séparative des lots 195 et 196; une ligne parallèle à ladite ligne séparative des lots 195 et 196 à une distance perpendiculaire de 130 pieds au sud-ouest d'icelle jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 100 pieds au nord-ouest du chemin du rang II; une ligne se maintenant à une distance perpendiculaire de 100 pieds au nord-ouest dudit chemin traversant une partie du lot 195 et les lots 196 et 197; la ligne sud-ouest du lot 198 jusqu'à la ligne séparative des rangs I et II; cette dernière ligne en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 335 et 400; ladite ligne séparative des lots 335 et 400 jusqu'au côté nord-ouest du chemin du rang II; une ligne traversant ledit chemin jusqu'au coin ouest du lot 335-A; la ligne sud-ouest et la ligne sud du lot 335-A; la ligne séparative des lots 335 et 400 en allant vers le sud jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 100 pieds de la limite actuelle de la ville de Mont-Joli étant le côté nord-ouest d'une rue projetée; une ligne traversant le lot 400 et se maintenant à une distance perpendiculaire de 100 pieds au nord-ouest de la limite actuelle de la ville de Mont-Joli (côté nord de ladite rue projetée) le prolongement de la dernière ligne nommée sur toute la largeur du lot 402; la ligne séparative des lots 402 et 420 en allant vers le sud-est sur une longueur de 1,011.6 pieds; une ligne traversant le lot 402 dans la direction astronomique S.9°58'E sur une longueur de 625.3 pieds jusqu'à la ligne séparative des lots 400 et 402; puis suivant les limites actuelles de la ville de Mont-Joli en passant par la ligne séparative des lots 400 et 402 en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté nord-ouest d'une rue projetée; ledit côté nord-ouest de ladite rue projetée traversant les lots 400, 335, 284 et 222 jusqu'au côté nord-est du chemin de Ste-Flavie; ledit côté nord-est du chemin de Ste-Flavie en allant vers le nord-ouest sur une longueur de 140 pieds jusqu'au prolongement du côté nord-ouest d'une autre rue projetée; ledit prolongement et ledit côté nord-ouest de cette autre rue projetée traversant les lots 203 et 197 jusqu'à un point de la ligne séparative des lots 196 et 197 à une distance de 1,600 pieds plus ou moins du côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National; ladite ligne séparative des lots 196 et 197 en allant vers le sud-est jusqu'audit côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National et enfin ledit côté nord-ouest de ladite emprise en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ.

Ce changement prendre effet le 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

46475-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 717-56.

Québec, le 13 novembre 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 novembre 1957, de détacher de la municipalité scolaire de la Bienheureuse-Vierge Marie, dans le comté de Yamaska, le lot 94 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Brigitte-des-Saults, dans le comté de Nicolet.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

46475-o O. J. DÉSAULNIERS.

---

line crossing lot 195 maintaining a distance of 600 feet on the northwesterly side of the railroad right-of-way, measured in the direction of the lateral lot lines as far as a point at a perpendicular distance of 130 feet southwest of the dividing line of lots 195 and 196; a line parallel to the said dividing line of lots 195 and 196 at a perpendicular distance of 130 feet southwest of said line as far as a point at a perpendicular distance of 100 feet northwest of the road of range II, a line, maintaining a perpendicular distance of 100 feet northwest of said road crossing a part of lot 195 and lots 196 and 197; the southwesterly line of lot 198 as far as the dividing line of ranges I and II; this latter line in a northeasterly direction as far as the dividing line of lots 335 and 400; the said dividing line of lots 335 and 400 as far as the northwesterly side of the road of range II; a line crossing said road as far as the westerly corner of lot 335-A; the southwesterly line and southerly line of lot 335-A; the dividing line of lots 335 and 400 in a southerly direction as far as a point at a perpendicular distance of 100 feet of the present boundary of the town of Mont-Joli being the northwesterly side of a proposed street; a line crossing lot 400 maintaining a perpendicular distance of 100 feet northwest of the present boundary of the town of Mont-Joli (north side of the said proposed street), the prolongation of the latter line mentioned along the whole width of lot 402; the dividing line of lots 402 and 420 in a southeasterly direction along a length of 1,011.6 feet; a line crossing lot 402 in an astronomical direction S.9°58'E along a lenght of 625.3 feet as far as the dividing line of lots 400 and 402; then following the present limits of the town of Mont-Joli passing by the dividing line of lots 400 and 402 in a northwesterly direction as far as the northwest side of the proposed Street; the said northwesterly side of the said proposed street crossing lots 400, 335, 284 and 222 as far as the northeasterly side of the Ste. Flavie Road; the said northeasterly side of the Ste. Flavie Road in a northwesterly direction along a length of 140 feet as far as the prolongation of the northwesterly side of another proposed street; the said prolongation of said northwesterly side of this other proposed street crossing lots 203 and 197 as far as a point of the dividing line of lots 196 and 197 at a distance of 1,600 feet more or less from the northwesterly side of the right-of-way of the Canadian National Railroad; the said dividing line of lots 196 and 197 in a southeasterly direction as far as the northwesterly side of the right-of-way of the Canadian National Railroad and finally the said northwesterly side of said railroad right-of-way in a southwesterly direction as far as the point of commencement.

This change will take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,

46475 Superintendent of Education.

No. 717-56.

Quebec, November 13, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 6, 1957, to detach from the School Municipality of La Bienheureuse-Vierge Marie, in the county of Yamaska, lot 94 of the official cadastre of the parish of Ste. Brigitte, in order to annex it to the School Municipality of Ste. Brigitte-des-Saults, in the county of Nicolet.

This change shall take effect on July 1st., 1958.

O. J. DÉSAULNIERS.

46475 Superintendent of Education.

N° 74-56.

Québec, le 13 novembre 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 novembre 1957, de détacher de la municipalité scolaire de St-Alphonse-de-Rodriguez, dans le comté de Joliette, les lots 7-A, 7-B et 8 du rang XII du canton de Kildate, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marcelline-de-Kildare, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46475-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 442-55.

Québec, le 13 novembre 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 novembre 1957, de détacher de la municipalité scolaire de la paroise de Ste-Victoire, dans le comté d'Arthabaska, les lots 499, 500 et 501, rang IV du canton d'Arthabaska, tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Victoire, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Victoriaville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46475-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 235-55.

Québec, le 14 novembre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Luce, comté de Rimouski, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Luceville, dans le comté de Rimouski.

Un territoire situé dans la Seigneurie de Lepage Thivierge, étant une partie du lot 322 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Luce, comprise dans le périmètre suivant, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot 191 avec le côté sud-est du chemin du rang III; de là successivement ledit côté sud-est du chemin du rang III en allant vers le sud-ouest sur une longueur de 385 pieds; une ligne approximativement parallèle à la ligne sud-ouest du lot 191, en allant vers le sud-est sur une longueur de 212′ une ligne droite en allant vers le nord-est sur une longueur de 385′ à un point sur le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 191 à une distance de 200 pieds du point de départ, et enfin ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 191 jusqu'au point de départ. Toutes les dimensions étant de mesure anglaise.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46476-47-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 442-57.

Québec, le 14 novembre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de St-Joseph, dans le comté de St-Hyacinthe, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de la cité de St-Hyacinthe, dans le même comté.

Un territoire faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur, limité comme suit, savoir: le lot 200 du cadastre officiel, division d'enregistrement de St-Hyacinthe, étant borné vers le nord-est par le lot 201, vers le sud par la rue St-Maurice, vers le sud-est par la rue Yamaska, vers le sud-ouest par le lot 97 et vers l'ouest par la rivière Yamaska. Le lot 172 est borné au nord-est par la rue St-

No. 74-56.

Quebec, November 13, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 6, 1957, to detach from the School Municipality of St. Alphonse-de-Rodriguez, in the county of Joliette, lots 7-A, 7-B and 8 of Range XII of the Township of Kildare, in order to annex them to the School Municipality of Ste. Macelline-de-Kildare, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
46475 Superintendent of Education.

No. 442-55.

Quebec, November 13, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 6, 1957, to detach from the School Municipality of the parish of Ste. Victoire, in the county of Arthabaska, lots 499, 500 and 501, Range IV of the Township of Arthabaska, all of the official cadastre of the parish of Ste. Victoire, in order that they be annexed to the School Municipality of the town of Victoriaville, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
46475 Superintendent of Education.

No. 235-55.

Quebec, November 14, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of Ste. Luce, county of Rimouski, the territory hereinunder described in order that it be annexed to the School Municipality of Luceville, in the county of Rimouski.

A territory situated in the Seigniory of Lepage Thivierge, being a part of lot 322 of the official cadastre of the parish of Ste. Luce, comprised in the following perimeter, to wit: commencing at the point of intersection of the southwesterly line of lot 191 and the southeasterly side of range III road; thence successively the said southeasterly side of range III road in a southwesterly direction along a length of 385 feet; a line approximately parallel to the southwesterly line of lot 191, in a southeasterly direction along a length of 212′, a straight line in a northeasterly direction along a length of 385′ at a point along the prolongation of the southwesterly line of lot 191 at a distance of 200 feet from the point of commencement, and finally the said prolongation and the said southwesterly line of lot 191 as far as the point of commencement. All dimensions being of English measure.

O. J. DÉSAULNIERS,
46476-47-2 Superintendent of Education.

No. 442-57.

Quebec, November 14, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of the village of St-Joseph, in the county of St-Hyacinthe, the territory herebelow described to annex it to the school municipality of the city of St-Hyacinthe, in the same county.

A territory forming part of the official cadaster of the parish of St-Hyacinthe-le-Confesseur, limited as follows, to wit: lot 200 of the official cadaster, registration division of St-Hyacinthe, being bounded on the northeast by lot 201, on the south, by St-Maurice Street, on the southeast, by Yamaska Street, on the southwest by lot 97 and on the west, by the Yamaska River. Lot 172 is bounded on the northeast

Louis, au sud-est par la rue des Cascades, au sud-ouest par la rivière Yamaska, au nord-ouest par le chemin de fer Canadien National; mesurant selon les titres de propriété, 126 pieds de largeur en front par 110 pieds de profondeur dans la ligne sud-est, contenant en superficie 13,860 pieds carrés environ. Partie du lot 174 bornée au nord-est et au sud-est par la rue Cascades est, au sud-ouest par la rue St-Louis, au nord-ouest par le chemin de fer Canadien National; mesurant 40 pieds au nord-est, 31.7 pieds dans une ligne et 97 pieds dans l'autre ligne au sud-est, 54.7 pieds au sud-ouest, 125, pieds au nord-ouest, contenant en superficie environ 6,646 pieds carrés.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46477-47-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 428-57.

Québec, le 19 novembre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Hyacinthe-le-Confesseur, dans le comté de St-Hyacinthe, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de cité de St-Hyacinthe, même comté.

Un territoire faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur, limité comme suit, savoir: au nord-est par une partie des lots 212 et 213 et par le lot 221, au sud-est par le chemin public en front du rang II de Ste-Rosalie; vers le sud par la rue St-Maurice, au sud-ouest par le lot 200 et la rivière Yamaska, au nord-ouest par l'autre moitié du chemin public, traversant les lots 212 et 213 par les lots 213, 218 et 219.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46478-47-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 754-55.

Québec, le 20 novembre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Barraute & Fiedmont, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots Nos 32 à 36 inclusivement du rang V du canton Barraute, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Blaise, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46479-47-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

---

by St. Louis Street, on the southeast by Cascades Street, on the southwest, by the Yamaska River, on the northwest by the Canadian National Railway; measuring according to the titles of the property, 126 feet in width in front by 110 feet in depth in the southeast line, containing in area 13,860 square feet approximately. Part of lot 174, bounded on the northeast and on the southeast by Cascades Street, East, on the southwest, by St. Louis Street, on the northwest by the Canadian National Railway; measuring 40 feet on the northeast, 31.7 feet in one line and 97 feet in the other line on the southeast, 54.7 feet on the southwest, 125, feet on the northwest, containing in area approximately 6,646 square feet.

O. J. DÉSAULNIERS,
46477-47-2 Superintendent of Education.

No. 428-57.

Quebec, November 19, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of St. Hyacinthe-le-Confesseur, in the county of St. Hyacinthe, the territory hereinunder described in order that it be annexed to the school municipality of the city of St. Hyacinthe, same county.

A territory forming part of the official cadastre of the parish of St. Hyacinthe-le-Confesseur, bounded as follows, to wit: northeasterly by a part of lots 212 and 213 and by lot 221, southeasterly by the public highway fronting range II of Ste. Rosalie; southerly by St. Maurice Street, southwesterly by lot 200 and the Yamaska river, northwesterly by the other half of the public highway, crossing lots 212 and 213 and by lots 213, 218 and 219.

O. J. DÉSAULNIERS,
46478-47-2 Superintendent of Education.

No. 754-55.

Quebec, November 20, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of Barraute & Fiedmont, in the county of Abitibi-East, lots Nos. 32 to 36 inclusively of range V of the township of Barraute, to annex them to the school municipality of St-Blaise, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
46479-47-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire (municipalité de la ville de Beacorsfield) Division d'enregistrement de Montréal

Avis est par la présente donné que le lot 31-47-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 novembre 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46446-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery (municipalité de la cité de Sillery) division d'enregistrement de Québec

Avis est par la présente donné qu'une partie

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire (municipality of town of Beaconsfield) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 31-47-1 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 6, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46446-o Deputy-Minister.

Official cadastre of the parish of St-Colomb de Sillery (Municipality of city of Sillery) registration division of Quebec

Notice is hereby given that a part of lot 77 has

du lot 77 est annulée et que le lot 388 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 novembre 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

46446-o

Cadastre officiel de la Paroisse de Ste-Foye (municipalité de la cité de Ste-Foy) division d'enregistrement de Québec

Avis est par la présente donné que les lots 293-17, 293-18 et une partie du lot 293-19 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 novembre 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46446-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, division d'entegistrement de Lévis

Avis est par la présente donné que le lot 30-10 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 novembre 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46446-o

been cancelled and lot 388 added in virtue of Article 2174A of the civil code.

Quebec, November 12, 1957.

Departments of Lands and Forests,
Cadastral Branch.
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

46446-o

Official Cadastre of the parish of Ste-Foye municipality of the city of Ste-Foy) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 293-17, 293-18 and a part of lot 293-19 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil code.

Quebec, November 8, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD.
Deputy-Minister.

46446-o

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, registration division of Levis

Notice is hereby given that lot 30-10 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, November 11, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-minister.

46446-o

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 15 — Québec — Tadoussac — Portneuf — Baie-Comeau:

Dans le comté de Saguenay:

Dans la municipalité de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus;

Une section de 6,500 pieds, au sud de la nouvelle route sur ou vis-à-vis le lot N° 497.

Dans la municipalité du canton des Bergeronnes:

Une section de 8,300 pieds, au sud de la nouvelle route sur ou vis-à-vis les lots Nos 479 à 485 inclusivement.

Dans le comté de Kamouraska:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Philippe-de-Néri;

Route de l'Église;

Une section de 3,580 pieds, à l'ouest de la nouvelle route sur ou vis-à-vis les lots Nos 219-220, 73-74-78, 283, 282-284, 285, 280-281 et 286; une section de 55 pieds, à l'est de la nouvelle route sur ou vis-à-vis le lot N° 271.

Dans la municipalité de Mont-Carmel:

Route Centrale;

Une section de 175 pieds, à l'est de la nouvelle route sur ou vis-à-vis le lot N° 51; une section de 780 pieds, à l'ouest de la nouvelle route sur ou vis-à-vis le lot N° 57.

Québec, le 13 novembre 1957.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

46473-o

Department of Roads

NOTICE

The Department of Roads shall cease hereafter to maintain the sections of roads hereinafter designated, because they have become useless for traffic purposes:

Route No. 15 — Québec — Tadoussac — Portneuf — Baie-Comeau:

In the county of Saguenay:

In the Municipality of the parish of Sacré-Cœur de Jésus;

A section of 6,500 feet, south of the new route on or facing lot No. 497.

In the municipality of the township of Bergeronnes:

A section of 8,300 feet, south of the new route on or facing lots Nos. 479 to 485 inclusively.

In the county of Kamouraska:

In the municipality of the parish of St-Philippe-de-Néri;

The Church Road;

One section of 3,580 feet, west of the new route on or facing lots Nos. 219-220, 73-74-78, 283, 282-284, 285, 280-281 and 286; a section of 55 feet, on the east of the new route on or facing lot No. 271.

In the municipality of Mont-Carmel;

The Central Road;

A section of 175 feet, on the east of the new route on or facing lot No. 51; a section of 780 feet, on the west of the new route on or facing lot No. 57.

Quebec, November 13, 1957.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

46473

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de décembre 1957 — Examinations of December, 1957

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Rivest	Guy	25	Joliette.

Joliette, 16 novembre 1957 — Joliette, November 16th, 1957.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

46496-o

BARREAU DE QUÉBEC — QUEBEC BAR

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Bernatchez	Jules	24	910, Belvedère, Apt. 3, Québec.	Université Laval
Boudreau	John, A.	26	1070, Murray, Québec.	Université Laval.
Boutet	Jean-Paul	28	211, St-Cyrille, O., Québec.	Université Laval.
Brochu	Henri-Paul	42	17, Ste-Geneviève, Québec.	Université Laval.
Gobeil	Maurice	38	8, Terrasse Dufferin, Ap. 1, Québec	Université Laval.
Hutchison	Marold, A.	27	805, Murray, Québec.	Université Laval.
Koenig	René	28	115, Claire-Fontaine, Québec.	Université Laval.
Marquis	Pierre	23	325, 18ième Rue, Québec.	Université Laval.
Tardif	Marie-Louis	26	910, Belvedère, Québec.	Université Laval.

Québec, 19 novembre 1957 — Quebec, November 19, 1957.

Le Secrétaire,
ANDRÉ VERGE,
Secretary.

46496-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDATS POUR L'EXAMEN THÉORIQUE DE DROIT CIVIL
CANDIDATE FOR THE EXAMINATIONS OF THEORICAL CIVIL LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Brassard	Pierre	28	44, rue Ste-Cécile. Valleyfield.
Ladouceur	Louis	27	Uptown, Comté Bagot.

Sorel, ce 14 novembre 1957 — Sorel, November 14th, 1957.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
PAUL A. BÉLANGER
Secretary of the Bar of Richelieu.

46496-o

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDAT À LA REPRISE DE L'EXAMEN D'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE TO RETAKE EXAMINATIONS OF ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Flourde.....	Jean-Claude.....	24	Rue St-Christophe, St-Félicien.

Chicoutimi, le 13 novembre 1957 — November 13, 1957.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
LOUIS DESBIENS,
Secretary of the Bar of Saguenay.

46496-o

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "L'Union, Compagnie d'Assurances contre l'incendie, les accidents et risques divers" et en anglais "The Union Fire, Accident and General Insurance Company of Paris, France", dont le siège social est situé à Paris, France, a réassuré ses affaires dans la province de Québec auprès de "The Unity Fire and General Insurance Company" dont le siège social est situé à New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance, intervenu entre ces deux compagnies, qui a pris effet le 1er octobre 1957;

Attendu que "L'Union, Compagnie d'Assurances contre l'incendie, les accidents et risques divers" s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "L'union, Compagnie d'Assurances contre l'incendie, les accidents et risques divers" et en anglais "The Union Fire, Accident and General Insurance Company of Paris, France" sont annulés à compter du 1er novembre 1957.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 8 novembre 1957.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
46401-46-2-o Surintendant des Assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Global Life Insurance Company", enregistrée sous le numéro 597, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 910 qui l'autorise, à compter du 1er novembre 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident et Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 170, avenue University, Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé l'honorable Louis-René Beaudoin, C.R., M.P., 705 Place d'Armes, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 20 novembre 1957.

Pour le Ministre des finances de la province,
GEORGES LAFRANCE,
46495-47-2-o Surintendant des assurances.

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas "The Union Fire, Accident and General Insurance Company of Paris, France" and in French "L'Union, Compagnie d'Assurances contre l'incendie, les accidents et risques divers", whose head office is situate in Paris, France, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Unity Fire and General Insurance Company", whose head office is situate in New York, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies which has taken effect on the 1st of October 1957;

Whereas "The Union Fire, Accident and General Insurance Company of Paris, France" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The Union Fire, Accident and General Insurance Company of Paris, France" and in French "L'Union, Compagnie d'Assurances contre l'incendie, les accidents et risques divers" is cancelled as from the 1st of November 1957.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 8th of November 1957.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
46401-46-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Global Life Insurance Company", registered under number 597, has obtained the license and certificate of registry number 910, authorizing it, as from the 1st of November 1957, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident and Sickness.

The head office of the company is situate at 170 University Avenue, Toronto, Ontario.

The company has appointed the Honourable Louis-René Beaudoin, Q.C., M.P., 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branh,e Department of Finance, the 20th of November 1957.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
46495-47-2-o Superintendent of Insurance.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 16 octobre 1957.

Dr. P.-A. Leduc, médecin, de Granby: coroner conjoint pour le district de Bedford, avec juridiction sur le district électoral de Shefford.
46445-o

Appointment

His Honour, the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Committee, and by Commission, has been pleased to make the following appointment:

Quebec, October 16, 1957.

Dr. P.-A. Leduc, physician, of Granby: joint coroner for the district of Bedford, with jurisdiction for the electoral district of Shefford.
46445

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée, dans le comté municipal de Laval, et de l'annexer à la municipalité du village de Sainte-Dorothée, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 23 octobre 1957, portant le numéro 1046, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans l'Ile Jésus, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée, tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Premièrement:

Partant du point d'intersection de la rive de la Rivière des Prairies avec la ligne sud-ouest du lot 56; de là, successivement, ladite ligne sud-ouest du lot 56; la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 95, la dernière prolongée à travers le chemin public jusqu'au côté nord-est dudit chemin; ledit côté nord-est dudit chemin limitant au sud-ouest le lot 96; le côté nord d'un chemin limitant au sud les lots de subdivisions 52-1, 52-16, 52-15, 52-14,

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the parish of Sainte-Dorothée, in the municipal county of Laval, and annex it to the municipality of the village of Sainte-Dorothée, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfiled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THERETOFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree dated, October 23, 1957, bearing number 1046, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact;

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the "l'Ile Jésus, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Ste-Dorothée, all the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, steams or part thereof, enclosed within the following limits, to wit:

Firstly:

Starting from the point of intersection of the shore of the des Prairies River, with the southwest line of lot 56; thence, successively, the said southwest line of lot 56; the southwest line and the northwest line of lot 95, the latter prolongated across the public road as far as the northeast side of the said road; the said northeast side of the said road limiting on the southwest lot 96; the north side of a road limiting on the south lots of subdivisions 52-1, 52-16,

52-13, 52-12 et les lots 97, 98, 99 et 100; le prolongement à travers le chemin public de la ligne nord-est du lot 50 et ladite ligne jusqu'au coin sud du lot de subdivision 49A-39; la ligne sud-est des lots de subdivisions 49A-39, 49A-31 prolongée dans les lots 49A et continuant dans la ligne sud-est du lot 49A-16; la ligne séparant le lot 49A des lots 46 et 47-2; la ligne séparative des lots 47-1 et 47-2 prolongée à travers un chemin public; ledit côté nord-est dudit chemin jusqu'au coin ouest du lot 44-26; la ligne nord-ouest du lot 44-26; la ligne séparant le lot 44-26 du lot 126; la ligne nord-ouest des lots 42 et 41; la ligne séparative des lots 39 et 126; la ligne séparative des lots 38 et 39; la ligne séparative des lots 37 et 39 prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière des Prairies; ledit axe de ladite Rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 56 et enfin ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Deuxièmement:

Partant du point d'intersection de la ligne nord-est du lot 148 avec la ligne séparative des concessions Côte St-François et Côte du Sud; de là, successivement, ladite ligne séparative de concession en allant vers l'ouest jusqu'à l'axe du Ruisseau Papineau; ledit axe du Ruisseau Papineau jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 139; cette dernière ligne; la ligne nord du lot 139; une ligne traversant un chemin public; le côté nord dudit chemin public limitant au sud les lots 157, 156 et 155 jusqu'à un angle dudit chemin; le côté nord-est dudit chemin jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 152; la ligne nord-ouest et la ligne nord-est du lot 152; la ligne nord-est du lot 151 prolongée à travers un chemin public et enfin la ligne nord-est du lot 148 jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détache de la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée, dans le comté municipal de Laval, et sera annexé à la municipalité du village de Sainte-Dorothée, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

46445-o JEAN BRUCHÉSI.

52-15, 52-14, 52-13, 52-12 and lots 97, 98, 99 and 100; the prolongation across the public road from the northeast line of lot 50 and the line as far as the south corner of the subdivision lot 49A-39; the southeast line of the subdivision lots 49A-39, 49A-31 prolongated into lots 49A and continuing in the southeast line of lot 49A-16; the line dividing lot 49A from lots 46 and 47-2; the dividing line of lots 47-1 and 47-2 prolongated across a public road; the said northeast side of the said road as far as the western corner of lot 44-26; the northwest line of lot 44-26; the line dividing lot 44-26 from lot 126; the northwest line of lots 42 and 41; the dividing line of lots 39 and 126; the dividing line of lots 38 and 39; the dividing line of lots 37 and 39 prolongated as far as the axis of the des Prairies River; the said axis of the said River by going upstream as far as the prolongation of the southwest line of lot 56 and finally the said prolongation as far as the starting point.

Secondly:

Starting from the point of intersection of the northeast line of lot 148 with the dividing line of the concessions of the "Côte St-François" and "Côte du Sud"; thence, successively, the said dividing line of the concession going towards the west as far as the axis of the Papineau Brook; the said axis of the Papineau Brook as far as the southwest line of lot 139; this latter line; the northern line of lot 139; a line crossing a public road; the north side of the said public road limiting on the south lots 157, 156 and 155 as far as the corner of the said road; the northeast side of the said road as far as the northwest line of lot 152; the northwest line and the northeast line of lot 152; the northeast line of lot 151 prolongated across a public road and finally the northeast line of lot 148 as far as the starting point;

which territory shall, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the municipality of the parish of Sainte-Dorothée, in the municipal county of Laval, and shall be annexed to the municipality of the village of Sainte-Dorothée, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

46445 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Saint-Ange-Gardien, dans le comté municipal de Rouville, et de l'annexer à la municipalité du village d'Ange-Gardien, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 23 octobre 1957, portant le numéro 1046, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de St-Ange-Gardien, comprenant:

Premièrement:

La partie du lot 263 de la paroisse de l'Ange-Gardien comprise dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle nord-ouest du lot de subdivision 38-1 et du cadastre officiel du village de Canrobert; de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, le prolongement de la ligne nord-ouest du lot précité sur une longueur de 36 pieds, jusqu'au prolongement du côté sud-est du droit de voie du chemin de fer Canadien Pacifique; ce dernier prolongement est ledit côté sud-est dudit droit de voie sur une longueur de 531.5 pieds; puis suivant ledit droit de voie déviant à gauche d'environ 90° une longueur de 42 pieds et déviant à droite approximativement de 90° une longueur de 601.1 pieds jusqu'à son point d'intersection avec la ligne sud-est du lot 263 et enfin cette dernière ligne allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ.

Deuxièmement:

Les lots de subdivision 141-1, 142-1, 142-2, 142-3, 142-4 et 142-5, une partie des lots 141 et 142 et du chemin public conduisant à Granby, le tout compris dans les limites suivantes: partant du sommet de l'angle sud-est du lot 142; de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, la ligne sud-ouest du lot 142, des lots de subdivisions 142-5 et 142-4, cette dernière prolongée à travers le chemin public, la ligne sud-ouest du lot 141-1 jusqu'au côté sud-est du droit de voie du chemin

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the parish of Saint-Ange-Gardien, in the municipal county of Rouville, and annex it to the municipality of the village of Ange-Garfien, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree dated, October 23, 1957, bearing number 1046, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact;

THAT the following territory, to wit:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of St. Ange-Gardien, comprising:

Firstly:

That part of lot 263 of the parish of Ange-Gardien situated within the following boundaries, to wit: commencing at the apex of the northwesterly angle of subdivision lot 38-1 and of the official cadastre of the village of Canrobert; thence, with reference to the official cadastre of the parish of Ange-Gardien, the prolongation of the northwesterly line of the aforesaid lot along a length of 36 feet, as far as the prolongation of the southeasterly side of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway; this latter prolongation is the said southeasterly side of said right-of-way along a length of 531.5 feet; thence along the said right-of-way swerving some 90° to the left along a length of 42 feet and swerving approximately 90° to the right along a length of 601.1 feet as far as its point of intersection with the southeasterly line of lot 263 and finally this latter line in a southwesterly direction as far as the point of commencement.

Secondly:

Subdivision lots 141-1, 142-1, 142-2, 142-3, 142-4 and 142-5, a part of lots 141 and 142 and the public highway leading to Granby, all of which included in the following boundaries: commencing at the apex of the southeasterly angle of lot 142; thence, with reference to the official cadastre of the parish of Ange-Gardien, the southwesterly line of lot 142, subdivision lots 142-5 and 142-4, the latter extended across the public highway, the southwesterly line of lot 141-1 as far as the southeasterly side of the right-

de fer Canadien Pacifique, ledit côté sud-est dudit droit de voie suivant la ligne nord-ouest du lot de subdivision 141-1 et traversant le lot 141, le chemin public et le lot 142 jusqu'à la ligne séparative des lots 142 et 143 et enfin cette dernière ligne allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ;

lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites ci-dessus décrites, sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Ange-Gardien, dans le comté municipal de Rouville, et sera annexé à la municipalité du village d'Ange-Gardien, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

46445-o JEAN BRUCHÉSI.

of-way of the Canadian Pacific Railway, the said southeasterly side of said right-of-way along the northwesterly line of subdivision lot 141-1 and crossing lot 141, the public highway and lot 142 as far as the dividing line of lots 142 and 143 and finally this latter line in a southwesterly direction as far as the point of commencement;

which territory, together with roads, streets, lanes, streams or parts thereof, situated within the boundaries described hereinabove shall, as from the first day of January following the date of publidation of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the municipality of the parish of Saint-Ange-Gardien, in the municipal county of Rouville, and annexed to the municipality of the village of Ange-Gardien, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

46445 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

(P.G. 5858-52)

DUFRESNE AUTOMOBILES LTÉE

Règlement Spécial "C"

"Il a été unanimement résolu que le bureau-chef de la compagnie soit transféré, à partie de ce jour, du N° 115 rue York, en la cité de Granby, sur la route rurale N° 4, dans le canton de Granby."

Certifié vraie copie du règlement spécial "C" de la compagnie "Dufresne Automobiles Ltée", tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 9 septembre 1957.

(Sceau) La Secrétaire,

46461-o JEANNE SENEY DUFRESNE.

Avis est par les présentes donné que "Gingras & Fils, Ressorts Inc.", une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 20 septembre 1957, a son principal bureau d'affaires au numéro 553 du boulevard des Laurentides, au village de Saint-Antoine-des-Laurentides, comté de Terrebonne, dans la province de Québec.

Daté à Saint-Jérôme, ce 8 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,

(Signé) ÉDOUARD-JULES GINGRAS.

46482-o

Head Offices

(A.G. 5858-52)

DUFRESNE AUTOMOBILES LTÉE

Special By-law "C"

"It has been unanimously resolved that the head office of the company be, as from this day, moved from No. 115 York Street, in the city of Granby, to Rural Route No. 4, in the township of Granby."

Certified true copy of Special By-law "C" of the company "Dufresne Automobiles Ltée", as adopted by the directors and confirmed by the shareholders on September 9, 1957.

(Seal) JEANNE SENEY DUFRESNE,

46461 Secretary.

Notice is hereby given that "Gingras & Fils, Ressorts Inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued September 20, 1957, has established its head office at number 553 Boulevard des Laurentides, in the village of Saint Antoine-des-Laurentides, county of Terrebonne, in the Province of Quebec.

Dated at Saint-Jérôme, this November 8, 1957.

(Signed) ÉDOUARD-JULES GINGRAS,

Secretary-Treasurer.

46482

Province de Québec
District de Sillery

Avis est donné par la compagnie "Roset Super Market Inc.", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 7ième jour d'octobre 1957, a établi son bureau à 1368, Maguire, Sillery, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sillery, P.Q., ce 14ième jour de novembre 1957.

Le Président-gérant,
46462-o GÉRARD LANGLOIS.

Province of Quebec
District of Sillery

Notice is given that the company "Roset Super Market Inc.", constituted as a corporation by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, under date of the 7th, day of October 1957, has established its office at 1368 Maguire, Sillery, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Sillery, P.Q., this 14th, day of November 1957.

GÉRARD LANGLOIS,
46462 President-manager.

Soumissions

Province de Québec

VILLE D'ANJOU
(Ile-de-Montréal)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jean-Paul Pilon, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6.30 heures p.m., à 8,211 avenue Curé Clermont, ville d'Anjou, ou jusqu'à 7.00 heures p.m., à l'École Cardinal Léger, ville d'Anjou, lundi, le 9 décembre 1957, pour l'achat de $695,500.00 d'obligations de la ville d'Anjou (Ile-de-Montréal), datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 37 — $188,000.00 travaux de trottoirs et pavages; 55 — $14,500.00, travaux d'excavation de cours d'eau; 64 — $43,000.00, éclairage de rues; 66 — $20,000.00, achat de compteurs d'eau; 67 — $12,000.00, organisation de service de radio-police; 69 — $25,000.00, création d'un fonds de roulement; et 70 — $393,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $695,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1958	$21,000.00
1er décembre 1959	21,500.00
1er décembre 1960	22,500.00
1er décembre 1961	24,000.00
1er décembre 1962	25,000.00
1er décembre 1963	26,000.00
1er décembre 1964	28,000.00
1er décembre 1965	30,000.00
1er décembre 1966	31,500.00
1er décembre 1967	32,500.00
1er décembre 1968	34,500.00
1er décembre 1969	36,500.00
1er décembre 1970	39,000.00
1er décembre 1971	41,000.00
1er décembre 1972	43,500.00
1er décembre 1973	42,500.00
1er décembre 1974	45,500.00
1er décembre 1975	48,000.00
1er décembre 1976	50,000.00
1er décembre 1977	53,000.00

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF ANJOU
(Island of Montreal)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Pilon, Secretary-Treasurer, until 6.30 o'clock p.m., at 8,211 Curé Clermont Avenue, town of Anjou or until 7.00 o'clock p.m., at the Cardinal Léger school, town of Anjou, Monday, December 9, 1957, for the purchase of an issue of $695,500.00 of bonds of the town of Anjou, (Island of Montreal), dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958, to December 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 37 — $188,000.00, sidewalks and paving; 55 — $14,500.00, stream excavation operations; 64 — $43,000.00, street lighting; 66 — $20,000.00 purchasing of water meters; 67 — $12,000.00, organisation of a radio-police service; 69 — $25,000.00, creation of a working capital; and 70 — $393,000.00, waterworks and sewage operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $695,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1958	$21,000.00
December 1st, 1959	21,500.00
December 1st, 1960	22,500.00
December 1st, 1961	24,000.00
December 1st, 1962	25,000.00
December 1st, 1963	26,000.00
December 1st, 1964	28,000.00
December 1st, 1965	30,000.00
December 1st, 1966	31,500.00
December 1st, 1967	32,500.00
December 1st, 1968	34,500.00
December 1st, 1969	36,500.00
December 1st, 1970	39,000.00
December 1st, 1971	41,000.00
December 1st, 1972	43,500.00
December 1st, 1973	42,500.00
December 1st, 1974	45,500.00
December 1st, 1975	48,000.00
December 1st, 1976	50,000.00
December 1st, 1977	53,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 décembre 1957, à 7.00 heures p.m., à l'École Cardinal Léger, ville d'Anjou.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville d'Anjou, (Ile-de-Montréal), ce 15 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL PILON.

Adresse postale:
8,211, ave ue Curé Clermont, ville d'Anjou,
tél.: CLerval 9-6163 ou CLerval 6-1230.
(Ile-de-Montréal). 46484-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LANTIER
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-P. Lafrenière, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.00 hres p.m., à 118 rue St-Vincent, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, ou jusqu'à 8.00 hres p.m., au sous-sol de l'École Centrale, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, mardi, 10 décembre 1957, pour l'achat de $54,500.00 d'obligations de la municipalité de Lantier, comté de Terrebonne, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 1 — réfection des chemins municipaux.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fiftee-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before December 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before December 1st, 1967 inclusively, is issued for a twenty-year term; after these date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 9, 1957, at 7.00 o'clock p.m., at the Cardinal Léger School, town of Anjou.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Town of Anjou (Island of Montreal), this November 15, 1957.

JEAN-PAUL PILON,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:
8,211 Curé Clermont Avenue, town of Anjou,
Tel.: CLerval 9-6163 or CLerval 6-1230.
(Island of Montreal), 46484

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF LANTIER
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-P. Lafrenière, N.P., Secretary-Treasurer, 7.00 o'clock p.m. at 118 St. Vincent St., Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, or until 8.00 o'clock p.m., in the basement of the Central School, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, Tuesday, December 10, 1957, for the purchase of an issue of $54,500.00 of bonds of the municipality of Lantier, county of Terrebonne, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958 to December 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 1 — to do over the municipal roads.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $54,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1958	$1,500.00
1er décembre 1959	1,500.00
1er décembre 1960	1,500.00
1er décembre 1961	2,000.00
1er décembre 1962	2,000.00
1er décembre 1963	2,000.00
1er décembre 1964	2,000.00
1er décembre 1965	2,000.00
1er décembre 1966	2,500.00
1er décembre 1967	2,500.00
1er décembre 1968	2,500.00
1er décembre 1969	3,000.00
1er décembre 1970	3,000.00
1er décembre 1971	3,000.00
1er décembre 1972	3,500.00
1er décembre 1973	3,500.00
1er décembre 1974	4,000.00
1er décembre 1975	4,000.00
1er décembre 1976	4,000.00
1er décembre 1977	4,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lsdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 décembre 1957, à 8.00 heures p.m., au sous-sol de l'École Centrale, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Agathe-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 20 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-P. LAFRENIÈRE, N.P.

Adresse postale:
118 rue St-Vincent, C.P. 478, tél.: 106.
Ste-Agathe-des-Monts,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 46503-o

Table of redemption — $54,500.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1958	$1,500.00
December 1st, 1959	1,500.00
December 1st, 1960	1,500.00
December 1st, 1961	2,000.00
December 1st, 1962	2,000.00
December 1st, 1963	2,000.00
December 1st, 1964	2,000.00
December 1st, 1965	2,000.00
December 1st, 1966	2,500.00
December 1st, 1967	2,500.00
December 1st, 1968	2,500.00
December 1st, 1969	3,000.00
December 1st, 1970	3,000.00
December 1st, 1971	3,000.00
December 1st, 1972	3,500.00
December 1st, 1973	3,500.00
December 1st, 1974	4,000.00
December 1st, 1975	4,000.00
December 1st, 1976	4,000.00
December 1st, 1977	4,500.00

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term, bonds and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1967 inclusively if issued for a twenty-year term, after which dates; the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the Council to be held on Tuesday, December 10, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the basement of the Central School, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Agathe-des-Monts, (County of Terrebonne), November 20, 1957.

J.-P LAFRENIÈRE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
188 St. Vincent St., P.O.B. 478, Tel.: 106,
Ste-Agathe-des-Monts,
(County of Terrebonne), P.Q. 46503

Province de Québec
LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE MONTROUGEAU
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions

Province of Quebec
THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF MONTROUGEAU
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

pour obligations" seront reçues par le soussigné, P.-Émile Durocher, secrétaire-trésorier, 521 Boulevard Ste-Rose-Ouest, Ste-Rose, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 9 décembre 1957, pour l'achat de $129,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Montrougeau, comté de Laval, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuallement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 26 septembre 1957, telle que modifiée — construction d'une école complémentaire dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $129,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1958	x$25,000.00
1er novembre 1959	x 26,500.00
1er novembre 1960	2,500.00
1er novembre 1961	3,000.00
1er novembre 1962	3,000.00
1er novembre 1963	3,000.00
1er novembre 1964	3,000.00
1er novembre 1965	3,500.00
1er novembre 1966	3,500.00
1er novembre 1967	4,000.00
1er novembre 1968	4,000.00
1er novembre 1969	4,500.00
1er novembre 1970	4,500.00
1er novembre 1971	5,000.00
1er novembre 1972	5,000.00
1er novembre 1973	5,500.00
1er novembre 1974	5,500.00
1er novembre 1975	6,000.00
1er novembre 1976	6,000.00
1er novembre 1977	6,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $50,500.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $25,250.00 chacun, en 1958 et en 1959, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

received by the undersigned P.-Émile Durocher, Secretary-Treasurer, 521 Boulevard Ste. Rose-West, Ste. Rose, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m., Monday, December 9, 1957, for the purchase of an issue of $129,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Montrougeau, county of Laval, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 26, 1957, as modified — Erection of a complementary school in Ward No. 1.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $129,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1958	x$25,000.00
November 1st, 1959	x 26,500.00
November 1st, 1960	2,500.00
November 1st, 1961	3,000.00
November 1st, 1962	3,000.00
November 1st, 1963	3,000.00
November 1st, 1964	3,000.00
November 1st, 1965	3,500.00
November 1st, 1966	3,500.00
November 1st, 1967	4,000.00
November 1st, 1968	4,000.00
November 1st, 1969	4,500.00
November 1st, 1970	4,500.00
November 1st, 1971	5,000.00
November 1st, 1972	5,000.00
November 1st, 1973	5,500.00
November 1st, 1974	5,500.00
November 1st, 1975	6,000.00
November 1st, 1976	6,000.00
November 1st, 1977	6,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $50,500.00, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $25,250.00 each, from 1958 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not ve redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964, inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 9 décembre 1957, à 8.00 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, 521 boulevard Ste-Rose-Ouest, Ste-Rose, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rose, (Comté de Laval), ce 19 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
P.-ÉMILE DUROCHER.

521 Blvd Ste-Rose-Ouest,
Ste-Rose, tél.: 2770,
(Comté de Laval), P.Q. 46486-o

Province de Québec

VILLAGE D'ANGLIERS
(Comté de Témiscamingue)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Henri Lemire, secrétaire-trésorier, Angliers, comté de Témiscamingue, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 11 décembre 1957, pour l'achat de $24,000.00 d'obligations du village d'Angliers, comté de Témiscamingue, datées du 1er janvier 1958 et remboursables par séries du 1er janvier 1959 au 1er janvier 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Renouvellement d'emprunt en vertu du règlement N° 9.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $24,000.00 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er janvier 1959	$1,500.00
1er janvier 1960	1,500.00
1er janvier 1961	1,500.00
1er janvier 1962	1,500.00
1er janvier 1963	1,500.00
1er janvier 1964	1,500.00
1er janvier 1965	1,500.00
1er janvier 1966	1,500.00
1er janvier 1967	1,500.00
1er janvier 1968	1,500.00
1er janvier 1969	1,500.00
1er janvier 1970	1,500.00
1er janvier 1971	2,000.00
1er janvier 1972	2,000.00
1er janvier 1973	2,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville-Marie, comté de Témiscamingue.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, December 9, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 521 Ste-Rose Boulevard-West, Ste-Rose, county of Laval.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Rose (County of Laval), this November 19, 1957.

P.-ÉMILE DUROCHER,
Secretary-Treasurer.

521 Ste-Rose Boulevard-West,
Ste-Rose, tel.: 2770,
(County of Laval), P.Q. 46486

Province of Quebec

VILLAGE OF ANGLIERS
(County of Témiscamingue)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Lemire, Secretary-treasurer, Angliers, county of Témiscamingue, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, December 11, 1957 for the purchase of an issue of $24,000.00 of bonds of the village of Angliers, county of Témiscamingue, dated January 1st, 1958 and redeemable serially from January 1st, 1959 to January 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Renewal of loan under By-law No. 9.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $24,000.00 — 15 years.

Year	*Capital*
January 1st, 1959	$1,500.00
January 1st, 1960	1,500.00
January 1st, 1961	1,500.00
January 1st, 1962	1,500.00
January 1st, 1963	1,500.00
January 1st, 1964	1,500.00
January 1st, 1965	1,500.00
January 1st, 1966	1,500.00
January 1st, 1967	1,500.00
January 1st, 1968	1,500.00
January 1st, 1969	1,500.00
January 1st, 1970	1,500.00
January 1st, 1971	2,000.00
January 1st, 1972	2,000.00
January 1st, 1973	2,000.00

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ville Marie, county of Témiscamingue.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, et avant le 1er janvier 1966 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumission seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 11 décembre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du Lion's Club, Angliers, comté de Témiscamingue.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Angliers, (Comté de Témiscamingue), ce 21 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI LEMIRE.

Angliers, Tél.: 4614,
(Comté de Témiscamingue), P.Q. · 46508-o

in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to January 1st, 1965, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1966 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds; after which dates, the said bonds, are under the authority of Chapter 212, revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, December 11, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the Hall of the Lion's Club, Angliers, county of Témiscamingue.

The Council is not bound to accept the higest or any of the tenders.

Angliers, (County of Témiscamingue), this November 21, 1957.

HENRI LEMIRE,
Secretary-Treasurer.

Angliers, Tel.: 4614,
(County of Témiscamingue), P.Q. 46508

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Windsor
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mlle Aurore Bolduc, secrétaire-trésorière, 25, rue Principale, Windsor, comté de Richmond, jusqu'à 7.30 hrs. p.m., lundi, le 9 décembre 1957, pour l'achat de $360,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 26 septembre 1957, telle que modifiée — construction d'une école dans la paroisse St-Philippe-de-Windsor.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $360,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1958	x$36,000.00
1er décembre 1959	x 38,000.00
1er décembre 1960	x 40,000.00
1er décembre 1961	x 42,500.00
1er décembre 1962	x 45,000.00
1er décembre 1963	7,000.00
1er décembre 1964	7,500.00
1er décembre 1965	8,000.00
1er décembre 1966	8,500.00
1er décembre 1967	9,000.00
1er décembre 1968	9,000.00

Province of Quebec

The School Commissioners for the municipality of the town of Windsor
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Miss Aurore Bolduc, Secretary-Treasurer, 25 Main Street, Windsor, county of Richmond, until 7.30 o'clock p.m., Monday, December 9, 1957, for the purchase of an issue of $360,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of Windsor, County of Richmond, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958 to December 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated September 26, 1957, as modified — Erection of a school in the Parish of St. Philippe-de-Windsor.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $360,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1958	x$36,000.00
December 1st, 1959	x 38,000.00
December 1st, 1960	x 40,000.00
December 1st, 1961	x 42,500.00
December 1st, 1962	x 45,000.00
December 1st, 1963	7,000.00
December 1st, 1964	7,500.00
December 1st, 1965	8,000.00
December 1st, 1966	8,500.00
December 1st, 1967	9,000.00
December 1st, 1968	9,000.00

1er décembre 1969.....	9,500.00
1er décembre 1970.....	10,500.00
1er décembre 1971.....	11,000.00
1er décembre 1972.....	11,500.00
1er décembre 1973.....	12,000.00
1er décembre 1974.....	12,500.00
1er décembre 1975.....	13,500.00
1er décembre 1976.....	14,000.00
1er décembre 1977.....	15,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $200,775.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $40,155.00 chacun, de 1958 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor, comté de Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 9 décembre 1957, à 7.30 heures p. m., au bureau de la secrétaire-trésorière, 25 rue Principale, Windsor, comté de Richmond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Windsor, (comté de Richmond), ce 20 novembre 1957.

La Secrétaire-trésorière,
Mlle AURORE BOLDUC.

Adresse postale:
25, rue Principale, C.P. 67,
Windsor, tél.: 23
(Richmond), P.Q. 46504-o

December 1st, 1969.....	9,500.00
December 1st, 1970.....	10,500.00
December 1st, 1971.....	11,000.00
December 1st, 1972.....	11,500.00
December 1st, 1973.....	12,000.00
December 1st, 1974.....	12,500.00
December 1st, 1975.....	13,500.00
December 1st, 1976.....	14,000.00
December 1st, 1977.....	15,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $200,775.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $40,155.00 each from 1958 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds and as fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The sucessful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Windsor, county of Richmond.

Capital and interest are payable at all branches of the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964 inclusive if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to December 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds and prior to December 1st, 1967 inclusive if issued for twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 9, 1957, at 7.30 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 25 Main Street, Windsor, county of Richmond.

The School Commissioners are not bound to accept the heighest or any of the tenders.

Windsor, (county of Richmond), this November 20, 1957.

Miss AURORE BOLDUC,
Secretary-Treasurer.

Post Office address:
25 Main Street, P.B. 67,
Windsor, Tel.: 23.
(Richmond), P.Q. 46504

Province de Québec

PAROISSE DE ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Roger Marchand, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m. à 1,600 rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, ou jusqu'à 8 heures p.m., école Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Cham-

Province of Quebec

PARISH OF ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roger Marchand, N.P., Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m. at 1,600 Montarville, St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, or until 8.00 o'clock p.m., Montarville School, St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, Tuesday, December 10, 1957, for

bly, mardi, 10 décembre 1957, pour l'achat de $59,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, datées du 1er janvier 1958 et remboursables par séries du 1er janvier 1959 au 1er janvier 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 116 — $27,000.00 — construction d'un garage municipal; et règlements d'emprunt N° 118 — $32,000.00 — achat d'un réseau d'aqueduc et travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $59,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er janvier 1959	$2,000.00
1er janvier 1960	2,000.00
1er janvier 1961	2,000.00
1er janvier 1962	2,000.00
1er janvier 1963	2,000.00
1er janvier 1964	2,000.00
1er janvier 1965	2,500.00
1er janvier 1966	2,500.00
1er janvier 1967	2,500.00
1er janvier 1968	2,500.00
1er janvier 1969	3,000.00
1er janvier 1970	3,000.00
1er janvier 1971	3,000.00
1er janvier 1972	3,500.00
1er janvier 1973	3,500.00
1er janvier 1974	3,500.00
1er janvier 1975	4,000.00
1er janvier 1976	4,500.00
1er janvier 1977	4,500.00
1er janvier 1978	4,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les oglibations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Bruno, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er janvier 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 décembre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle

the purchase of an issue of $59,000.00 of bonds of the parish of St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, dated January 1st, 1958 and redeemable serially from January 1st, 1959 to January 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 116 — $27,000.00 — construction of a municipal garage; and loan by-law No. 118—$32,000.00 — purchase of an aqueduct system and work on aqueduct.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $59,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
January 1st, 1959	$2,000.00
January 1st, 1960	2,000.00
January 1st, 1961	2,000.00
January 1st, 1962	2,000.00
January 1st, 1963	2,000.00
January 1st, 1964	2,000.00
January 1st, 1965	2,500.00
January 1st, 1966	2,500.00
January 1st, 1967	2,500.00
January 1st, 1968	2,500.00
January 1st, 1969	3,000.00
January 1st, 1970	3,000.00
January 1st, 1971	3,000.00
January 1st, 1972	3,500.00
January 1st, 1973	3,500.00
January 1st, 1974	3,500.00
January 1st, 1975	4,000.00
January 1st, 1976	4,500.00
January 1st, 1977	4,500.00
January 1st, 1978	4,500.00

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term, bonds and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Bruno, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to January 1st, 1965 inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1966 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to January 1st, 1968 inclusively if issued for a twenty-year term, after which dates; the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 10, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the

de l'école Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

St-Bruno-de-Montarville, (Comté de Chambly) ce 19 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER MARCHAND, N.P.

Adresse postale: 1,600 rue Montarville,
St-Bruno-de-Montarville, Tél.: OL 3-2611,
(Comté de Chambly), P.Q. 46485-o

Province de Québec

VILLAGE DE CAUSAPSCAL
(Comté de Matapédia)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Alcide Desrosiers, secrétaire-trésorier, Causapscal, comté de Matapédia, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 10 décembre 1957, pour l'achat de $30,000.00 d'obligations du village de Causapscal, comté de Mtapédia, datées du 1er janvier 1958 et remboursables par séries du 1er janvier 1959 au 1er janvier 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 54 — travaux d'aqueduc, d'égouts et de protection contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $30,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1959	$1,000.00
1er janvier 1960	1,000.00
1er janvier 1961	1,000.00
1er janvier 1962	1,000.00
1er janvier 1963	1,000.00
1er janvier 1964	1,000.00
1er janvier 1965	1,000.00
1er janvier 1966	1,000.00
1er janvier 1967	1,500.00
1er janvier 1968	1,500.00
1er janvier 1969	1,500.00
1er janvier 1970	1,500.00
1er janvier 1971	1,500.00
1er janvier 1972	1,500.00
1er janvier 1973	2,000.00
1er janvier 1974	2,000.00
1er janvier 1975	2,000.00
1er janvier 1976	2,000.00
1er janvier 1977	2,500.00
1er janvier 1978	2,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Causapscal, comté de Matapédia.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentonné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1965 in-

School Hall of the Montarville School, St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno-de-Montarville (County of Chambly) November 19, 1957.

ROGER MARCHAND, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 1,600 Montarville,
St-Bruno-de-Montarville, Tel.: OL 3-2611,
(County of Chambly), P.Q. 46485

Province of Quebec

VILLAGE OF CAUSAPSCAL
(County of Matapedia)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Alcide Desrosiers, Secretary-Treasurer, Causapscal, County Matapedia, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, December 10, 1957 for the purchase of an issue of $30,000.00 of bonds of the village of Causapscal, county of Matapedia, dated January first, 1958 and redeemable serially from January first, 1959 to January 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 54 — work on aqueduct, sewers and for fire protection service.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $30,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
January 1st, 1959	$1,000.00
January 1st, 1960	1,000.00
January 1st, 1961	1,000.00
January 1st, 1962	1,000.00
January 1st, 1963	1,000.00
January 1st, 1964	1,000.00
January 1st, 1965	1,000.00
January 1st, 1966	1,000.00
January 1st, 1967	1,500.00
January 1st, 1968	1,500.00
January 1st, 1969	1,500.00
January 1st, 1970	1,500.00
January 1st, 1971	1,500.00
January 1st, 1972	1,500.00
January 1st, 1973	2,000.00
January 1st, 1974	2,000.00
January 1st, 1975	2,000.00
January 1st, 1976	2,000.00
January 1st, 1977	2,500.00
January 1st, 1978	2,500.00

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque pyable at par at Causapscal, county of Matapedia.

Capital and interest are payable at the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to January 1, 1965, inclusively

clusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er janvier 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 décembre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle paroissiale, Causapscal, comté de Matapédia.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Causapscal, comté de Matapédia, ce 19 novembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ALCIDE DESROSIERS.

Adresse postale:
Causapscal, tél.: 800,
(Comté de Matapédia), P.Q. 46502-o

if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1966 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to January 1st, 1968 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the Council to be held on Tuesday, December 10, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the parochial Hall, Causapscal, county of Matapedia.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Causapscal, County of Matapedia, November 10th, 1957.

ALCIDE DESROSIERS,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:
Causapscal, Tel.: 800,
(County of Matapédia), P.Q. 46502

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec. District de Montréal, Cour supérieure N° 3234 (1956) "En faillite" Dans l'affaire de la faillite de: Jean Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, Qué., débiteur et Yvan Masse et J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Une maison érigée sur la partie sud-ouest du lot 2, resubdivision du lot 37, subdivision du lot original 60 aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, division d'enregistrement de Montréal, bornée au nord-est par la partie nord-est dudit lot 60-37-2, au sud-est par le lot 60-38 au sud-ouest par le lot 60-37A et au nord-ouest par le lot 60-36 (rue De Castille), mesurant 21 pieds et 9 pouces de largeur (front sur la rue De Castille) 21 pieds et 7 pouces de largeur à l'arrière par une profondeur de 72.44 pieds dans la ligne nord-est, de 73.08 pieds dans la ligne sud-ouest, et contenant en superficie 1576 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'encère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, Qué., JEUDI, le DOUZE DÉCEMBRE 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.
La mise à prix sera de $1,000.00.
En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In Bankruptcy" in the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., Debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: A house erected on the south-west part of lot 2, resubdivision of lot 37, subdivision of the original lot 60 on the official plan and in the reference book of the Parish of Sault-aux-Recollets, Registration Division of Montreal, bounded on the northeast by the northeast part of the said lot 60-37-2, on the southeast, by lot 60-38 on the southwest by lot 60-37A and on the northwest by lot 60-36 (de Castille Street), measuring 21 feet and 9 inches in width (frontage on De Castille Street) 21 feet and 7 inches in width in rear by a depth of 72.44 feet in the northeast line, of 73.08 feet in the southwest line, and containing an area of 1576 square feet, the whole English measure.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, Court House, Room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., THURSDAY DECEMBER TWELVETH, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.
Adjudication price shall be $1,000.00.
Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to law.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Que. BE 3324.
BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montreal, Qué. 46368-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure N° 3234 (1956) "en faillite", Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q., débiteur, et Yvan Masse et J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur la rue Tanguay, du côté est, entre les rues de la Gare et le Boulevard Henri-Bourassa, en la ville de Montréal Nord, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-et-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-et-un (31-241) aux susdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montreal, P.Q., VENDREDI, le TREIZE DÉCEMBRE 1957 à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montreal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.
BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. 46360-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q., débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint-Trustees.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St-James Street West,
Montreal. P.Q. BE 3324.
OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James Street, West,
Montreal, P.Q. 46368-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 3234 (1956) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the Bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: A lot of land fronting on Tanguay Street, on the east side, between de la Gare Street and Boulevard Henri-Bourassa, in the Town of Montreal-North, known and designated under number two hundred forty-one of the official subdivision of original lot number thirty-one (31-241) on said official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, with buildings erected thereon.

Shall be sold in accordance with a Judgment of the Superior Court, for the District of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to Law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, Room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q., FRIDAY the THIRTEENTH day of DECEMBER, 1957, at THREE o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the puchaser shall pay a Government tax of 2½% according to Law. The upset price shall be in the amount of $1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. BE 3324.
OFFICE OF: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. 46360-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 3234 (1956) "Sitting in bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, joint trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur le côté ouest de la rue Bellevois, entre les rues Amos et Bayonne, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le numéro neuf cent trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante-cinq (45-930) auxdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avec l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., LUNDI, le SEIZE DECEMBRE 1957 à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.

BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. 46365-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10,830, rue Lamoureux, Montréal, Qué., débiteur & Yvan Masse et J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front sur la rue Balzac, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le lot numéro mille soixante de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante (50-1060) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite), rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, Qué., JEUDI le DOUZE DÉCEMBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½%, conformément à la Loi.

Description: A lot of land fronting on the west side of Bellevois Street, between Amos and Bayonne Streets, in the town of Montreal-North, known and designated under number nine hundred and thirty of the official subdivision of original lot number forty-five (45-930) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, with building erected thereon.

Shall be sold in accordance with a Judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to Law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q., MONDAY the SIXTEENTH day of DECEMBER 1957, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to Law. The upset price shall be in the amount of $1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, St. James Street, West,
Montreal, P.Q. BE 3324.

OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James Street, West,
Montreal, P.Q. 46365-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10,830, Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: An emplacement having frontage on Balzac Street, in the town of Montreal-North, known and designated under lot number one thousand sixty of the official subdivision of the original lot number fifty (50-1060) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, English measure, more or less, with buildings thereon erected.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, Court House, Room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., THURSDAY, DECEMBER TWELVE, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to law.

La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.
BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. 46366-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 3234 (1956), "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, P. Q., débiteur et Yvan Masse & J.-Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur le côté ouest de la rue Pigeon, entre les rues Amiens et Charleroi, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le numéro onze cent sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-huit (38-1107) aux susdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret formé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, P. Q., LUNDI, le SEIZE DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½, conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexnadre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P. Q. BE 3324.
BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P. Q. 46363-45-2-o

Province de Québec, district de Montreal Cour supérieure N° 3234 (1956) "En faillite" Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q., débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné, que l'immeuble suivant, savoir:

Adjudication price shall be $1,000.00.

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustees.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, St. James St. West,
Montreal, P.Q. BE 3324.
OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James St. West,
Montreal, P.Q. 46366-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956), "Sitting in bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P. Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, joint trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: A lot of land fronting on the west side of Pigeon Street, between Amiens and Charleroi Streets, in the town of Montreal-North, known and designated under number eleven hundred and seven of the official subdivision of original lot number thirty-eight (38-1107) on the abovementioned official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, with building erected thereon.

Shall be sold in accordance with a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to Law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, Room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P. Q., MONDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER 1957, at TWO o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to Law. The upset price shall be in the amount of $1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, joint trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P. Q. BE 3324.
OFFICE OF: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, P. Q. 46363-45-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 3234 (1956) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the Bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., Debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur le côté ouest de la rue Bellevois, entre les rues Amos et Bayonne, en la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro neuf cent vingt-neuf de la subdivision du lot originaire numéro quarante-cinq (45-929) auxdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q. LUNDI, le SEIZE DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus, du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½%, conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P. Q. BE 3324.
BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. 46364-45-2-o

Description: A lot of land fronting on the west side of Bellevois Street, between Amos and Bayonne Streets, in the Town of Montreal-North, District of Montreal, known and designated under number nine hundred and twenty-nine of the subdivision of original lot number forty-five (45-929) on said official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, with building erected thereon.

Shall be sold, in accordance with a Judgment of the Superior Court, for the District of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to Law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, Room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q., MONDAY the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to Law. The upset price shall be in the amount of $1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P.Q., BE 3324.
OFFICE OF: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. 46364-45-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite" Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830 rue Lamoureux, Montréal, P.Q. débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front sur la rue Hénault en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le lot numéro quatre cent dix-neuf du lot originaire numéro trente-sept (37-419) au plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-neuf pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., VENDREDI le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heure de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

La mise à prix sera de $1,000.00.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q. debtor and Yvan Massé & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: An emplacement fronting on Hénault Street in the town of Montreal-North, known and designated under lot number four hundred and nineteen of original lot number thirty-seven (37-419) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-five feet in width by eighty-nine feet in depth, English measure, and more or less, with buildings erected thereon.

Shall be sold, in accordance with of a Judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, at the Court House, room 219, 100 Notre-Dame Street East, Montreal, P.Q. FRIDAY the THIRTEENTH day of DECEMBER 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

The upset price shall be in the amount of $1,000.00

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% pursuant to the law.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

Bureau de: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques-Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.
Bureau de: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques-Ouest,
Montréal, Québec. 46361-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillitte". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q., débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front sur la rue Hénault en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le lot numéro quatre cent vingt du lot originaire numéro trente-sept (37-420) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., VENDREDI, le TREIZE DÉCEMBRE 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.
BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal. 46362-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 3234 (1956) "En Faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur 10830, rue Lamoureux, Montréal, Québec, débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

For further information and the list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

Office of: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. BE 3324.
Office of: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, Quebec. 46361-45-2

Province of Quebec, district of Montreal' Superior Court No. 3234 (1956) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the Bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, joint trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: An emplacement fronting on Hénault Street in the town of Montreal-North, known and designated under lot number four hundred and twenty of original lot number thirty-seven (37-420) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-five feet in width by eighty-nine feet in depth, English measure, and more or less, with building erected thereon.

Shall be dold in accordance with a Judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered October 10, 1957, by public auction according to law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the office of the Sheriff, in the Court House, Room 219, 100 Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q., FRIDAY, the THIRTEENTH day of DECEMBER 1957, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½ according to law. The upset price shall be in the amount of $1,000.00.

For further information and list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, Joint Trustee.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint Trustee.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. BE 3324.
OFFICE OF: YVAN MASSE,
57 St. James Street, West,
Montreal, P.Q. 46362-45-2

Province of Quebec, district of Montreal' Superior Court, No. 3234 (1956) "In Bankruptcy" in the matter of the bankruptcy of Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint Trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Désignation: Un emplacement ayant front sur la rue Balzac, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le lot numéro mille cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire cinquante (50-1059) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur mesure anglaise, et plus ou moins, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, JEUDI le DOUZE DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

Bureau de: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Québec, BE 3324.
Bureau de: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Québec. 46267-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur 10830, rue Lamoureux, Montréal, P.Q., débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un lot de terre ayant front sur la rue Tanguay, du côté est, entre les rues de la Gare et le Boulevard Henri-Bourassa, en la ville de Montréal-Nord, connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-et-un (31-242) aux susdits plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec bâtisse dessus construite.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédure civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100 rue Notre-Dame Est, Montréal, P.Q., VENDREDI, le TREIZE DÉCEMBRE 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

La mise à prix sera de $1,000.00.

Designation: An emplacement having frontage on Balzac Street, in the town of Montreal-North, known and designated under lot number one thousand fifty-nine of the official subdivision of the original lot fifty (50-1059) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, English measure, and more or less, with building thereon erected.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, Court House, room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., THURSDAY, DECEMBER TWELVE, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to law.

Adjudication price shall be $1,000.00.

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint-Trustees.

Office of: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31 St-James St. West,
Montreal, BE 3324.
Office of: YVAN MASSE,
57, St. James St. West,
Montreal, P.Q. 46367-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In bankruptcy" in the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10830 Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, joint trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: A lot of land having frontage on Tanguay Street, on the East side, between de la Gare St., and Henri-Bourassa Boulevard, in the city of Montreal-North, known and designated under number two hundred and forty-two of the official subdivision of the original lot number thirty-one (31-242) on the above said official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Recollet, with building thereon erected.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of civil procedure, at the Sheriff's Office, Court House, room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., FRIDAY, THIRTEENTH day of DECEMBER 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% accroding to law.

Adjudication price shall be $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.
BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. 46370-45-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 3234 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Jean-Paul Dupéré, entrepreneur, 10,830, rue Lamoureux, Montréal, Qué., débiteur et Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Une maison érigée sur la partie nord-est du lot 2, resubdivision du lot 37, subdivision du lot original 60 aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, division d'enregistrement de Montréal, bornée au nord-est par le lot 60-37-1, au sud-est par le lot 60-38, au sud-ouest par la partie sud-ouest dudit lot 60-37-2 et au nord-ouest par le lot 60-36 (rue de Castille), mesurant 22 pieds et 8 pouces de largeur (front sur la rue de Castille), 22 pieds et 1 pouce de largeur à l'arrière par une profondeur de 71.8 pieds dans la ligne nord-est, 72.44 pieds dans la ligne sud-ouest, et contenant en superficie 1,613.6 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 octobre 1957, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, chambre 219, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, Qué., JEUDI, le DOUZE DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

La mise à prix sera de $1,000.00.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres informations et cahier des charges s'adresser à J. Alexandre Dansereau, Syndic-conjoint.

Daté à Montréal, le 5 novembre 1957.

Les Syndics,
YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Syndic-conjoint.

BUREAU DE: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. BE 3324.
BUREAU DE: YVAN MASSE,
57, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. 46369-45-2-o

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, joint-trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint-Trustees.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, St-James St. West,
Montreal, P.Q. BE 3324.
OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James St. West,
Montreal, P.Q. 46370-45-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3234 (1956) "In Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Jean-Paul Dupéré, contractor, 10,830, Lamoureux Street, Montreal, P.Q., debtor, and Yvan Masse & J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: A house erected on the northeast part of lot 2, resubdivision of lot 37, subdivision of the original lot 60 on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, registration division of Montreal, bounded on the northeast by lot 60-37-1, on the southeast by lot 60-38, on the south by the southwest part of the said lot 60-37-2 and on the northwest by lot 60-36 (Castille Street), measuring 22 feet and 8 inches in width (frontage on Castille Street), 22 feet and 1 inch in width in rear by a depth of 71.8 feet in the northeast line, 72.44 feet in the southwest line, and containing in area 1,613.6 square feet, the whole English measure.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered October 10, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, Court House, Room 219, 100 Notre-Dame East, Montreal, P.Q., THURSDAY, DECEMBER TWELVE, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Adjudication price shall be $1,000.00.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Governement rights of 2½% according to law.

For further information and list of charges, please communicate with J. Alexandre Dansereau, Joint-Trustees.

Dated at Montreal, November 5, 1957.

YVAN MASSE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Joint-Trustees.

OFFICE OF: J. ALEXANDRE DANSEREAU,
31, St. James St. West,
Montreal, P.Q. BE 3324.
OFFICE OF: YVAN MASSE,
57, St. James St. West,
Montreal, P.Q. 46369-45-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 415,342, Jean-Jacques Prairie, demandeur, vs Léon-Paul Préfontaine *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Roger Brossard, le 3 juin 1957, dans une cause dans laquelle Jean-Jacques Prairie, étudiant, de la cité et du district de Montréal, est demandeur, et Léon-Paul Préfontaine, bourgeois, et Roland Prairie, voyageur de commerce, tous deux de la cité et du district de Montréal, et Dame Germaine Préfontaine, épouse séparée de biens de Sylva Sills, de St-Calixte, district de Joliette, et ledit Sylva Sills, des mêmes lieux, pour autoriser et asissster son épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

a) "Un immeuble ayant front sur la rue Jeanne-Mance, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-neuf (169-Ptie 43) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Laurent, mesurant vingt et un pieds et deux pouces (21'2") de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée, en front, par ladite rue Jeanne-Mance, en arrière, par une ruelle, des deux côtés, par d'autres parties de ladite subdivision numéro quarante-trois: la ligne du côté nord-ouest dudit emplacement est à une distance de onze pieds et six pouces (11'6") de la ligne nord-ouest de la dite subdivision en front ou de la ligne de la rue et à une distance de dix pieds et huit pouces de la ligne limite nord-ouest de ladite subdivision en arrière ou de la ligne de la ruelle; le tout tel que montré en vert sur un plan de ladite propriété annexé à un acte de vente de Andrew Baile à Lewis P. Meade, passé devant Me R. B. Hutcheson, notaire, le 13 février 1913 et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal-Est sous le N° 90,359.

Avec toutes bâtisses dessus construites et celle portant particulièrement les numéros diviques 2073 et 2075 de ladite rue Jeanne Mance, Montréal, et dont les deux murs latéraux sont mitoyens."

b) "Un emplacement ayant front sur la rue Jeanne-Mance en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant composé de la partie nord-ouest mesurant quatorze pieds et quatre pouces (14'4") de largeur de la subdivision officielle du lot numéro quarante-trois, et de la partie sud-est mesurant sept pieds et deux pouces de largeur de la subdivision du lot numéro quarante-quatre, tous deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-neuf (Ptie N.-O. de 169-43 et Ptie S.-E. de 169-44) tous des plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Laurent, mesurant ledit emplacement vingt et un pieds et six pouces (21'6") de largeur par environ quatre-vingt-dix-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et borné, en front, par la rue Jeanne-Mance, en arrière, par une ruelle de dix-huit pieds de largeur au nord-ouest par le résidu dudit lot N° 169-44 et, du côté sud-est, par le résidu dudit lot N° 169-43, ci-dessus décrit; le tout tel que montré en vert sur un plan de ladite propriété annexé à un acte de vente de

Sales by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 415,342, Jean-Jacques Prairie, plaintiff vs Léo-Paul Préfontaine *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Roger Brossard, on the 3rd day of June 1957, in a case in which Jean Jacques Prairie, student, of the city and district of Montreal, in Plaintiff, and Léon Paul Préfontaine, gentleman, and Roland Prairie, commercial traveller, both of the city and district of Montreal, and Dame Germaine Préfontaine, wife separated as to property of Sylva Sills, of St. Çalixte, district of Joliette, and the said Sylva Sills, of the same place, to authorize and assist his wife for the purposes of these presents, are defendants, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

a) "An immoveable fronting on Jeanne Mance street, in the city of Montreal, known and designated as being part of lot number forty-three of the official subdivision of the original lot number one hundrde and sixty-nine (169-Pt. 43) on the official plan and book of reference of St. Laurent Ward, measuring twenty-one feet and two inches (21'2") in width by ninety-eight feet and six inches in depth, English measure and more or less, and bounded, in front, by the said Jeanne Mance street, in rear by a lane, on both sides by other parts of the said subdivision number forty-three: the line on the north side of said emplacement is at a distance of eleven feet and six inches (11'6") of the north-west line of the said subdivision in front or of the street line and at a distance of ten feet and eight inches of the north-west limit line of the said subdivision in rear or of the lane line; the whole as shown in green on a plan of said property attached to a Deed of Sale by Andrew Baile to Lewis P. Meade, executed before Me R. B. Hutcheson, notary, on the 13th of February 1913, copy of which has been registered in the registry office of Montreal east under No. 90,359.

With all buildings thereon erected and particularly the one bearing civic numbers 2073 and 2075 of said Jeanne Mance street, Montreal, and of which both side walls are mitoyens."

b) "An emplacement fronting on Jeanne Mance street, in the city of Montreal, known and designated as being composed of the north west part, measuring fourteen feet and four inches (14'4") of the official subdivision of lot number forty-three, and of the south east part measuring seven feet and two inches in width of the subdivision of lot number forty-four, both of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty-nine (N.W. Pt. of 169-43 and S. E. Pt. of 169-44) all on the official plan and book of reference of St. Laurent Ward, measuring said emplacement twenty-one feet and six inches (21'6") in width by about ninety-seven feet in depth, English measure and more or less and bounded, in front by Jeanne Mance street, in rear by a lane of eighteen feet in width to the north-west by the residue of said lot number 169-43, hereinabove described; the whole as shown in green on a plan of the said property attached to a Deed of Sale by Andrew Baile to Lewis P. Meade, executed before Me R. B. Hutcheson, notary, on the 13th of February

Andrew Baile à Lewis P. Meade, passé devant Me R. B. Hutcheson, notaire, le 13 février 1913 et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Montreal-Est sous le N° 90,359.

Avec toutes bâtisses dessus construites et celle portant particulièrement le numéro civique 2079 de ladite rue Jeanne-Mance, Montréal, et dont les murs arrières sont motiyens avec les bâtisses voisines."

Avis est aussi donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Ignace-J. Deslauriers du 24 octobre 1957, les immeubles ci-dessus décrits seront vendus en bloc ainsi que les meubles qui s'y trouvent, savoir: les frigidaires des appartements 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, des immeubles portant les numéros civiques 2075 et 2079, rue Jeanne-Mance, ainsi que les meubles meublant l'appartement 5 de l'immeuble portant le numéro civique 2075, rue Jeanne-Mance, et ceux meublant l'appartement 5 de l'immeuble portant le numéro civique 2079, rue Jeanne-Mance à Montréal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUIT DÉCEMBRE 1957, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de deux mille cinq cents dollars sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 12 novembre 1957.

Les Procureurs du demandeur,
NANTEL, MERCURE
& SURPRENANT.

46425-46-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 419262, André Maheu, demandeur, vs Dame Florida Bibaud *et al*, défenderesses.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable Juge Georges S. Challies, le 5 novembre 1957, dans une cause dans laquelle André Maheu, employé civil, résidant et domicilié au numéro 7952 rue Raoul, dans les cité et district de Montréal, est demandeur, et Dame Florida Bibaud, veuve en premières noces et non remariée de Joseph Maheu, de son vivant rentier, domiciliée dans les cité et district de Montréal; Julien Maheu, livreur, domicilié au N° 10787 rue St-Denis, dans les cité et district de Montréal; Dame Lucie Maheu, épouse contractuellement séparée de biens de Maurice Fortin, employé civil, et ledit Maurice Fortin pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, si besoin est, tous deux domiciliés au N° 9970 Place Guillaume Chambon, dans les cité et district de Montréal; Dame Jeanne Maheu, épouse contractuellement séparée de biens de

With all buildings thereon erected and particularly the one bearing civic number 2079 of said Jeanne Mance street, Montreal, and of which the rear walls are mitoyens with the adjoining buildings."

Notice is also given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice Ignace J. Deslauriers, on October 24th 1957, the immoveables hereinabove described will be sold en bloc together with the furniture which may be found in the said immoveables, except the frigidaires in apartments 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11 of the immoveables bearing divic numbers 2075 and 2079 Jeanne Mance street, and the furniture in apartment 5 of the immoveable bearing No. 2075 Jeanne Mance street and apartment 5 of the immoveable bearing No. 2079 Jeanne Mance street, Montreal.

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1957, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of two thousand five hundred dollars shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, November 12th 1957.

NANTEL, MERCURE
& SURPRENANT,
Attorneys for plaintiff.

46425-46-2-o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 419262, André Maheu, plaintiff, vs Dame Florida Bibaud *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Georges S. Challies, on the 5th day of November, 1957, in a case in which André Maheu, civil employee, residing and domicilied at No. 7952, Raoul Street, in the city and district of Montreal, is plaintiff, and Dame Florida Bibaud, unremarried widow of Joseph Maheu, in his lifetime gentleman, domiciled in the city and district of Montreal; Julien Maheu, delivery-man, residing at No. 10787, St. Denis Street, in the city and district of Montreal; Dame Lucie Maheu, wife separate as to property of Maurice Fortin, civil employee, and the said Maurice Fortin to authorize and assists his wife, as far as may be necessary, both being domiciled at No. 9970 Place Guillaume Chambon, in the city and district of Montreal; Dame Jeanne Maheu, wife separate as to property of Marc Roberge, merchant, and the said Marc

Marc Roberge, marchand, et ledit Marc Roberge pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, si besoin est, tous deux domiciliés à Ville St-Georges, comté de Beauce, district de Beauce, sont défendeusr, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé à Montréal, dans le quartier Ahuntsic, rue St-Denis, composé du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-cinq (465) de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quarante-six (246-465) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sault-au-Récollet, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec toutes les constructions desus érigées et notamment celles portant le numéro 10787 et 10789 de ladite rue St-Denis, avec toutes les servitudes qui y sont attachées et tous les autres droits inhérents, tel que le tout se trouve présentement.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé, au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUIT JANVIER 1958, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à tout autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille cinq cents dollars sera exigé avant la vente de cet immeuble de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 18 novembre 1957.

Le Procureur du demandeur,
46480-47-2-o ÉMILE TROTTIER.

Roberge to authorize and assists his wife, as far as may be necessary, both being domicilied in the town of St. Georges, Beauce, county district of Beauce, are defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

An emplacement situated in Montreal, in the Ahuntsic ward, on St. Denis Street, known and disignated as being subdivision lot number four hundred and sixty-five (465) of the original lot number two hundred and forty-six (246-465) upon the Official Plan and in the Book of References of the parish of Sault-au-Recollet, measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, with all the buildings thereon erected and more particularly those bearing civic numbers 10787 and 10789 of St. Denis Street, with all servitudes thereto attached and all others inherents rights, as the whole now subsists.

The above described immoveables will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder, on the EIGHTH day of JANUARY 1958, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and consditions mentioned in the list of Charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit on one thousand and five hundred dollars shall be exacted before the sale from each and every bidder.

Montreal, November 18th, 1957.

ÉMILE TROTTIER,
46480-47-2-o Attorney for Plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec

District de Montréal

VILLE DE MACKAYVILLE

Avis public est donné que les immeubles ci-après décrits, faisant tous partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, seront vendus aux enchères, à l'Hôtel-de-Ville, de la ville de Mackayville, au N° 3350, Grande Allée, le QUATORZE DÉCEMBRE prochain (1957), à DIX heures (10.00 a.m.) de l'avant-midi, à moins que les taxes et cotisations municipales, scolaires et d'église dues pour tels immeubles, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant cette date, savoir:

Sale for Taxes

Province of Quebec

District of Montreal

TOWN OF MACKAYVILLE

Public notice is hereby given that the immoveables hereafter described, all forming part of the Official Plan and Book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, shall be sold by auction, at the city Hall of the town of Mackayville, number 3350, Grande Allée, on the FOURTEENTH of DECEMBER next (1957), at TEN o'clock in the forenoon (10.00 a.m.), unless municipal, school and church taxes due, together with costs, be paid before that date, namely:

Cadastre — Cadastral	Subdivisions — Subdivisions	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes d'égl. — Church taxes	Total
204.....	34 & 35.....	Joseph-L. Saint-Pierre, 1432, rue Albert, Mackayville.	$215.02	$296.03	$ 50.64	$561.69
204.....	84 & 85.....	Honoré Bélair, fils-son, 1824, rue Albert, Mackayville.	105.33	109.53	35.06	249.92
204.....	86.....	Honoré Bélair, fils-son, 1824, rue Albert, Mackayville.	20.30	34.39	8.76	63.45
204.....	424 & 425....	Gérard Laurent, 1456, rue Laurier, Mackayville.	134.52	191.85		326.37
204.....	504 & 505....	Paul Lévesque, 10687, rue Delorimier, Montréal.	140.25	104.10	17.57	261.52
204.....	665.....	Gaston Rousseau, 1888, rue Cartier, Mackayville	309.65	495.75	69.75	875.15
204.....	667.....	Raymond Lalonde, 1904, rue Cartier, Mackayville.	113.03	74.50	56.48	244.01
205.....	229 à-at 231..	Albert Long (Erigène Godin), 1608, rue Godin, Mackayville.	64.84	87.83	—	152.67
205.....	396 à-at 399..	O. T. Davis (Mme-Mrs. Percy Ed. Meilleur (Miller), Morelos, Mexico.	188.80	252.45	33.58	474.83
206.....	4-2, 4-3 & 5-1.	F. Mikolajisyn, 1847, rue Holmes, Mackayville.	223.44	548.28	109.06	880.78
206.....	81-1.....	John D. Stewart, 1842, rue De Gaule, Mackayville.	97.78	79.59		177.37
206.....	127.....	Joseph A. Rivard, 1642, rue Nielson, Mackayville.	100.62	118.10	42.85	261.57
206.....	130.....	Alcide Provost, 1660, rue Nielsen, Mackeyville.	73.90	45.58	37.49	156.97
206.....	272 & 273....	Mike Gaudreau (A. K. Nielsen), 1468, rue Holmes, Mackayville.	141.41	138.92	32.14	312.47
206.....	336 & 337....	Frank Flynn, 1221, rue Nielsen, Mackeyville...	91.24	31.46		122.70
207.....	113.....	Jean-Paul Cousineau, 1792, rue Roosevelt, Mackayville.	275.23	348.54		623.77
207.....	114.....	J. Goyette, (A. L. Caron), 1775, rue Roosevelt, Mackayville.	70.36	84.95		155.31
207.....	128.....	Emile Therrien, (A. L. Caron), 1856, rue Roosevelt, Mackayville.	104.22	94.20		198.42
207.....	137.....	Jean-Paul Cousineau, 1792, rue Roosevelt, Mackayville.	341.76	396.61		738.37
207.....	147.....	Stanislas Grégoire, 3663, Grande Allée, Mackayville.	156.48	249.21		405.69
207.....	162.....	James Powell, 1767, rue Montgomery, Mackayville.	116.24	77.26		193.50
207.....	191 à-at 194..	Philippe Marchand (Corporation Episcopale Catholique-Romaine de St-Jean-de-Québec), 1695, rue De Gaule, Mackayville.	308.03	316.00	91.53	715.56
207.....	308 & 309....	John Distasio, (A. Louis Caron).....	63.12	23.30		86.42
208.....	78 & 79.....	Donat Wagner, 1831, rue Walnut, Mackayville.	199.68	166.91		366.59
208.....	202 & 203....	D. Amyotte, (Adolphe-Louis Caron), 1640, rue Montgomery, Mackayvillè.	71.16	84.60		155.76
208.....	206 & 207....	Claude Smith, (Adolphe-Louis Caron), 301, 7ème avenue, Ville La Salle.	29.73	22.98		52.71
209.....	624.....	Mme E. Lassonde, (Commission Hydro-Electrique de Québec), 355, Lake Shore, Pointe-Claire.	1.65	10.27		11.92
212.....	30.....	Roland Ranalli, (Wm Murray & *al.*), 737, rue Imperial, Montréal.	14.35	13.65		28.00
212.....	513.....	Paul Igaz (Ernest John Eddolls), 4041, rue Grande Allée, Mackayville.	33.92			33.92
212.....	518 & 519....	Henri Drolet, 2605, rue Wellington, Verdun....	48.77	34.10		82.87
212.....	831 & 832....	Lucien Trottier (Mtl Acc. Corp.), 1426, rue Balmoral, Mackayville.	71.39	38.98		110.37
212.....	851 à-at 853..	Georges Duberger, 1650 ouest, Dorchester, Mackayville.	17.91	16.14		34.05
212.....	927 & 928....	Léon Bertrand, 1413, rue Saint-Hubert, Mackayville.	54.76			54.76
212.....	1057 à-at 1059.	Harold Leblond (Paul Igaz), 3375, rue Mackay, Mackayville.	27.31	5.31		32.62
212.....	1060 à-at 1062.	Jos. Sunderland (Paul Igaz), 1497, rue Argyle, Montréal.	61.72	9.80		71.52
212.....	1266 à-at 1269.	Yvan Kusnieswzkys (Paul Igaz), 3688, Jeanne-Mance, Montréal.	5.61	10.73		16.34
233.....	49.....	Jeannine Lemieux, épouse de-wife of Roland Lavallée, 3664, rue Mackay, Mackayville.	175.68	137.70		313.38
233.....	65.....	Théophile Paquette, 3639, Grand Boulevard, Mackayville.	99.21			99.21
233.....	96.....	J.-Léopold Vanier, 3736, Grand Boulevard, Mackayville.	69.56	40.95		110.51
233.....	98.....	Réal Lazure, 3599, rue Mance, Mackayville...	283.86	243.48		527.34
233.....	109.....	Achille Ainsley & *al.*, 3687, rue Mance, Mackayville.	187.49	210.91		398.40
233.....	113 & 114....	Claude Gauthier, 1753 ouest-west, Notre-Dame, Montréal.	188.81	280.54		469.35
233.....	225.....	Albert Painchaud (Adolphe-Louis Caron), 3752, rue Mackay, Mackayville.	152.80	189.28		342.08
233.....	229 & 230....	Fernand Gaudreau (Jos.), 23, 5ème rue, Montgomery, P. Q.	23.62			23.62
233.....	237.....	W. Driver (Adolphe-Louis Caron), 3848, rue Mackay, Mackayville.	67.78	95.47		163.25
233.....	241.....	Gaston Crevier (Adolphe-Louis Caron), 3751, Grand Boulevard, Mackayville.	47.07	40.41		87.48
233.....	331.....	Adrien Malouin, 3856, rue Mont-Royal, Mackayville.	85.72	92.11		177.83
233.....	332.....	Adrien Malouin, 3856, rue Mont-Royal, Mackayville.	323.50	507.75		831.25
233.....	383 à-at 385..	J. A. Smith (Adolphe-Louis Caron), 3892, rue Mackay, Mackayville.	262.63	149.52		412.15

Cadastre — Cadastral	Subdivisions — Subdivisions	Propriétaires — Owners	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes d'église — Church taxes	Total
233.....	394.....	Antoine Trudeau (Adolphe-Louis Caron), 530, rue Dézery, Montréal.	166.37	95.47		261.84
233.....	463.....	Léopold Denis (Adolphe-Louis Caron), 1673, rue Champlain, Montréal.	140.78	242.29		383.07
233.....	478.....	J.-M. Laroche, 3912, rue Mont-Royal, Mackayville.	169.56			169.56
234.....	P. 419.....	Dieudonnée Lavallée, 2013, boulevard Edouard, Mackayville.	127.05	238.85		365.90
Mesurant quinze pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée en front par le boulevard Edouard, au nord-ouest par le lot No 234-423, au sud-ouest par le lot No 234-420 et au nord-est par le résidu du lot No 234-419.		Measuring fifteen feet in width by ninety feet in depth, english measure, bounded in front by Edouard Boulevard, to the north-west by lot No. 234-423, to the south-vest by lot No. 234-420 and to the north-east by the residue of lot No. 234-419.				
235.....	144 & 145....	James I. Johnstone, jr., P. O. Box 102 St-Henri, Montréal.	358.00	290.64		648.64

Mackayville, le huit novembre mil neuf cent cinquante-sept.

Le Secrétaire-trésorier,
46400-46-2-o ROBERT LE MYRE.

Mackayville, November eighth, nineteen hundred and fifty-seven.

ROBERT LE MYRE,
46400-46-2-o Secretary-treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présett donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
district d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 12,582. { LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DU COMTÉ D'ARTHABASKA, corps politique dûment incorporé, ayant son siège social à Warwick, district d'Arthabaska, demanderesse vs ARMAND JALBERT, de St-Paul de Chester défendeur et Me CLAUDE PERRON, notaire, Arthabaska, es-qualité de curateur au délaissement, mis-en-cause.

"Une terre connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de St-Paul de Chester, sous les numéros cent soixante-quatre (164) et cent soixante-cinq (165) contenant environ cent soixante-deux acres en superficie, plus, ou moins, prenant d'un bout au sud-ouest au huitième rang, du côté sud-est à Paul Pellerin et du côté nord-ouest à Grégoire Fréchette et aux terres du rang Craig-Sud, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, MERCREDI le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 28 octobre 1957. 46276-44-2-o

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 12,582. { LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DU COMTÉ D'ARTHABASKA, a body politic duly incorporated having its head office at Warwick, district of Arthabaska, plaintiff vs ARMAND JALBERT, of St. Paul de Chester, defendant, and Me CLAUDE PERRON, notary, Arthabaska, es-qualité of Curator to the surrender, mis-en-cause.

"A farm known and designated on the official cadastre of the parish of St. Paul de Chester, under the numbers one hundred and sixty-four (164) and one hundred and sixty-five (165) containing about one hundred and sixty-two acres in area, more or less, taking one end at the southwest of the eighth range, on the southeast side of Paul Pellerin's and on the northwest side of Grégoire Fréchette and on the farms of range Craig-South, with all the structures thereon erected, circumstances and dependencies"

To be sold at the parochial church door of St. Paul de Chester, county of Arthabaska, WEDNESDAY, the FOURTH day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, October 28, 1957. 46276-44-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Québec

St-Joseph de Beauce, N° 79,808. à savoir: { UNIVERSAL LOAN FINANCE CORPORATION, corps politique et incorporé, léga-

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Quebec

St-Joseph de Beauce, No. 79,808. to wit: { UNIVERSAL LOAN FINANCE CORPORATION, a body politic and incorporated, le-

lement constitué, ayant son siège social à 699 Blvd Charest, dans les cité et district de Québec, contre WILLIE DROUIN, domicilié à St-Joseph, comté et district de Beauce, à savoir:

Un terrain ou emplacement, en le village de St-Joseph de Beauce, côté sud-ouest de la rue Ste-Thérèse, contenant cinquante-sept pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, borné en avant au nord-est à ladite rue Ste-Thérèse, en arrière au sud-ouest à une rue, d'un côté au sud-est au lot cinq cent trente et au nord-ouest au terrain de M. Vénérand Roy ou représentants; lequel terrain ou emplacement fait partie du lot numéro cinq cent trente-et-un (P. 531) du cadastre de St-Joseph de Beauce, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Joseph de Beauce, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
le 19 novembre 1957. 46487-47-2-o

[Première insertion: 23 novembre 1957]
[Seconde insertion: 7 décembre 1957]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 3,234. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs RÉGIS ROBIDOUX, de St-Joseph d'Huntingdon, comté d'Huntingdon, district de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Godmanchester sous le numéro deux cent cinquante et un (251), mesurant environ cent acres en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées".

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph d'Huntingdon, comté d'Huntingdon, district de Beauharnois, le VENDREDI, VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
ce 15 novembre 1957. 46488-47-2-o

[Première publication le 23 novembre 1957]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis

District de Gaspé

Cour Supérieure, N° 4,642. SOUTH BAY LUMBER CO. LTD & J. R. KEAYS, Gaspé, requérants; contre JOSEPH GEORGES PLOURDE, Rivière au Renard, intimé.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:

Lot N° 217-2, canton Fox, faisant partie du lot 48 de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par le premier rang ouest, au nord-est par les lots 222, 221-1 et 221-2, au sud-est par le Boulevard Perron et la Rivière-au-Renard, au sud-ouest par le lot 217-1; mesurant deux cent quinze pieds (215') de largeur sur une profondeur moyenne de

gally constituted, having its head office at 699 Charest Blvd, in the city and district of Quebec, against WILLIE DROUIN, domiciled at St. Joseph county and district of Beauce, to wit:

A lot of land or emplacement in the village of St-Joseph of Beauce, southwest side of Ste-Thérèse Street, containing fifty-seven feet in depth, the whole English measure, bounded in front on the northeast by the said Ste-Thérèse Street, in rear, on the southwest by a street, on one side on the southeast, by lot five hundred and thirty and on the northwest, by the land of Mr. Vénérand Roy, or representatives; which land or emplacement forms part of lot number five hundred and thirty-one (Pt. 531) of the cadaster of St-Joseph de Beauce, with building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door, in the parish of St. Joseph de Beauce, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
November 19, 1957. 46484-47-2

[First insertion: November 23, 1957]
[Second insertion: December 7, 1957]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, No. 3,234. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office at Quebec, plaintiff, vs RÉGIS ROBIDOUX, of St-Joseph of Huntingdon, county of Huntingdon, district of Beauharnois, defendant.

As belonging to the defendant:

"That lot of land known and designated on the official plan and book of reference, of the township of Godmanchester, under the number two hundred and fifty-one (251), measuring about one hundred acres, in superficies, more or less, with all the buildings thereon erected."

To be sold in block, at the parochial church door of St-Joseph of Huntingdon, county of Huntingdon, district of Beauharnois, FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
November 15, 1957. 46488-47-2

[First publication November 23, 1957]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis

District of Gaspé

Superior Court, No. 4,642. SOUTH BAY LUMBER CO. LTD & J. R. KEAYS, Gaspé, petitioner; against JOSEPH GEORGES PLOURDE, Rivière au Renard, respondent.

Properties for sale are the following:

Lot No. 217-2, township of Fox, forming part of lot 48 of the primitive survey, bounded on the northwest by the first range west, on the northeast, by lot 222, 221-1 and 221-2, on the southeast by the Perron Boulevard and the Rivière-au-Renard, on the southwest by lot 217-1; measuring two hundred and fifteen

cinq mille sept cent dix pieds (5,710′) contenant en superficie vingt-huit acres et onze centièmes (28.11).

Lot N° 565-3, canton Fox, formant partie du lot 5 de l'arpentage primitif. Borné au nord par le N° 566-1 au sud-est par l'ancien chemin, au sud par le lot N° 565-2, à l'ouest par la partie non subdivisée du canton Fox, mesurant (271′) deux cent soixante-onze pieds de largeur par une profondeur moyenne de (4,630′) quatre mille six cent trente pieds: contenant en superficie vingt-huit acres et quatre-vingt centièmes (28.80).

Pour être vendues à la porte de l'église de Rivière au Renard, MERCREDI, le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 25 octobre 1957. 46277-44-2-o

feet (215′) in width by an average depth of five thousand seven hundred and ten feet (5,710′) containing in area twenty-eight acres and eleven hundredths (28.11).

Lot No. 565-3, township of Fox, forming part of lot 5 of the primitive survey. Bounded on the north by No. 566-1, on the southeast by the old road, on the south by No. 565-2, on the west, by the unsubdivided part of Fox township, measuring (271′) two hundred and seventy-one feet in width by an average depth of (4,630′) four thousand six hundred and thirty feet: containing in area twenty-eight acres and eighty hundredths (28.80).

To be sold at the church door of Rivière au Renard, WEDNESDAY, the FOURTH day of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, October 25, 1957. 46277-44-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, N° 4308. JAMES S. WATT, marchand de gros, Petite-Rivière-Ouest, requérant; contre LAWRENCE WHITE, Prével, Gaspé, P. Q., intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

Un certain magasin érigé sur une partie du lot N° A-1, bloc A, rang du Bois Brûlé, canton de Douglas, comté de Gaspé.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Georges de Malbaie, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., 19 novembre 1957. 46505-47-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé

Superior Court, No. 4308. JAMES S. WATT, wholesale merchant, Petite-Rivière-West, petitioner, against LAWRENCE WHITE, Prével, Gaspé, P. Q., respondent.

The property for sale is the following:

A certain store erected on part of lot No. A-1, bloc A, range of Bois Brûlé, township of Douglas, county of Gaspé.

To be sold at the church door of St-Georges de Malbaie, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., November 19, 1957. 46505-47-2-o

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 4819. JOSEPH SAMUEL ARMAND GAGNÉ, contracteur, domicilié à Perkins, district de Hull, demandeur, vs LOUIS MORRIS, autrefois marchand de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et maintenant de lieux inconnus, défendeur, & J. GINSBERG, domicilié au N° 41 rue Eardley, dans la ville d'Aylmer, district de Hull, en sa qualité de syndic aux biens de la succession dudit Louis Morris, et le registrateur du Bureau d'Enregistrement de Hull, dit district, mis-en-cause.

"Un certain camp (terrain non compris) érigé sur une partie du lot 13-A, rang 12, canton de Templeton, comté de Hull".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Antoine, à Perkins, district de Hull, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE, 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Ce 18 novembre, 1957. 46489-47-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District de Hull

Superior Court, No. 4819. JOSEPH SAMUEL ARMAND GAGNÉ, contractor, domiciled at Perkins, district of Hull, plaintiff, vs LOUIS MORRIS, heretofore merchant of the city of Ottawa, Province of Ontario, and presently of unknown parts, defendant, & J. GINSBERG, domiciled at No.41 Eardley, in the town of Aylmer, district of Hull, in his quality of trustee in the estate of the said Louis Morris, and the Registrar of the registration Office of Hull, said district, mis-en-cause.

"A certain camp (lot of land not comprised) erected on a part of lot 13-A, range 12, township of Templeton, county of Hull".

To be sold at the parochial church door of St. Antoine, at Perkins, district of Hull, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
November 18, 1957. 46489-47-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 12,009. PAUL FRÉCHETTE, cultivateur de St-Norbert, district de Joliette, en sa

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 12,009. PAUL FRÉCHETTE, farmer of St. Norbert, district of Joliette, in his

qualité de tuteur à sa fille mineure, Diane Fréchette, demanderesse vs DAME SARAH-BACON ROCHELEAU, GEORGES AIMÉ ROCHELEAU et ÉMILIEN ROCHELEAU, tous trois de St-Norbert, district de Joliette, défendeurs.

1° Contre la défenderesse Sarah Bacon-Rocheleau et/ou Émilien Rocheleau, suivant leurs intérêts:

a) Une terre située en la paroisse de St-Norbert, au sud-ouest du Ruisseau Bonaventure, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Norbert, sous les lots numéros trois cent cinquante-trois et trois cent cinquante-cinq (353-355) de la contenance de deux arpents et un quart de largeur sur une profondeur d'environ trente-huit arpents, plus ou moins, bornée: d'un bout au ruisseau Bonaventure, à l'autre bout, aux terres de Ste-Elisabeth, d'un côté, aux Nos. 354, 352, et de l'autre côté, au N° 356, avec les constructions dessus érigées.

b) Une terre à bois située en ladite paroisse de St-Norbert, et composée:

1° De la partie nord-ouest du lot numéro quatre cent trente-quatre (Ptie N.O. 434) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sans bâtisse, contenant un demi arpent de largeur sur la profondeur dudit lot N° 434 soit environ treize arpents, ainsi bornée: d'un bout, vers le nord-est, au lot N° 288, à l'autre bout, vers le sud-ouest, au lot N° 421, d'un côté, vers le sud-est, au reste dudit lot 434 ci-après décrit, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, au lot N° 435;

2° De la partie sud-est du lot numéro quatre cent trente-cinq (Ptie S.E. 435) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sans bâtisse, contenant un arpent de largeur sur la profondeur dudit lot N° 435, soit environ quatre arpents et huit perches, ainsi bornée: d'un bout, vers le nord-est, audit lot N° 288, à l'autre bout, vers le sud-ouest, aux Nos 421 et 422 dudit cadastre, d'un côté, vers le sud-est, à la partie ci-dessus décrite dudit lot N° 434, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, au résidu dudit lot N° 435.

2° Contre Sarah Bacon et/ou Georges Aimé Rocheleau.

a) Une terre située en ladite paroisse de St-Norbert, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Norbert, sous les lots numéros trois cent quarante-huit et trois cent quarante-neuf (348-349), avec les constructions dessus érigées, contenant environ soixante-treize arpents en superficie, de forme irrégulière; à distraire cependant dudit lot numéro trois cent quarante-neuf (349), la portion vendue à Louis Denis, par acte enregistré au bureau d'enregistrement de Berthier, sous le N° 28,959, actuellement la propriété de M. Émile Ducharme.

b) Une terre à bois située en ladite paroisse de St-Norbert, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du lot numéro quatre cent trente-quatre (434 Ptie) sans bâtisse, contenant un arpent et demi de largeur sur la profondeur dudit lot N° 434, soit environ treize arpents, ainsi bornée: d'un bout, vers le nord-est, au N° 289, à l'autre bout, vers le sud-ouest, aux Nos 420-421, d'un côté, vers le sud-est, au lot 433, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, à la sortie dudit lot N° 434 ci-dessus décrit.

3° Contre Émilien Rocheleau.

Le lot N° 109*b* aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Norbert, mesurant 60 pieds à sa façade et ¾ d'arpent à la profondeur

quality of tutor to his daughter, Diane Fréchette, plaintiff vs DAME SARAH-BACON ROCHELEAU, GEORGES AIMÉ ROCHELEAU and ÉMILIEN ROCHELEAU, all three of St. Norbert, district of Joliette, defendants.

1. Against the defendant Sarah Bacon-Rocheleau and/or Émilien Rocheleau, according to their interests:

a) A farm situated in the parish of St. Norbert, to the southwest of Bonaventure Brook, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of St. Norbert, under lots number three hundred and fifty-three and three hundred and fifty-five (353-355) containing two arpents and a quarter in width by a depth of some thirty-eight arpents, more or less, bounded: at one extremity by Bonaventure Brook, at the other by the farms of Ste. Elisabeth, on one side by Nos. 354, 352, and on the other side by No. 356, with structures erected thereon.

b) A timber land situated in said parish of St. Norbert and composed of:

1. The northwesterly part of lot number four hundred and thirty-four (P. N.W. 434) of the above official plan and book of reference, minus buildings, containing one half in width by the depth of said lot No. 434, that is some thirteen arpents, bounded thus: at one end, northeasterly, by lot No. 288, at the other end, southwesterly, by lot No. 421, on one side, southeasterly, by the residue of said lot 434 hereinafter described, and on the other side, north-westerly, by lot No. 435:

2. The southeasterly part of lot number four hundred and thrity-five (P. S.E. 435) on the above official plan and book of reference, minus buildings, containing one arpent in width by a depth of said lot 435, that is some four arpents and eight rods, thus bounded: at one end northeasterly by said lot 288, at the other end southwesterly by Nos. 421 and 422 of said cadastre, on one side southeasterly by that part of said lot No. 434 described hereinabove, and on the other side northwesterly by the residue of said lot No. 435.

2. Against Sarah Bacon and/or Georges Aimé Rocheleau.

a) A farm situated in said parish of St. Norbert, known and designated on the above official plan and book of reference of the said parish of St. Norbert, under lot numbers three hundred and forty-eight and three hundred and forty-nine (348-349), with structures erected thereon, containing some seventy-three arpents in area, of irregular shape; save and except however, that portion of said lot number three hundred and forty-nine (349) sold to Louis Denis, by deed registered at the Registry Office of Berthier, under No. 28,959, presently the property of Mr. Émile Ducharme.

b) A timber land situated in said parish of St. Norbert, known and designated on the above-mentioned official plan and book of reference as forming of lot number four hundred and thirty-four (P. 434) minus buildings, containing one arpent and a half in width by the depth of said lot No. 434, that is some thirteen arpents, thus bounded: at one end northeasterly by No. 289, at the other end southwesterly by Nos. 420-421, on one side southeasterly by lot 433, and on the other side northwesterly, by the outlet of said lot No. 434 described hereinabove.

3. Against Émilien Rocheleau.

Lot No. 109*b* of the official plan and book of reference of the cadastre of St. Norbert, measuring 60 feet in front and ¾ of an arpent in depth as

deur compris entre le ruisseau à l'arrière et le chemin à l'avant un chemin de ligne sur un côté l'emplacement de Georges Laporte et représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Norbert, le VENDREDI, VINGT-SEPTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 19 novembre 1957. 46490-47-2-o

between the brook in the rear and the front road a line road on one side of the emplacement of Geoges Laporte and representatives.

To be sold at the door of the parochial church of St. Norbert, FRIDAY the TWENTY-SEVENTH day of the month of DECEMBER 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, November 19, 1957. 46490-47-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19,738A. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs HÉLIODORE ST-PIERRE, de St-Émile d'Auclair, comté de Témiscouata, défendeur.

"Une terre contenant environ cent acres en superficie, connue sous le numéro trente-deux (32) rang ouest, canton Auclair, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances mais avec réserves des droits d'aqueduc et de passage suivant acte enregistré sous le numéro 98451".

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Émile d'Auclair, comté de Témiscouata, JEUDI, le CINQUIÈME (5e) jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, MARIUS D'AMOURS.
ce 23 octobre 1957. 46278-44-2-o
[Première insertion: samedi, le 2 novembre 1957.]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19,738A. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff vs HÉLIODORE ST-PIERRE, of St. Émile d'Auclair, county of Témiscouata, defendant.

"A farm containing about one hundred acres in area, known under number thirty-two (32), range west, township of Auclair, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies subject to rights-of-way and those of water-works according to registered deed number 98451".

To be sold at the door of the church of Saint Émile d'Auclair, county of Témiscouata, THURSDAY, the FIFTH (5th) day of DECEMBER 1957, at TWO o'clock in the afternoon, Daylight saving time.

MARIUS D'AMOURS,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
October 23, 1957. 46278-44-2
[First insertion: Saturday, November 2, 1957.]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 402,041. LUCILLE CHAURETTE, demanderesse vs DAME VVE. MARCEL MOUSSIN, défenderesse.

"Six lots de terre situés à Plage Laval, dans le comté de Laval, et connus sous les numéros cent quarante-et-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six (141, 142, 143, 144, 145, 146) du lot originaire numéro cent soixante-et-treize (173) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, dans le comté Laval, avec trois maisons y érigées."

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laval-Ouest, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 20 novembre 1957. 46506-47-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 402,041. LUCILLE CHAURETTE, plaintiff vs DAME MARCEL MOUSSIN, widow, defendant.

"Six lots of land situated at Plage Laval, in the County of Laval, and known under numbers one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five, one hundred and forty-six (141, 142, 143, 144, 145, 146) of original lot number one hundred and seventy-three (173) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose, in the county of Laval, with three houses erected thereon."

To be sold at the door of the parochial Church of the parish of Laval-Ouest, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER 1957, at ELEVEN o'clock in the morning

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 20, 1957. 46506-47-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 88,471. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, contre RAYMOND LALIBERTÉ, de Honfleur, comté

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 88,471. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, versus RAYMOND LALIBERTÉ, of Honfleur, county of Belle-

de Bellechasse, et MAURICE DeCOSTER, en sa qualité de syndic aux biens du cédant autorisé, présent défendeur, de la cité de Québec, mis-en-cause.

Les lots numéros deux cent quatre-vingt-deux (N° 282) deux cent quatre-vingt-trois (N° 283) deux cent quatre-vingt-cinq (N° 285) et deux cent quatre-vingt-dix-neuf (N° 299) du cadastre officiel pour St-Anselme, comté de Dorchester, maintenant annexés à Honfleur, comté de Bellechasse, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire dudit numéro deux cent quatre-vingt-cinq (N° 285) un morceau de terrain contenant quarante-cinq pieds (45′) de largeur en front sur quarante-cinq pieds (45′) de profondeur et de là quatre-vingt-dix pieds (90′) de largeur sur quarante-cinq pieds (45′) de profondeur, borné comme suit: en front au sud au chemin public du lieu, en arrière au nord au bout de la dernière profondeur, au sud-ouest au résidu dudit lot numéro 285 dont il est détaché, au nord-est partie à l'ancien emplacement de la maison d'école numéro 9 connu sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (N° 286) du cadastre de St-Anselme et partie au numéro 287 dudit cadastre; lequel terrain ainsi distrait forme avec ledit numéro 286 l'emplacement de la maison d'école en question.

Pour être vendu au Bureau d'Enrégistrement de Bellechasse, comté de Bellechasse, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL.

Québec, le 20 novembre 1957. 46494-47-2-o

[Première insertion: 23 novembre1957]

[Deuxième insertion: 14 décembre 1957]

chasse, and MAURICE DeCOSTER, in his quality of trustee of the property of the Authorized-Assignor, present defendant, of the city of Quebec, mis-en-cause.

Lots number two hundred and eighty-two (No. 282) two hundred and eighty-three (No. 283) two hundred and eighty-five (No. 285) and two hundred and ninety-nine (No. 299) of the official cadastre for St. Anselme, county of Dorchester, now annexed to Honfleur, county of Bellechasse, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be deducted from said number two hundred and eighty-five (No. 285) a piece of land containing forty-five feet (45′) in width in front by forty-five feet (45′) in depth and thence ninety feet (90′) in width by forty-five feet (45′) in depth, bounded as follows: in front southerly by the public highway of the locality, in the rear, northerly, by the extremity of the latter depth, southwesterly by the residue of said lot number 285 from which it is detached, northeasterly, partly by the former school-house number 9 emplacement known as number two hundred and eighty-six (No. 286) of the cadastre of St. Anselme, and partly by number 287 of said cadastre; which land so deducted forms together with said number 286 the emplacement of the school-house in question.

To be sold at the Registry Office of Bellechasse, county of Bellechasse, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

DR J. R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Sheriff.

Quebec, November 20, 1957. 46494-47-2

[First insertion: November 23, 1957.]

[Second insertion: December 14, 1957]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 19,531. J. L. A. GODBOUT, agent d'affaires domicilié en la cité de Québec, demandeur; vs DAME ANTOINETTE CÔTÉ, épouse séparée de biens par contrat de mariage de André Savard, domicilié à Sayabec, district de Rimouski, défenderesse & ANDRÉ SAVARD, contremaître, domicilié à Sayabec, district de Rimouski, mis-en-cause.

Un terrain situé au village de Saindon, contenant quarante-cinq pieds de front à la rue de l'Église sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur plus ou moins, le tout mesure anglaise, borné au nord au terrain de Jean Marie Côté, ou représentant, au sud au terrain d'Antoine Bossé, à l'est au terrain d'André Savard, à l'ouest à une rue, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro six cent vingt-trois (P. 623) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie de Sayabec.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.

Rimouski, 28 octobre 1957. 46280-44-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 19,531. J. L. A. GODBOUT, business agent, domiciled in the city of Quebec, plaintiff; vs DAME ANTOINETTE COTÉ, wife separate as to property by marriage contract of André Savard, domiciled at Sayabec, district of Rimouski, defendant & ANDRÉ SAVARD, foreman, domiciled at Sayabec, district of Rimouski, mis-en-cause.

A plot of land, situated in the village of Saindon, containing forty-five feet in front by de l'Église Street by ninety feet in depth, more or less, the whole English measure, bounded on the north by the land of Jean Marie Côté or representative, on the south by the land of Antoine Bossé, on the east, by the land of André Savard, on the west by a street, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, forming part and to withdraw from the lot known and designated under number six hundred and twenty-three (P. 623) of the official cadaster of the parish of Ste-Marie de Sayabec.

To be sold at the door of the church of the parish of Ste-Marie de Sayabec, on the FOURTH day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.

Rimouski, October 28, 1957. 46280-44-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cou. Supérieure, N° 20,155. RETONE INC., corps politique et incorporé ayant son siège social dans la ville de Matane, district de Rimouski, demanderesse vs JOLLY ROGER MOTEL LTD., corps politique et incorporé ayant son siège social à Métis-Beach, comté de Matane, district de Rimouski, défenderesse.

Description des immeubles de la compagnie "Jolly Roger Motel Limited".

a) Un terrain situé en le village de Métis Beach et partie dans la paroisse de St-Octave de Métis, connu et désigné comme étant partie des numéros trois cent trois et trois cent quatre (303 et 304) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Octave de Métis, contenant six arpents de profondeur dans la ligne des numéros 303 et 304, formant cinq arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a jusqu'au terrain de E. M. Wilson et au ruisseau Smith, ledit terrain étant borné au nord, sur le lot trois cent quatre, partie à la route nationale et partie à Donat Falardeau ou représentant, et au ruisseau Smith, pour le lot trois cent trois, à l'Est partie à Edmourd Falardeau ou représentant et partie à Dame Alfred Dubé, au sud à Georges Bélanger et à l'ouest à Sylvain Pelletier;

b) Un terrain de forme irrégulière, contenant environ cent cinquante pieds de front, sur la ligne du numéro trois cent quatre (304), situé au nord du ruisseau Smith, sur une profondeur de cent quarante-cinq pieds jusqu'à l'écart, ensuite jusqu'à la terre de M. Pelletier, sur une largeur de vingt-cinq pieds, en longeant l'écart du ruisseau. Borné au nord au reste du terrain de M. Meikle, par une ligne partant du numéro 304 à cent quatre-vingt-dix pieds au sud de la ligne du lot numéro un (1) de la Seigneurie de Métis et gagnant le sud-ouest sur une distance de cent quarante-cinq pieds, en ligne droite de façon à atteindre un point ou borne situé à vingt-cinq pieds au nord de l'écart du ruisseau; de ce point, la ligne continue jusqu'au lot numéro 302, en conservant une direction qui suit l'écart du ruisseau, à vingt-cinq pieds au nord. Borné à l'est par le lot numéro 304, au sud par le ruisseau Smith, à l'ouest par le lot numéro 302, ledit terrain étant la partie sud du lot numéro 303-A du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, en la Seigneurie de Métis, circonstances et dépendances et droits riverains; sujet à la réserve pour les terrains de MM. Meikle, Wilson et Dunlop du droit de puiser de l'eau pour leur usage personnel et pour les animaux et le droit de passage sur ledit terrain pour aller puiser l'eau à n'importe quel endroit à 125′ à l'ouest du lot numéro 304.

c) Un chemin de vingt pieds à prendre sur le terrain que Donat Falardeau a acquis de E. M. Wilson, ledit terrain servant de chemin, étant partie du lot numéro 1 du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, Seigneurie de Métis, ledit chemin devant servir de passage pour atteindre le chemin public à partir des lots susdésignés. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse Les Boules, comté de Matane, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1957 à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 19 novembre, 1957. 46491-47-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 20,155. RETONE INC., a body politic and incorporated having its head office in the town of Matane, district of Rimouski, plaintiff, vs JOLLY ROGER MOTEL LTD., a body politic and incorporated, having its head office at Metis-Beach, county of Matane, district of Rimouski, defendant.

Description of the immoveables of the Company "Jolly Roger Motel Limited".

a) A lot of land situated in the village of Metis-Beach and partly in the parish of St-Octave de Métis, known and designated as being part of numbers three hundred and three and three hundred and four (303 and 304) of the official cadaster for the parish of St-Octave de Métis, containing six arpents in depth in the line of numbers 303 and 304, forming five arpents in width by the depth there is as far as the land of E.M. Wilson and to the Smith brook, the said land being bounded on the north, on lot three hundred and four, partly by the national route and partly by Donat Falardeau or representative, and by Smith Brook, for lot three hundred and three, on the east, partly by Edmourd Falardeau or representative and partly by Dame Alfred Dubé, on the south, by Georges Bélanger and on the west, by Sylvain Pelletier;

b) A lot of land of irregular form, containing abour one hundred and fifty feet in front, on the line of number three hundred and four (304), situated on the north of Smith brook, by a depth of one hundred and forty-five feet as far as the ravine, then as far as the land of Mr. Pelletier, upon a width of twenty-five feet, by following the ravine of the brook, bounded on the north by the remainder of the land of Mr. Meikle, by a line starting from number 304 to one hundred and ninety feet south of the line of lot number one (1) of the Seigniory of Métis and going towards the southwest over a distance of one hundred and forty-five feet, in a straight line so as to reach a point or boundary situated at twenty-five feet north of the ravine of the brook; from this point, the line continues as far as lot number 302, by keeping to a direction which follows the ravine of the brook, to twenty-five feet on the north. Bounded on the east by lot number 304, on the south, by the Smith brook, on the west, by lot number 302, the said land being the southern part of lot number 303-A of the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, in the Seigniory de Métis, circumstances and dependencies and riparian rights; subject to the reservation, for the lands of Messrs. Meikle, Wilson and Dunlop, of the right to draw water for their personal use and for the animals and the right of way on the said land to go and draw water at any place at 125′ west of lot number 304.

c) A road of twenty feet to be taken on the land that Donat Falardeau purchased from E. M. Wilson, the said land to be used as a road, being part of lot number 1 of the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, Seigniory de Métis, the said road to be used as a passage to reach the public road starting from the above designated lots. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Catholic church door of the parish of Les Boules, county of Matane, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, November 19, 1957. 46491-47-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 16,909. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LTÉE, corps politique légalement constitué ayant son principal bureau d'affaires à Montréal district de Montréal et un bureau d'affaires à Roberval, district de Roberval, demanderesse vs ARMAND ST-PIERRE, Ste-Hedwidge, district de Roberval, défendeur.

"Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent trois (303) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Roberval, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sauf réserve du droit pour Sieur Albert Guay de prendre de l'eau conjointement avec ledit Sieur Armand St-Pierre, à un puits creusé sur ledit lot de terre, au moyen de canalisation souterraine, à la condition que ledit Albert Guay répare les dommages, s'il en cause par sa propre canalisation."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hedwidge, comté de Roberval, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE, mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval,
le 28 octobre, 1957. 46281-44-2-o

[Première insertion: samedi le 2 novembre 1957.]

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 16,909. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LTÉE, a body plitic legally incorporated having its head office at Montreal, district of Montreal, and a business office at Roberval, district of Roberval, plaintiff, vs ARMAND ST-PIERRE, Ste. Hedwidge, district of Roberval, defendant.

"A lot of land known and designated under number three hundred and three (303) on the official plan and in the book of reference for the fifth range of the township of Roberval, containing one hundred acres, more or less, in area, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, save with reserve of the right for Mr. Albert Guay to take water, jointly with the said Mr. Armand St-Pierre, at a well dug on the said lot of land, by means of subterranean canalization, on condition that the said Albert Guay repairs damages, should he cause any by his own canalization."

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Hedwige, county of Roberval, on the FIFTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff of Roberval.

Shriff's Office,
Court House,
District of Roberval,
October 28, 1957. 46281-44-2

[First insertion: Saturday, November 2, 1957.]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 4546. { JAMES BRENNAN, vs DIADEM MINES LIMITED, à savoir:

Les claims miniers suivants: D.L. 3 (R-16251 & R-16252; D.L. 1091 (R-28913 & R-28914) (Cert. 2560 cls. 1 & 2); D.L. 4603 (R-45948 & R-45959); D.L. 13900 (R-60345 & R-60346) (Cert. 19883 cls. 1 & 2); D.L. 15495 (R-62492 & R-62493) (Cert. 25875 cls. 1 & 2); D.L. 15496 (R-62494 & R-62495) (Cert. 25874 cls. 1 & 2); D.L. 15497 (R-62489 & R-62499) (Cert. 25873 cl. 2) (Cert. 25876 cl. 2), et la bâtisse du moulin, chevalement du shaft, et la bâtisse pour le convoyeur, dessus érigés.

Un montant de $200. devra être déposé avec chaque enchère.

Pour être vendus par le shérif du district de Rouyn-Noranda, au bureau du shérif, à Rouyn, P.Q. le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE, 1957 à DEUX heure et TRENTE de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, Québec, le 16 novembre, 1957.
46492-47-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 4546. { JAMES BRENNAN, vs DIADEM MINES LIMITED, to wit:

Mining claims D.L. 3 (R-16251 & R-16252); D.L. 1091 (R-28913 & R-28914) (Cert. 2560 cls. 1 & 2); D.L. 4603 (R-45948 & R-45959); D.L. 13900 (R-60345 & R-60346) (Cert. 19883 cls. 1 & 2); D.L. 15495 (R-62492 & R-62493) (Cert. 25875 cls. 1 & 2); D.L. 15496 (R-62494 & R-62495) (Cert. 25874 cls. 1 & 2); D.L. 15497 (R-62489 & R-62499) (Cert. 25873 cl. 2) (Cert. 25876 cl. 2) and the mill building, the shaft headframe and the conveyor building thereon erected.

An amount of $200. must be deposited with each bid.

To be sold as a whole at the Sheriff's Office Rouyn, P.Q. on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER, 1957 at TWO o'clock and THIRTY in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sueriff's Office, Sheriff.
Rouyn, Quebec, November 16th, 1957.
46492-47-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 14,972. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requé-

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 14,972. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office at Quebec, petitioner; vs AR-

rant; vs ARMAND BEAUDRY, R.R. 1, Rang Ste-Marguerite, Trois-Rivières, comté de Trois-Rivières, intimé.

1. Une terre située en la paroisse des Trois-Rivières, mesurant deux arpents, deux perches et quatre pieds de front par vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant la partie sud-ouest du lot numéro quatre-vingt (p. 80) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, et bornée au sud-est par le lot N° 79, au nord-ouest par le chemin public, au nord-est par le lot N° 78 et la partie nord-est dudit lot N° 80, et au sud-ouest par les lots Nos 81, 91 et 92;

2. Une terre en la même paroisse, mesurant seize arpents en superficie, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro quatre-vingt-un (p. 81) du cadastre officiel de la même paroisse, et bornée au sud-est par la ligne du C.P.R., au nord-est par l'immeuble désigné ci-dessus, et au nord-ouest et au sud-ouest par le terrain appartenant à Elphège Dufresne ou représentants;

3. Le lot numéro quatre-vingt-treize (93) du même cadastre officiel, mesurant un arpent, trois perches et six pieds de front par trente-cinq arpents de profondeur, mais à distraire la partie vendue à M. Jean-Marie Beaudry par contrat reçu par le notaire soussigné, le sept octobre, mil neuf cent quarante, et dont copie enregistrée sous le N° 127,594.

Avec toutes les bâtisses construites sur ces immeubles, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, en bloc, au bureau du shérif, au Palais de Justice à Trois-Rivières, JEUDI, le CINQUIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, MERCIER & PELLERIN.
le 26 octobre 1957. 46282-44-2-o

MAND BEAUDRY, R.R. 1, Range Ste-Marguerite, Trois-Rivières, county of Trois-Rivières, respondent.

1. A farm situated in the parish of Trois-Rivières, measuring two arpents, two rods and four feet in frontage, by twenty-four arpents in depth, the whole more or less, known and designated as being the southwest part of lot number eighty (Pt. 80) of the official cadaster of the parish of Trois-Rivières, county of St. Maurice, and bounded on the southeast by lot No. 79, on the northwest by the public road, on the northeast by lot No. 78 and the northeast part of the said lot No. 80, and on the southwest, by lots Nos. 81, 91 and 92;

2. A farm in the same parish, measuring sixteen arpents in area, known and designated as being a part of lot number eighty-one (Pt. 81) of the official cadaster of the same parish, and bounded on the southeast by the C.P.R. line, on the northeast by the immoveable above designated, and on the northwest and on the southwest by the land belonging to Elphège Dufresne or representatives;

3. Lot number ninety-three (93) of the same official cadaster, measuring one arpent, three rods and six feet in front by thirty-five arpents in depth, but to withdraw that part sold to Mr. Jean-Marie Beaudry by contract received by the undersigned notary, on October seventh, one thousand nine hundred and forty, and registered copy of same under No. 127,594.

With all the structures built upon these immoveables, circumstances and dependencies.

To be sold, "en bloc", at the Sheriff's Office, at the Court House at Trois-Rivières, THURSDAY, the FIFTH day of the month of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, MERCIER & PELLERIN,
Trois-Rivières, Sheriff.
October 26, 1957. 46282-44-2

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 18881. JEAN LUC TROTTIER, gérant, de Ste-Anne de la Pérade, district de Trois-Rivières, demandeur vs ANTONIO GIROUARD, du même lieu, défendeur.

"Un emplacement à distraire du lot numéro trois cent quarante-cinq (p. 345) du cadastre de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, contenant cinquante pieds de large par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front à une rue publique, laquelle devra être laissée de trente pieds français, en profondeur et des autres côtés à dame Anna-Marie Larue ou représentants, le dit emplacement devant se trouver à une distance de cent trente pieds anglais de l'emplacement vendu à monsieur Léo-Édouard Abel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de la Pérade, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 19 novembre 1957.
46493-47-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 18881. JEAN LUC TROTTIER, manager, of Ste. Anne de la Pérade, district of Trois-Rivières, plaintiff vs ANTONIO GIROUARD, of same locality, defendant.

"An emplacement to be deducted from lot number three hundred and forty-five (P. 345) of the cadastre of the parish of Ste. Anne de la Pérade, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, bounded in front by a public street, which street should be left at thirty feet in French measure, in depth and on the other sides by Dame Anna Marie Larue or representatives, the said emplacement being at a distance of one hundred and thirty feet, English measure, from the emplacement sold to Mr. Léo Édouard Abel, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of Ste. Anne de la Pérade, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of DECEMBER 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, November 19, 1957.
46493-47-2

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes à la section "A" du décret numéro 1040 du 4 août 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Trois-Rivières:

1° Les heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes de la zone II, apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article V, seront remplacées par les suivantes:

"Lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Samedi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

2° L'alinéa intitulé "*Exceptions* 1°" apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"*Exceptions:* 1° Cependant, dans la ville de Louiseville et les municipalités de Pointe-du-Lac, Yamachiche et Maskinongé, le travail doit cesser à 6.00 p.m. le samedi."

3° L'alinéa suivant sera ajouté à la fin du paragraphe "*a*" de l'article V:

"Nonobstant toute autre disposition, la durée des heures de travail déterminées par le décret doit être fixée dans le cadre et à l'intérieur de la règlementation municipale."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 novembre 1957. 46509-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean, Roberval et Rouyn-Noranda:

1° L'énumération des parties contractantes est remplacée par la suivante:

D'UNE PART:

Le Conseil régional Saguenay Lac St-Jean des Syndicats nationaux des métiers de la construction, Inc.; Syndicat industriel des métiers de la construction de Chicoutimi; Syndicat industriel

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a petition was filed with his office begging him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree number 1040 of August 4, 1948 and amendments, relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Trois-Rivières:

1. Working hours for barbers and men's hairdressers of zone II, appearing in paragraph "*a*" of article V, will be replaced by the following:

"Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

2. Sub-paragraph entitled "*Exceptions* 1.", appearing in paragraph "*a*" of article V, will be replaced by the following:

"*Exceptions:* 1. However, in the town of Louiseville and the municipalities of Pointe-du-Lac, Yamachiche and Maskinongé, work shall cease at 6.00 p.m. on Saturday."

3. The following sub-paragraph will be added at the end of paragraph "*a*" of article V:

"Notwithstanding any other provisions of the present decree, the duration of working hours must be established by and in pursuance of municipal by-laws."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 23, 1957. 46509-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a petition has been submitted to hom for the purpose of amending as follows the decree number 1743 of July 11, 1941, ad amended, relating to the construction industry in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean, Roberval and Rouyn-Noranda.

1. The enumeration of the contracting parties is replaced by the following:

ON THE ONE PART:

Le Conseil régional Saguenay Lac St-Jean des Syndicats nationaux des métiers de la construction inc.; Syndicat industriel des métiers de la construction de Chicoutimi; Syndicat industriel

des métiers de la construction de Jonquière; Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda;

Et, d'AUTRE PART:

L'Association des Constructeurs Saguenay-Lac St-Jean, Inc.; L'Association des Constructeurs du Nord-Ouest Québécois; L'Association des Constructeurs de la Région Lac St-Jean-Roberval;

2° Les articles I à XIV inclusivement seront remplacés par les suivants:

I. *Définition:* Pour les fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "apprenti" désigne le salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le décret.

Le terme "apprenti plombier" a le même sens que celui qui lui est donné dans la Loi des mécaniciens en Tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements).

b) Le mot "briqueteur" désigne tout salarié qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, le bloc de gypse et qui tire les joints.

c) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage de pièces en bois, de planche murale en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets en bois, pose le bardeau, le papier-bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, fabrique et démonte les échafaudages, exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, "weatherstrips", bardeau de bois ou de composition, divisions en acier et d'ameublements, tels que comptoirs et tablettes, y compris le posage de plancher de bois franc, qui utilise une scie mécanique ou toute machine nécessaire à la préparation du bois sur un chantier de construction et qui fait tout autre travail connexe.

d) Le terme "chauffeur de chaudières" (bouilmoires) désigne tout ouvrier salarié qui voit aux feux des chaudières d'une machine fixe ou portative, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible et maintenir la vapeur à la pression désirée; fait fonctionner, entretient les injecteurs, les jauges à eau et les pompes ainsi que les autres appareils; fait fonctionner, entretient les chaudières, nettoie les chaudières au moyen de l'air comprimé ou de la vapeur; fait les réparations nécessaires au bon fonctionnement des chaudières et exécute au besoin tout autre travail connexe.

e) Le terme "chaudronnier en construction" désigne le salarié qui installe des chaudières, monte des pièces métalliques s'y rapportant, pose les accessoires sur des bases ou supports, pose et roule les conduits et assemble toutes pièces sous pression ou non; qui monte les cheminées ou conduits d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé; qui met en place et installe des chaudières portatives ou des réservoirs.

f) Le mot "compagnon" désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa licence ou son certificat de qualification.

Le terme "compagnon junior" désigne le compagnon qui est dans sa première année de pratique dans le métier de mécanicien en tuyauterie, tel que défini par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements) et par les règlements en exécution de cette loi.

des métiers de la construction de Jonquière; Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda;

And, ONE THE OTHER PART:

L'Association des Constructeurs Saguenay-Lac St-Jean, inc.; Northwestern Quebec Builders Association; L'Association des Constructeurs de la Région Lac St-Jean-Roberval."

2. Articles I to XIV inclusive will be replaced by the following ones:

I. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the present decree, the following words have the meaning here after given to them;

a) The word "apprentice" means an employee who learns any one of the trades governed by the decree.

The term "plumber apprentice" has the same meaning as that given to it in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173, as amended).

b) The word "bricklayer" means an employee who lays brick, terra-cotta, gypsum blocks, artificial stone and who does joint pointing.

c) The words "carpenter-joiner" mean an employee whose work is concerned with the assembling of pieces of wood and composition wall board, carpentry work, the repairing of wooden articles and the laying of tarred paper and of felt, asbestos or other shingles, the erection and dismantling of scaffoldings, all woodwork on a construction contract, including the following operations: concrete forms (shop or job), setting of screens (wood or metal), windows, windowframes, weatherstrips, wood or composition shingles, steel and equipment partitions, such as counters and shelving, including the laying of hardwood floors, the operation of a power saw or of any woodworking machine on a construction contract, and any other occupation connected therewith.

d) The words "boiler fireman" mean a wage earner who fires stationary or portable engine boillers, maintains a regular bed of fire in order to save fuel and to keep the desired steam pressure; sets in motion or keeps in good repair injectors, water gauges, pumps and other apparatus; operates, tends boilers, cleans boilers with compressed air or steam; makes the repairs needed for the proper functioning of boilers and performs, as required, any other work related thereto.

e) The words "construction boiler-maker" designate an employee who does all work in connection with the installation of boilers, the erection of steel in connection therewith, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure and non-pressure parts; the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work; the placing and installation of portable boilers and tanks.

f) The word "journeyman" means an employee who has completed his apprenticeship and has obtained his license or certificate of competency.

The words "junior journeyman" mean a journeyman in his first year of practice in the pipe mechanic's trade, as defined in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173, as amended) and in the regulations passed under the said Act.

g) Le mot "contremaître" désigne tout salarié qui a l'autorité de donner des ordres à d'autres salariés sur un chantier de construction.

h) Le mot "couvreur" désigne tout salarié qui, sous direction, fait des travaux de toiture en tuile, en ardoise, en gravier, en asphalte, en papier goudronné, ou en toute autre substance non métallique servant au recouvrement des toits.

i) Le mot "entrepreneur" désigne toute personne, physique ou morale, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou qui emploie des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le décret.

Le mot "entrepreneur" désigne également toute personne, compagnie, association ou corporation ayant habituellement des salariés permanents exécutant des travaux mentionnés à l'article III.

j) Le terme "compagnon électricien" désigne tout salarié qui détient une licence "C" en exécution de la Loi des Électriciens et des installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172 et amendements).

k) Le terme "finisseur de béton de ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le béton de ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en béton de ciment, fait les trottoirs et pavages en béton de ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe.

l) Le mot "foreur" désigne tout salarié qui fait fonctionner une machine dite "Jack Hammer" ou "Jack Drill" ou "Air Drill" ou son équivalent, quel que soit l'outil qu'on y attache.

m) Le mot "gardien" désigne tout salarié préposé, de jour ou de nuit, à la surveillance des immeubles en construction, des outils y employés et des matériaux utilisés ou à l'être, du chauffage, des installations de toile et à la prévention des incendies sur lesdits lieux.

n) Le mot "gréeur" désigne tout salarié qui peut, sous direction, procéder au montage des grues, monte-charge, des palans, poser des câbles, des poulies et faire tout travail connexe.

o) Le terme "installations électriques" désigne toutes les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique et de force motrice électrique, les installations de paratonnerres, y compris dans tous les cas les fils, conduits, accessoires, dispositifs, câbles et appareils électriques, formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction le plus rapproché de la ligne du service l'alimentant.

p) Le mot "journalier" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié.

q) Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose la pierre naturelle ou artificielle, le granit et qui tire les joints.

r) Le mot "manœuvre" désigne tout salarié préposé à la préparation manuelle ou au transport à la brouette du mortier, célanite ou toute substance similaire servant à la construction, les porteurs d'oiseaux, les hommes préposés spécialement au service des briqueteurs, des maçons et des plâtriers.

s) Le terme "mécanicien de machines fixes" a le sens qui lui est donné dans le paragraphe 2, article 2, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 178 et amendements.

t) Le terme "mécanicien en tuyauterie" a le sens que lui donne la Loi concernant les mécani-

g) The word "foreman" means an employee authorized to give orders to other employees on a construction contract.

h) The word "roofer" means an employee who, under direction, does roofing work with tile, slate, asphalt, tarred paper, or with any other non-metallic material used for roofing work.

i) The word "contractor" means a person, company, association or corporation working alone or hiring one or many workmen, who supervises or contracts for, on an hourly, dally or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the decree.

The word "contractor" also means a person, company, association or corporation habitually employing permanent wage earners to perform operations mentioned in article III.

j) The term "electrician journeyman" means an employee holding license "C" under the Electricians' and Electrical Installations' Act (R.S.Q., 1941, chapter 172, as amended).

k) The term "cement concrete finisher" means an employee who lays and finishes cement concrete for floors and plain or ornamental coverings, places and lays cement concrete sides and coverings, makes cement concrete sidewalks and paving, repairs foundations and performs any other work connected therewith.

l) The word "driller" means an employee operating a machine called Jack Hammer or Jack Drill or Air Drill or its equivalent, no matter what tool is attached thereto.

m) The word "watchman" means an employee whose work, by day or night, is concerned with the watching of buildings under construction, tools and materials used or to be used, heating apparatus and canvas installations, or with fire prevention.

n) The word "rigger" means a worker who can, under direction, erect cranes, derricks, hoisting tackles and gears, install cables and pullies and perform any other work connected therewith.

o) The words "electrical installations" mean all installations for purposes of electrical lighting and heating, power installations, rewiring, lightning-rod installations, including in all cases wires, cables, conduits, accessories, devices and electrical apparatus included in the installation itself, connected with it or used in the connection of the installation with the supply service; the said connection shall be fixed to the wall of the building or construction nearest to the supply service.

p) The words "common worker" mean a worker who does common or general work.

q) The word "mason" designates an employee who lays natural or artificial stone, granite, and who does joint pointing.

r) The word "albourer" means a worker doing the manual preparation or the conveying with a whell-barrow of mortar, celanite or any other similar material used in the construction industry, and includes the hod carriers and the men whose work is to assist bricklayers, masons and plasterers.

s) The words "stationary engineman" have the same meaning as is given to them under subsection 2, section 2, R.S.Q., 1941, chapter 178 and amendments.

t) The word "pipe mechanic" has the same meaning as is given to it in the Pipe Mechanics

ciers en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements).

u) Le terme "mécanicien de générateur de vapeur" désigne tout salarié qui fait l'installation et l'alignement d'appareils à mouvements alternatifs ou rotatifs, tels qu'éventails, moteurs, pompes, pulvérisateurs, foyers mécaniques et toutes machines à combustion ou autres utilisées pour la production de la vapeur.

v) Le terme "mécanicien d'installation à vapeur ou à eau chaude" désigne les salariés préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaises dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds et moins.

w) Le terme "ouvrier en construction et entretien de moulin" (millwright) désigne tout salarié généralement employé pour la réparation ou l'entretien de toute fabrique, manufacture ou usine, ainsi que le montage et la réparation de toute machinerie et accessoire que toute, telle fabrique, manufacture ou usine contient, ainsi que tout autre travail connexe ou similaire.

x) Le terme "patrouilleur" désigne tout salarié qui, de jour et de nuit, fait la surveillance et voit au maintien de l'ordre sur un chantier de construction, dans les camps, édifices ou bâtiments.

y) Le mot "peintre" désigne tout salarié qui fait au pinceau, à la machine pneumatique, au tampon ou au rouleau, des travaux de peinture, de teinture, de vernis ou autres qui servent à protéger ou décorer les surfaces, qui exécute également des travaux de décoration, de tapissage, d'imitation, de dorage, de vitrage au mastic ou à la baguette et qui fait le lavage des surfaces pour les repeinturer.

z) Le mot "plâtrier" désigne tout salarié qui exécute les travaux d'enduits de plâtre, tels que la finition du blanc, posage de la célanite, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange de blanc de chaux avec le plâtre, ou encore le mélange du blanc de chaux avec le ciment blanc, prépare les moulures, c'est-à-dire pose les règles pour faire le "poussage" des moulures et qui fait le posage des baguettes de coins métalliques dans le plâtre, la célanite ou le ciment.

aa) Le mot "pointeur" désigne tout salarié qui vérifie la présence des ouvriers sur un chantier de construction, note les heures de travail et fait tout autre travail de même nature ou connexe.

bb) Le terme "poseur de linoléum" désigne tout salarié qui pose du linoléum (prélart) de toutes sortes, des tuiles d'asphalte ou de caoutchouc ou de nature acoustique ou tout autre produit similaire fixé en permanence sur les parquets, sur les murs ou au plafond.

cc) Le terme "poseur de marbre" désigne tout salarié qui polit le marbre ou qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, la taille et le pose.

dd) Le terme "poseur de terrazzo" désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazzo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et mélange le matériau, étend cette composition et surveille le roulage et le polissage du terrazzo.

ee) Le terme "poseur de tuile de céramique" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles, qui les pose et fait au besoin tout autre travail connexe.

ff) Le terme "tôlier" ou "ferblantier" désigne tout salarié qui taille ou pose la tôle à la boutique

Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173 and amendments).

u) The words "steam generation mechanic" mean an employee who does the installation and lining up of alternating or rotating machinery, such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers and any fuel burning or other machinery used for the production of steam.

v) The words "steam or hot water mechanic" mean an employee working at the installation of stokers in furnaces with a horizontal heating surface of twenty (20) feet and less.

w) The word "millwright" means an employee whose work is usually concerned with the repair or maintenance of any plant, manufacture or shop, and the erection, dismantling and repair of machines and accessories used therein, including any other similar and related operation.

x) The word "guard" means an employee whose work, by day or night, is concerned with the watching and maintenance of order on the construction premises, in camps or in buildings.

y) The word "painter" means any worker performing, with paint brush, pneumatic machine, "tampon" or roller, painting, dyeing, varnishing or other operations executed to protect or decorate surfaces, and anyone performing decoration, paper-hanging, imitation; gilding, putty or rod glazing work and washing surfaces before repainting.

z) The word "plasterer" designates a worker who does plaster coating operations, such as the finishing of plaster, the laying of celanite, cement, mortar, stucco, plaster mouldings, the setting and casting of ornaments who mixes lime with plaster or with white cement, who prepares mouldings, that is to say, lays the beads to run mouldings and lays metal corner rods in plaster, celanite or cement.

aa) The word "time keeper" means an employee entrusted with the checking of the employees' presence on a construction contract; he keeps records of the hours of work and does any other work of the same nature or connected therewith.

bb) The term "linoleum layer" means an employee who lays linoleum (oilcloth) of all kinds, asphalt or rubber tiles or any other similar product laid permanently on the floor, walls or ceilings.

cc) The words "marble setter" mean a worker who polishes marble or who measures surfaces to be covered with marble and cuts and lays the marble.

dd) The words "terrazzo layer" mean a worker who levels surfaces to be covered with terrazzo, measures and divides such surfaces and draws the lines thereon, prepares the samples and mixes the material, spreads this composition and supervises the rolling and polishing of terrazzo.

ee) The words "ceramic tile setter" mean a worker who measures the surface to be tiled and who lays the tiles thereon and does, as required, any other work related thereto.

ff) The words "tinsmith" or "sheet metal worker" mean an employee whose work consists

ou sur le chantier, qui recouvre les toits en tôle ou qui fabrique toutes sortes d'objets de tôle, tels que corniches, ornements, ventillateurs, gouttières, etc. Le mot "tôle" utilisé dans le décret désigne les feuilles métalliques de toutes sortes.

gg) Le terme "travailleur en métal ornemental" désigne tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces de métal ornemental pour fabrication d'escaliers, intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection, de grillage de tous genres, de chute à charbon, de portes de voûtes, de portes coupe-feu, de divisions et d'appareils de sauvetage ou tout travail de même nature ou connexe et qui en fait l'installation ou le montage.

hh) Le terme "poseur de fer structural" désigne tout salarié qui pose les structures métalliques dans les travaux de construction d'édifices, ponts, viaducs, tunnels, etc. et qui fait, au besoin, tout autre travail connexe.

ii) Le terme "vérificateur de matériaux" désigne tout salarié qui reçoit les matériaux ou l'outillage nécessaire à un chantier de construction, les classe, les livre et fait tout autre travail de même nature ou connexe.

jj) *Salaires:* 1° Le terme "salaire minimum" signifie le taux spécifié au présent décret.

2° Le terme "salaire régulier" signifie le taux de salaire convenu entre l'employé et son employeur ou le représentant de ce dernier, si tel taux de salaire est supérieur au minimum fixé au présent décret.

3° Les termes "salaire et demi par rapport au salaire régulier" ou "salaire régulier majoré d'une demie" ou "taux régulier majoré d'une demie" désignent la rémunération que doit verser un employeur à son ou ses salariés, pour les heures supplémentaires de travail. La base de calcul doit être le salaire ou le taux convenu s'il est supérieur au minimum fixé au présent décret. En l'absence de toute convention stipulant un taux de salaire supérieur, le taux minimum du présent décret doit servir de base pour fins de calcul de la rémunération du surtemps.

4° Le terme "salaire double par rapport au salaire régulier" signifie que la rémunération du salarié pour le travail accompli les dimanches et jours fériés, doit être le double du salaire ou taux convenu pour les heures régulières de travail, si tel salaire ou taux convenu est supérieur au taux minimum fixé au présent décret. En l'absence de toute convention stipulant un salaire ou taux supérieur, le taux minimum du présent décret doit servir de base pour fins de calcul de la rémunération pour le travail accompli les dimanches et jours fériés.

kk) *Heures de travail:* 1° Les termes "heures régulières" ou temps régulier" signifient les huit (8) premières heures de travail exécutés dans une même journée de calendrier.

2° Les termes "heures supplémentaires" ou "temps supplémentaire" signifient le temps pendant lequel le salarié est au service d'un même employeur en dehors des heures régulières de travail.

ll) Le mot "mécanicien" désigne tout ouvrier préposé à l'entretien, la réparation et le maintien en opération de toute machine fixe ou mobile utilisée sur un chantier de construction.

mm) *Particularités dans l'exercice de certains métiers:* 1° Le travail sur les murs qui fait suite au travail de parquet se limite pour le finisseur

in cutting and laying sheet metal in the shop or on the job, or in doing sheet metal roofing work or fabricating all kinds of sheet metal articles, such as cornices, ornaments, ventilators, gutters, etc. The words "tin" or "sheet metal" used in the decree include metal sheets of all kinds.

gg) The words "ornamental iron worker" mean a worker who traces, cuts, prepares and assembles by means of machines, tools or welding, any ornamental metal pieces for the fabrication of inside or outside staircases, handrails, fences, gates, sashes, marquises, cellar or inspection trap-doors, all kinds, of gratings coal slide boards, vault doors, fire doors, partitions and life-saving apparatus or who does any work of the same nature or related thereto, and installs or erects same.

hh) The words "structural steel erector" designate an employee who erects structural steel in the construction of buildings, bridges, viaducts, tunnels and so forth, and performs any other work related thereto, as required.

ii) The words "material checker" mean any employee who receives the material or the tools required on a construction job, classifies and delivers same, and does any other work of the same nature or connected thereiwith.

jj) *Wages:* 1. The term "minimum wage rate" means the rate mentioned in the present decree.

2. The term "regular wage rate" means the wage rate agreed between the employee and his employer or representative of the employer, when such rate is higher than the minimum one determined by the decree.

3. The term "time and one half based on the regular rate" means the remuneration to be paid by an employer to his employee or employees for overtime hours worked. The basis for computing the said remuneration shall be the wage rate agreed upon it is higher than the minimum one determined by the decree. In the absence of any agreement stipulating a higher wage rate, the minimum rate of the present decree shall be the basis for computing overtime remuneration.

4. The term "double time based on the regular rate" means that the employee's remuneration for time worked on Sunday and holidays shall be double the rate agreed for regular hours of work when such rate agreed is higher than the minimum one determined by the decree. In the absence of any agreement stipulating a higher wage rate, the minimum rate of the present decree shall be the basis for computing the remuneration for time worked on Sunday and holidays.

kk) *Hours of work:* 1. The terms "regular hours" or "regular time" mean the first eight (8) hours worked in a same calendar day.

2. The terms "overtime" or "overtime hours" mean the time or hours spent by an employee in the employ of same employer beyond the regular or standard hours of work."

ll) The word "mechanic" means a worker whose work is concerned with the maintenance, repair and operation of any stationary or portable engine or machine used on a construction yard.

mm) *Special provisions applying to certain trades:* 1. Except for floors under ground level, work on walls by concrete cement finishers, to be

de béton de ciment à la hauteur de la plinthe, sauf pour les étages plus bas que le rez-de-chaussée.

2° Le patrouilleur doit poinçonner aux divers endroits établis à cet effet par son employeur.

II. *Juridiction territoriale:* Le présent décret s'applique aux districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean, Roberval et Rouyn-Noranda. Cette juridiction est divisé en deux (2) zones économiques distinctes de la façon suivante:

Zone I: Les districts électoraux de Chicoutimi, de Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean et Roberval.

Zone I-A: Les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda.

III. *Juridiction industrielle: a*) Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles, exécutés par les ouvriers qu'il vise. Il s'applique entre autres à tous les travaux de bâtisses, d'immeubles, échafaudages, pavages de rues et de routes, chemins, ponts, barrages, rues, quais, trottoirs, nivellement et terrassement, murs de soutènements, égouts, viaducs, aéroports, terrains d'atterrisage, tunnels, puits, canaux, écluses, aqueducs, clôtures, tours, système de plomberie, système de chauffage, installation électrique, et à tout autre travail de même nature ou connexe.

Le présent décret s'applique également à tout travail assujetti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173) et à toute installation en tuyauterie, fixe ou mobile, pour quelque usage que ce soit, nécessitant l'habilité et la compétence d'un mécanicien en tuyauterie, exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de toute bâtisse, y compris les tuyaux d'installation, de réparation et de rénovation.

Il s'applique également à tous les employeurs et salariés exécutant des travaux de tous genres avec du liège ou de l'amiante, pour fins de congélation, de chauffage ou d'isolement, se rattachant au métier de mécaniciens en tuyauterie. Les salariés qui participent à ces opérations doivent être payés suivant les salaires établis pour leur catégorie dans le présent décret et ce, pour les fins d'installation et de service.

Le lavage et le nettoyage préparatoires aux travaux de peinture et de décoration faits à l'extérieur ou à l'intérieur des églises, chapelles, ainsi qu'à tout autre édifice public, sont assujettis au présent décret et les salariés qui y sont employés sont considérés comme des journaliers, lorsque tels travaux sont exécutés par des employés du sexe masculin.

Le présent décret régit également l'installation des ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs.

L'installation de structure ou charpente métallique est assujettie aux dispositions du présent décret.

b) Les employeurs de l'industrie de la pulpe et du papier, de l'industrie de l'aluminium, de l'industrie minière et de l'industrie de génération d'énergie électrique sont exempts des dispositions du décret pour ce qui concerne l'entretien de leurs propriétés, mais à condition qu'une convention collective de travail particulière négociée avec une union *bona fide* soit en vigueur.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les travaux visés par l'ordonnance numéro 39 de la Commission du Salaire minimum, notamment et y compris la construction de routes, camps et autres aménagements nécessaires après travaux de plancher ne devront pas être plus élevés que le haut de la plinthe.

2. The guard shall punch at the various places designated by the employer.

II. *Territorial jurisdiction:* The present decree applies to the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lake St. John, Roberval and Rouyn-Noranda. This jurisdiction is divided into two (2) distinct economic zones as follows:

Zone I: The electoral districts of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lake St. John and Roberval.

Zone I-A: The electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda.

III. *Industrial jurisdiction: a*) The present decree applies to all works pertaining to construction, building and engineering, including the installation, rebuilding, repairing, maintenance, demolishing, displacement of buildings performed by the workers it governs. It extends, among other things, to all work in connection with buildings, properties, scaffoldings, paving of streets and highways, roads, bridges, dams, streets, wharves, sidewalks, levelling and earthwork, retaining walls, sewers, viaducts, airports, landing fields, tunnels, wells, canals, lock-gates, aqueducts, fences, towers, plumbing and heating systems, electrical installations, and to any other work of the same kink or related thereto.

The present decree also applies to any work governed by the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173) and to any installation of piping, immovable or portable, intended for any use whatsoever, requiring the skill and competency of a pipe mechanic, performed inside or outside any building, including installation, repair and renovation.

It also applies to all employers and employees doing all kinds of work with cork or asbestos, for refrigerating, heating or insulating purposes, connected with the pipe-mechanic trade. Workers carrying out such operations shall be paid according to the rates of wages established for their category in the present decree for both installation and service purposes.

Washing and cleaning done prior to painting and decorating operations inside or outside churches, chapels or any other public building, are governed by the present decree and all male employees doing such work are considered as labourers.

The present decree also applies to the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

The installation of metal structures or framework is subject to the provisions of the present decree.

b) The employers of the pulp and paper industry, of the aluminum, mining and power industries are exempt from the provisions of the decree as regards the maintenance of their properties and provided a private collective labour agreement, entered into with a *bona fide* union, be in force.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, all operations governed by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, specially and including the construction of roads, camps and other installations required

saires aux opérations forestières, tels que digues, écluses, estacades, dalles, etc., ne sont pas assujettis au présent décret.

c) Dispositions spéciales: Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ou scolaires ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égouts, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales ou scolaires.

Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas aux cités, villes et municipalités à charte spéciale suivantes: Riverbend, Ile Maligne et Arvida.

Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

IV. *Durée du travail: a)* La journée régulière de travail est de huit (8) heures, la semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures réparties en six (6) jours de huit (8) heures chacune, excepté pour le cas des gardiens.

La semaine régulière de travail est réduite d'autant de fois huit (8) heures que cette semaine contient de jours chômés mentionnés au présent décret.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré comme suit, excepté dans le cas des gardiens:

1° Dans la Zone I, salaire et demi par rapport au salaire régulier, pour tout travail exécuté, pendant les cinq (5) premiers jours de la semaine, en plus de dix (10) heures dans une même journée de calendrier ou après dix (10) heures consécutives de travail, que ce soit au nom dans la même journée de calendrier et également le samedi à compter de midi.

2° Dans la Zone I-A, salaire et demi par rapport au salaire régulier pour tout travail exécuté en plus de dix (10) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, ou de cinq (5) heures le samedi avant-midi. Tout travail exécuté après midi le samedi doit également être rémunéré au taux de salaire et demi.

3° Lorsqu'il s'agit de travaux destinés à l'exploitation des pouvoirs d'eau, à l'aménagement d'établissements industriels ou à la défense nationale, les dispositions concernant le salaire et demi par rapport au salaire régulier ne s'appliqueront pas pour le samedi après-midi. Cette exception ne s'applique pas dans les cités et villes comprises dans la Zone I ni dans un rayon de quinze (15) milles de leurs limites.

c) Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivants: Le premier de l'An, le jour de Noël, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la fête du Travail, la St-Jean Baptiste et le jour de la Confédération.

Toutefois, lorsque la célébration de l'un ou l'autre des jours de fêtes ci-haut nommés est fixée par proclamation du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

in forest operations, such as dikes, dams, booms, piers, flumes or chutes, etc., are not governed by the present decree.

c) Special provision: Notwithstanding any other provision, the cities and towns and municipal or school corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also as construction, reguilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other works of the same kind performed under their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or subcontractors carrying out the same works on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal or school corporations.

However, this provision shall not apply to the following chartered cities, towns and municipalities: Riverbend, Isle Maligne, and Arvida.

Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

IV. *Duration of work: a)* The regular work day consists of eight (8) hours. The regular work week consists of forty-eight (48) hours, divided into six (6) days of eight (8) hours each, except in the case of watchmen.

The regular work week shall be reduced by as many times eight (8) hours as such week comprises observed holidays mentioned in the present decree.

b) Except for watchmen, all overtime work shall be remunerated as follows:

1. In zone I, time and one half based on regular rates for all time worked, on the first five (5) days of the week, in excess of ten (10) hours in a same calendar day, or in excess of ten (10) consecutive hours of work not necessarily in the same calendar day. Time and one half shall also be paid for time worked after 12.00 (noon) on Saturday.

2. In zone I-A, time and one half based on regular rates of pay for all time worked in excess of ten (10) hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, or in excess of five (5) hours Saturday morning. All time worked after noon on Saturday shall also be paid at the rate of time and one half.

3. In the case of operations connected with the exploitation of hydraulic resources, with the setting up of industrial establishments or with the national defense, the provisions concerning time and one half rates shall not apply to Saturday afternoon. This exception does not apply in the cities and towns comprised in Zone I and in a radius of fifteen (15) miles from their limits.

c) There shall be no work on Sundays and the following holidays: New Year's Day, Christmas Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Labour Day, St. Jean Baptiste Day and Confederation Day.

However, when the date of celebration of any one of the above holidays is fixed by proclamation of the Federal or Provincial government, as the case may be, such holidays shall be observed at the said date.

d) Tout travail régi par le décret et exécuté les jours mentionés au paragraphe "*c*" du présent article doit être rémunéré à raison de salaire double par rapport au salaire régulier, excepté pour le cas des gardiens.

e) *Construction de routes:* La construction de routes a un caractère saisonnier, à cause de la température, et elle ne peut être faite avec sécurité que du mois de mai ou mois de septembre inclusivement. La semaine régulière de travail pour les salariés qui y sont employés est de soixante (60) heures, sans limitation quotidienne de la journée de travail. Tout travail exécuté en plus de ce nombre de soixante (60) heures pendant une même semaine de calendrier doit être rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

Note: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée du travail demeure soumise à la Loi de la limitation des heures de travail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 165) et aux arrêtés ministériels pris en exécution de cette loi.

V. *Taux de salaires minima: a*) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

d) All operations governed by the present decree and performed on days mentioned in paragraph "*c*" of the present article shall be paid double time, except in the case of watchmen.

e) *Road construction:* The construction of roads is seasonal in nature and, because of weather conditions, can be carried out safety only between the months of May and September inclusively. The standard work week of employees concerned consists of sixty (60) hours, without daily limitation of the duration of work. All time worked in excess of sixty (60) hours in any one week shall be paid at the rate of time and one half based on regular rates of pay.

Note: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of labour remains governed by the Act limiting the hours of work (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 165) and by the Orders in Council passed under the said Act.

V. *Minimum wage rates: a*) The following shall be the minimum wage rates:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones*	
	I	*IA*
Briqueteur, plâtrier, maçon — Bricklayer, plasterer, mason	$ 1.85	$ 1.50
Brûleur — Burner	1.65	.....
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.70	1.35
Chaudronnier en construction — Construction boilermaker	2.10	2.10
Chauffeur de chaudières (bouilloires) — Boiler fireman	1.50	1.20
Chauffeur de camions de toutes sortes — Truck driver	1.45	1.10
Chauffeur de pelle à vapeur — Steam shovel operator	1.55	1.25
Conducteur d'attelage — Horse driver	1.45	1.10
Couvreur — Roofer	1.60	1.25
Électricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	1.70	1.30
Électricien (homme de ligne) — Electrician (lineman)	1.55	1.25
Faiseur de planchers — Floor maker	1.60	1.30
Finisseur de béton ciment — Concrete cement finisher	1.60	1.25
Foreur — Drill operator	1.50	1.20
Forgeron (préposé aux machines "drill-sharpeners") — Blacksmith (drill-sharpener operator)	1.75	1.45
Forgeron sur la construction ordinaire — Blacksmith on ordinary construction	1.55	1.25
Gardien et chauffeur de chaudières (bouilloires) — Watchman and boiler fireman	1.45	1.15
Gréeur (travail au sol) — Rigger (ground work)	1.45	1.25
Gréeur (travail élevé) — Rigger (high line)	1.55	1.25
Huileur de pelle "Diesel" — Diesel shovel oiler	1.45	.....
Journalier — Common worker	1.40	1.00
Manœuvre — Labourer	1.45	1.05
Mécanicien — Mechanic	1.80	.....
Mécanicien de machines fixes ou portatives — Engineman (stationary or portable engines)	1.65	1.35
Mécanicien de générateurs à vapeur (fer structural) — Steam generator mechanic (structural steel)	2.10	2.10
Mécanicien d'installations à vapeur ou à l'eau chaude — Steam or hot water mechanic	2.10	2.10
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage, poseur de brûleurs à l'huile — Pipe mechanic, plumber, steamfitter, oil burner mechanic.	1.65	1.50
Compagnon-junior — Junior journeyman	1.50	1.35
Ouvrier en construction et entretien de moulin — Mill construction and maintenance worker	1.55	1.25
Peintre — Painter	1.55	1.25
Peintre préposé aux machines à asperger — Spray painter	1.55	1.25
Peintre travaillant à plus de 45 pieds à l'extérieur, décorateur et doreur — Painter, work done at a height exceeding 45 ft. decorator, gilder	1.65	1.35
Polisseur de marbre à la main — Marble hand polisher	1.60	.....
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher dry process	1.70	.....
Polisseur de terrazzo humide — Terrazzo wet polisher	1.60	.....
Porteur d'eau — Water carrier	1.25	0.85
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	1.85	1.60
Poseur de lattes en bois ou métal — Lather, wood or metal	1.55	1.25
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1.70	.....
Poseur de marbre — Marble layer	1.70	1.30
Poseur de terrazzo — Terrazzo setter	1.70	1.30

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* I	1A
Poseur de recouvrement calorifuge en amiante ou en autre matériau similaire pour les mêmes fins — Insulating covering layer (asbestos or other similar material for the same purposes)	1.70	
Poseur de tuile de céramique — Ceramic tile layer	1.65	1.30
Poseur et travailleur d'acier d'armature (sur le chantier) — Reinforcing steel erector and worker (field)	1.50	1.15
Poseur de métal ornemental — Ornamental steel erector	1.65	1.25
Poseur de fer structural: monteur, soudeur, brûleur, gréeur — Structural steel worker: erector, welder, burner, rigger	2.10	2.10
Poudrier — Blaster	1.65	1.35
Préposé au bélier mécanique — Bulldozer operator	1.65	1.35
Préposé au tracteur de ferme — Farm tractor operator	1.50	
Préposé au chargement, au déchargement et à la manutention du ciment en vrac — Employees working at the loading, unloading and handling of cement in bulk	1.65	
Préposé aux compresseurs, malaxeurs de tous genres — Compressors, mixers (all kinds) operator	1.50	1.20
Préposé aux grues à vapeur, à gazoline, à l'électricité ou à l'huile crue — Steam, gasoline, electric, crude oil crane operator	1.70	1.40
Préposé aux monte-charge — Freight elevator operator	1.55	1.25
Préposé aux pelles à vapeur, à la gazoline, à l'électricité ou à l'huile crue — Steam, gasoline, electric, crude oil shovel operator	1.80	1.50
Préposé aux pompes de tous genres — Pumps (all kinds) operator	1.55	1.15
Préposé aux tracteurs — Tractor operator	1.65	
Soudeur — Welder	1.75	1.45
Tailleur de granit — Granite cutter	1.65	
Tireur de joints ou jointoyeur — Joint pointer	1.55	1.25
Tôlier (montage) — Tinsmith (erection)	1.60	1.50

	Par semaine Per week	
Chauffeur de camion de service — Service truck driver	$63.70	$40.00
Gardien sur chantier — Watchman (on the job)	53.70	40.00
Pointeur — Time keeper	63.70	35.00
Vérificateur de matériaux — Material checker	63.70	40.00

a) Augmentation additionnelle: A compter du 1er mai 1958, les taux de salaires horaires précités seront augmentés de huit cents ($0.08) l'heure et les taux de salaires hebdomadaires précités seront augmentés de quatre dollars et quarante cents ($4.40) par semaine.

b) Salaire minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

Métiers en général:
1ère année.....40% du salaire du compagnon
2ème année.....55% du salaire du compagnon
3ème année.....75% du salaire du compagnon

Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, électricien:
1ère année.....40% du salaire du compagnon
2ème année.....50% du salaire du compagnon
3ème année.....60% du salaire du compagnon
4ème année.....75% du salaire du compagnon

Mécanicien de générateurs de vapeur et chaudronnier en construction:
1ère année.....60% du salaire du compagnon
2ème année.....70% du salaire du compagnon
3ème année.....80% du salaire du compagnon
4ème année.....90% du salaire du compagnon

Poseur de fer structural:
1ère année.....70% du salaire du compagnon
2ème année.....85% du salaire du compagnon

Note: La période complète d'apprentissage est de deux (2) ans et l'employeur peut embaucher un (1) apprenti par trois (3) poseurs de fer structural employés sur un chantier ou fraction de ce nombre.

Polisseur de terrazzo:
1ère année.....65% du salaire du compagnon
2ème année.....80% du salaire du compagnon

a) Additional increase: From May 1, 1958, the hourly wage rates above mentioned will be increased by eight cents ($0.08) per hour and the weekly wage rates above mentioned shall be increased by four dollars and forty cents ($4.40) per week.

b) Minimum wages of apprentices: The following percentages shall determine the minimum wage rates paid to apprentices in the trades hereafter mentioned:

Trades in general:
1st year.....40% of journeyman's rate
2nd year.....55% of journeyman's rate
3rd year.....75% of journeyman's rate

Pipe mechanic, steamfitter, electrician:
1st year.....40% of journeyman's rate
2nd year.....50% of journeyman's rate
3rd year.....60% of journeyman's rate
4th year.....75% of journeyman's rate

Steam generator mechanic and construction boilermaker:
1st year.....60% of journeyman's rate
2nd year.....70% of journeyman's rate
3rd year.....80% of journeyman's rate
4th year.....90% of journeyman's rate

Structural steel worker:
1st year.....70% of journeyman's rate
2nd year.....85% of journeyman's rate

Note: The entire apprenticeship period shall consist of two (2) years and the employer may hire one apprentice to each three (3) structural iron workers or fraction thereof employed on a job.

Terrazzo polisher:
1st year.....65% of journeyman's rate
2nd year.....80% of journeyman's rate

Poseur de terrazzo:
1ère année....65% du salaire du compagnon
2ème année....75% du salaire du compagnon
3ème année....85% du salaire du compagnon

c) Salaire pour les occupations non prévues: La rémunération de tout salarié exécutant un métier non mentionné dans la cédule de salaire du présent décret, doit être d'au moins $0.15 de l'heure de plus que le minimum fixé pour le journalier dans la zone où le travail est exécuté.

d) Salaires des contremaîtres: Le salaire des contremaîtres est de $0.10 l'heure supérieur aux salaires maxima des salariés qu'il dirige si ceux-ci ne dépassent pas le nombre de dix (10); de $0.20 si ceux-ci dépassent le nombre de dix (10).

e) Salaires des entrepreneurs — artisans: Tout entrepreneur artisan qui exécute lui-même un ou des travaux mentionnés dans la juridiction industrielle du présent décret, est considéré comme "salarié" du métier exercé et son salaire est fixé conformément au taux de salaire stipulé dans le présent décret.

f) Salaire du patrouilleur: Le taux de salaire auquel a droit le patrouilleur est de $66.00 par semaine de 60 heures de travail (6 jours de 10 heures).

Toutefois, dans le cas où un patrouilleur est tenu de travailler le dimanche durant sa semaine de travail, il doit recevoir $71.00 pour cette semaine au lieu de $66.00.

g) Salaire des étudiants: Pendant la période des vacances, les étudiants employés comme pointeur ou vérificateur de matériaux peuvent bénéficier de conditions différentes de celles prévues au présent article (cédule des salaires), pourvu toutefois que ces conditions aient été préalablement approuvées par le Comité paritaire.

h) Prime d'équipe: Sur les chantiers utilisant deux (2) ou trois (3) équipes de travailleurs, une prime d'équipe de cinq (5) cents l'heure sera payée à tous les ouvriers travaillant entre 7.00 p.m. et 6.00 a.m.

i) Avis préalable: Tout employeur ou employeur professionnel désirant renvoyer ou faire chômer un salarié, le jour de travail suivant, doit l'en aviser à la fin de sa journée de travail.

A défaut de ce faire, il doit payer à tel salarié qui se rend au lieu du travail à titre de compensation, trois (3) heures de salaire.

Cette disposition ne s'applique pas toutefois dans le cas où des salariés travaillant à l'extérieur en sont empêchés par la température.

j) Le salaire sera payable en entier chaque semaine, dans un délai maximum de six (6) jours, en monnaie ayant cours au Canada ou par chèque.

k) Nonobstant les taux de salaires minima établis par le présent article, les taux de salaires convenus dans une convention particulière entre Périni McNamara-Quémont Construction Co., et le Syndicat National des Travailleurs de la Construction du Lac St-Jean, le 21 juin 1957, demeureront en vigueur jusqu'à l'expiration de ladite convention et vaudront comme s'ils étaient récités ici au long dans le présent décret.

VI. *Vacances payées:* Tous les salariés des zones I et I-A ont droit, à titre de vacances payées, à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés avec leur paie, chaque semaine.

Cependant, dans la zone I-A, l'échéance du paiement de cette rémunération au lieu d'être hebdomadaire, devient annuelle et est reportée entre le 1er et le 15 janvier de l'année qui suit.

Terrazzo layer:
1st year.....65% of journeyman's rate
2nd year.....75% of journeyman's rate
3rd year.....85% of journeyman's rate

c) Wages for occupations not mentioned: The remuneration of employees whose trade is not mentioned in the wage scale of the present decree shall be at least $0.15 more than the minimum hourly rate of common workers in the zone where the work is executed.

d) Foremen's wages: The wage rate of foremen shall be $0.10 higher than the maximum wages of employees under their direction when such employees do not exceed ten (10) in number, or $0.20 higher when they do exceed ten (10) in number.

e) Wages of artisan-contractors: Artisan-contractors executing themselves any one of the operations mentioned in the industrial jurisdiction of the present decree, shall be considered as employees of the trade plied and their wages shall be fixed in pursuance of the rates established in the present decree.

f) Wages of guards: Guards shall receive $66.00 per week of 60 hours of work (6 days of 10 hours).

However, when guards are required to work on Sundays during their work week, they shall receive $71.00 for such week instead of $66.00.

g) Wages of students: During the period of vacation, students employed as timekeepers or as material checkers may have working conditions different from those established in thes article (wage scale) providing the Parity Committee has previously approved such conditions.

h) Shift premium: On construction contracts employing two (2) or three (3) shifts of workers, a shift premium of $0.05 per hour shall be paid to all employees working between 7.00 p.m. and 6.00 a.m.

i) Notice: Every employer or professional employer who wishes to dispense with the services of an employee the following work day shall so inform that employee before the end of his work.

Should the employer neglect to inform his employee, as above mentioned, and should such employee come back to work the following day, the employer shall pay him a minimum of three (3) hours' pay.

This provision shall not apply when employees whose work is outside are kept from working by untoward weather conditions.

j) Wages shall be paid entirely every week, within a maximum delay of six (6) days, with Canadian currency or by cheque.

k) Notwithstanding the minimum wage rates established in the present section, the wage rates established in a private agreement between Périni McNamara-Quémont Construction Co., and Le Syndicat national des Travailleurs de la Construction du Lac St-Jean, on June 21, 1957, shall remain in force until the expiration of the said agreement and shall be valid as if they were mentioned herein.

VI. *Vacation with pay:* All employees of zones I and I-A, are entitled to a vacation pay equal to 2% of the wages earned. Employers shall remit such vacation pay to their employees together with their pay, every week.

However, the above mentioned remuneration, in zone I-A, shall not be paid weekly but once a year, between January 1st and 15th of the year following.

VII. *Dispositions spéciales relatives à la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs:*

	Taux horaires minima Jusqu'au 31 mars 1958	à compter 1er avril 1958
Chaudronnier en construction, monteur, ébardeur, mateur, brûleur, soudeur, et gréeur s'y rapportant	$2.10	$2.20
Mécanicien de générateurs de vapeur	2.10	2.20
Aide dans l'un ou l'autre de ces métiers	1.70	1.80

Apprenti: La période d'apprentissage est de quatre (4) années et les salaires minima sont les suivants:

1ère année	60%	du salaire minimum
2ième année	70%	établi pour l'ouvrier
3ième année	80%	qualifié
4ième année	90%	

Pour le métier de chaudronnier en construction, il peut y avoir un aide ou apprenti pour chaque cinq (5) ouvriers qualifiés ou fraction de ce nombre.

Durée du travail: La durée régulière de travail est de quarante heures (40) par semaine répartie entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lindi au vendredi inclusivement.

Travail supplémentaire: Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires déterminées, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi, basé sur le taux régulier ou sur le salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

Jours de fêtes chômés: Tout travail exécuté le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la St-Jean-Baptiste, le 1er jour de juillet, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâces, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Noël, le dimanche et le samedi après-midi, doit être rémunéré au taux de salaire double, basé sur le taux régulier ou sur le salaire effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

Toutefois, lorsque la célébration de l'un ou l'autre des jours de fêtes ci-haut nommés est fixée par proclamation du gouvernement fédéral gouvernement provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

Dispositions spéciales relatives à l'installation des ascenseurs:

	Taux horaires minima *Mécanicien*	*Aide*
Région de Hull: comprenant toute la partie ouest de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud des limites ouest de la ville de Hawkesbury	$2.16	$1.50
Région de Québec: comprenant toute la partie est de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec	2.06	1.44
Région de Montréal: comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec	2.46	1.72

VII. *Special provisions relating to the construction of steam generators, boilers and tanks:*

	Minimum hourly rates Up to March 31, 1958	From April 1, 1958
Construction boiler-maker, ker, erector, chipper, caulker, burner, welder and rigger in connection therewith	$2.10	$2.20
Steam generator mechanic	2.10	2.20
Helper in the above trades	1.70	1.80

Apprentice:

The apprenticeship period consists of four (4) years and the minimum wages shall be as fellows:

1st year	60%	of the minimum
2nd year	70%	rate established
3rd year	80%	for skilled worker
4th year	90%	

As regards the construction boiler-maker trade, there may be one helper or apprentice to each five (5) skilled workers or fraction thereof.

Duration of work: The standard duration of work consists of forty (40) hours per week and is distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., from Monday to Friday inclusive.

Overtime: All time worked in excess of the regular hours or beyond the determined limits of hours is considered as overtime and paid at the rate of time and one half based on the regular rate or on the rate actually paid whichever be the higher.

Days kept as holidays: Work done on New Year's Day, Good Friday, Queen's Birthday, St. Jean Baptiste Day, July the 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Sscension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Sunday and Saturday afternoons, shall be paid double time based on regular rates or rates actually paid, whichever be the higher.

However, days proclaimed by the federal or Provincial Government, as the case may be, for the celebration of any one of the above holidays shall be observed.

Special provisions relating to the installation of elevators:

	Minimum hourly rate *Mechanic*	*Helper*
Hull region: including all the Western section of the Province of Quebec from a line running due north and south of the western limits of the town of Hawkesbury	$2.16	$1.50
Quebec region: including all the Eastern section of the Province of Quebec from a line running due north and south of a point twenty-five (25) miles due west of the city of Quebec	2.06	1.44
Montreal region: including the entire territory lying between the Hull region and the Quebec region	2.46	1.72

Durée du travail: 1° La journée régulière de travail est de huit (8) heures réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. ou le samedi doit être rémunéré à raison de salaire double, excepté dans le cas prévus au paragraphe "3" suivant.

2° Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

3° *Service à contrat:* (Examen ou entretien des appareils pour une période minimum d'un (1) mois).

a) Là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans des immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continuel d'un ou plusieurs salariés pendant seize (16) heures, les salariés ne reçoivent pas les taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et minuit excepté les dimanches.

b) Les salariés doivent recevoir une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y a deux (2) équipes, une travaillant huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à minuit. Les jours de fêtes, une équipe travaille huit (8) heures durant le jour; il n'y a pas d'équipe de nuit et les équipes travaillent alternativement les jours de fêtes, c'est-à-dire qu'une travaille un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

c) Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, après les heures régulières à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les salariés reçoivent salaire et demi.

d) Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, les dimanches et jours de fêtes, les salariés reçoivent salaire double.

VIII. *Salariés permanents:* Les salariés permanents préposés à l'entretien des édifices publics, tels que définis à l'article 2, chapitre 170, S.R.Q. 1941 et amendements, ou de l'immeuble d'un établissement industriel ou commercial, s'ils sont des employés permanents payés au mois ou à la semaine, bénéficient des conditions de travail suivantes:

a) Dans les cités, villes et municipalités situées dans les limites des zones I et I-A telles que décrites dans le présent décret, le salaire minimum des hommes de métiers est de $66.70 dollars par semaine, celui des ouvriers non qualifiés (journaliers) est de $61.70 dollars par semaine.

b) La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures sans limitation journalière.

c) Les salaires actuellement payés aux salariés permanents, s'ils sont supérieurs aux minima fixés dans le présent décret, demeurent des salaires légaux.

d) Les salariés permanents préposés à l'entretien des institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices ne sont pas régis par le présent décret et ce, nonobstant les dispositions du décret numéro 3824 du 12 octobre 1944 et ses amendements, relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la province.

IX. Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, il est prohibé de stipuler un salaire inférieur à celui prévu au présent décret.

X. *a*) *Transport quotidien:* Tout employeur qui ordonne à un salarié de se rendre exécuter un travail en dehors du chantier habituel doit

Duration of work: 1. The regular working day shall consist of eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Monday to Friday inclusively. All other time worked between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. or on Saturday shall be paid double time excepting as provided for in the following paragraph "3".

2. All time worked on Sunday and legal holidays shall be considered as overtime and paid for at double the rate of single time.

3. *Contract service:* (Examination or maintenance of apparatus for a minimum period of one (1) month).

a) On a contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examination and care of enough elevators to warrant keeping a man or men working continuously for sixteen (16) hours, the men shall not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12.00 midnight, except on Sundays.

b) Workmen shall receive fifty-two (52) hours pay per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two (2) shifts, one working eight (8) hours during the day, the other eight (8) hours to 12.00 midnight. On holidays, one shift shall eight (8) hours during the day, there being no night shift employees taking holidays alternately, one shift working one holiday and another shift the next. All time worked on Sundays shall be classed as overtime and paid at double the rate of single time.

c) Call backs on contract service on overtime, except Sunday and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

d) Call backs on contrat service on Sunday or legal holidays as designated hereafter shall be paid for at double the rate of single time.

VIII. *Permanent employees:* Permanent employees employed in the maintenance of public buildings, as defined in section 2, chapter 170, R.S.Q., 1941 and amendments, or in an industrial or commercial establishment building, if they are permanent employees and paid on a month or week basis, shall be entitled to the following labour conditions:

a) In cities, towns and municipalities situated within the limits of zones I and I-A, as described in the present decree, the minimum wage of tradesmen is $66.70 dollars per week; that of common workers (labourers) is $61.70 dollars per week.

b) The weekly duration of labour shall consist of forty-eight (48) hours, without daily limitation of working hours.

c) The actual wages of permanent employees if higher than the minimum fixed in the present decree, shall remain the legal wages.

d) Permanent maintenance men in the employ of public assistance institutions, hospitals and asylums or homes are not governed by the present decree, notwithstanding the provisions of the decree number 3824 of October 12, 1944, as amended, relating to charitable institutions, hospitals, homes ans asylums in the eastern region of the Province.

IX. Whatever may be the form or nature of the individual labour contract entered into by an employer and an employee, it is forbidden to stipulate a lower rate of pay than that provided under the present decree.

X. *a*) *Daily commuting:* Every employer requiring employees to work at a place other than the usual place of work shall take the employees

transporter à ses frais ou faire transporter à ses frais ledit salarié.

De plus, le repas du midi est à la charge de l'employeur si ce dernier n'a pas averti le salarié la veille que ses services seraient requis en dehors du chantier habituel.

b) Gîte et couvert: Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert aux salariés qui l'acceptent, il ne peut déduire du salaire de ces derniers plus de $1.50 par jour.

c) Transport et pension: Au cas d'impossibilité de transport quotidien, les frais de transport, de pension de même que le salaire au taux régulier doivent être payés au travailleur appelé par son employeur à travailler en dehors de la localité où il réside, dans tous les cas où les services de ce travailleur sont requis à l'extérieur pour une durée inférieure à un (1) mois.

Le salaire de tel ouvrier compte dès son arrivée au travail pourvu toutefois que ce soit l'heure habituelle où les ouvriers, sur le chantier où il est destiné à travailler, commencent leur travail le matin ou le midi.

XI. *Dispositions générales: a)* Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un salarié qui s'absente du chantier un dimanche ou un jour de fête d'obligation catholique.

b) Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu, à l'exception des contrats pour lattage en bois.

c) Dans tous les métiers où un matériel est substitué au produit régulier et reconnu comme par exemple une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux du salaire du métier approprié doit s'appliquer.

d) Les salariés de métier, employés temporairement dans la même semaine de calendrier à un travail autre que leur travail régulier, doivent continuer de recevoir le taux de salaire de leur propre métier.

e) Tout employeur est tenu d'inscrire à l'endos du chèque de paye, de l'enveloppe de paye ou sur tout autre document qu'il peut trouver plus convenable ou pratique et qui sera remis au salarié en même temps que sa paye, les détails suivants: la période de paye, le nombre d'heures de travail de ce salarié pendant cette période, le taux du salaire et le détail de toutes les déductionl que l'employeur a dû faire à la source.

XII. *a) Apprentissage:* 1° Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés, ne pourra commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus; il devra également ne pas être âgé de plus de vingt-cinq (25) ans.

2° Tout apprenti devra être inscrit dans un régistre tenu spécialement à cette fin par le Comité paritaire.

3° Ledit registre devra mentionner les nom, prénoms, l'âge et l'adresse de l'apprenti; il devra contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage, la preuve de la continuité de l'entraînement de l'apprenti et le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

4° Un apprenti ne pourra travailler sans être accompagné d'un compagnon de son métier.

5° Aucun employeur ne sera obligé de garder à son service un apprenti dont le travail exécuté ne sera pas suffisant. L'employeur aura aussi le droit de renvoyer l'apprenti si ce dernier donne des preuves évidentes d'une application insuffi-

himself to that other place or pay the transportation expenses.

Also, the noon meal shall be paid by the employer when the employer has not notified his employees the day before that their services would be required at a place other than the usual place of work.

b) Room and board: When the employer gives room and board in his establishment to employees who consent thereto, he may not deduct from such employees' wages more than $1.50 per day.

c) Board and transportation: Should it be impossible to commute daily, transportation and cost of board, as well as wages at regular rate shall be paid to employees required by their employer to work outside the locality where they live, in all cases where the services of such employees are so required for a period of less than one (1) month.

The wages of such employees shall be computed from the time they get to work, providing it be the starting time (morning or noon) of the job concerned.

XI. *General provisions: a)* No employer has the right to punish or threaten to punish, such as by dismissal or suspension, directly or indirectly, an employee absent from work on Sunday or a Catholic feast of obligation.

b) All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and forbidden (with the exception of contract for wood lathing).

c) In all trades where any substitute material is erected in place of the regular and recognized commodity, such as for instance a glass brick for a brick of clay or shale, the appropriate trade wage rate shall apply.

d) Skilled workers temporarily engaged, in the course of a same calendar week, in other than their regular work shall continue to be paid the wage rate of their own trade.

e) Every employer shall give the following details on the back of the pay cheque, the pay envelope or any other document deemed more convenient or practical which shall be remitted to the employee with his pay: the period of payment, the number of hours worked by the employee during such period, the wage rate and the complete deductions made by the employer on the pay.

XII. *a) Apprenticeship:* 1. No apprentice, in any one of the building trades hereinafter mentioned, shall befin his apprenticeship before being 16 or after 25 years of age.

2. All the apprentices' names shall be inscribed in a register kept specially for this purpose by the Parity Committee.

3. The said register shall mention the name, age and address of the apprentice; it shall also give the date of the beginning of the apprenticeship, the proof of continuity of training of the apprentice and the name and address of his first employer and of all his successive employers until the end of the period of apprenticeship hereinafter indicated for his trade.

4. An apprentice shall not work when not accompanied by a journeyman of the trade.

5. No employer is compelled to keep in his service an apprentice whose work does not prove satisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evident proof of insufficient care in his

sante à son travail ou ne se conforme pas aux aux usages généralement requis des apprentis de métier.

6° La pleine période d'apprentissage sera la suivante:

Métiers	*Période d'apprentissage*
Briqueteurs	3 ans (trois)
Charpentiers-menuisiers	3 ans (trois)
Maçons	3 ans (trois)
Peintres, aspergeurs, vitriers, décorateurs, tapissiers	3 ans (trois)
Plâtriers	3 ans (trois)
Ouvriers tôliers	3 ans (trois)
Polisseur de terrazzo	2 ans (deux)
Poseur de terrazzo	3 ans (trois)

7° Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés ne sera reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du présent décret.

8° L'apprenti devra rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il devra prendre soin des outils et matériaux que l'employeur mettra à sa disposition.

9° L'employeur s'efforcera d'instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent.

b) Nombre d'apprentis par rapport à celui des compagnons:

1° Dans le but d'encourager l'apprentissage des métiers du bâtiment, tout employeur est tenu d'employer au moins un apprenti par dix (10) compagnons du même métier, mais pas plus d'un apprenti par deux (2) compagnons.

Toutefois, dans le polissage du terrazzo, tout employeur ne peut employer plus d'un apprenti par compagnon.

2° L'alinéa précédent ne s'applique pas cependant aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont règlementés par une loi de cette province.

XIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mai 1959 inclusivement. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de sept (7) mois ni de moins de six (6) mois avant le 31 mai de l'année 1959 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit aussi être adressé dans le même délai au ministre du Travail.

Les modifications à être faites au décret devront être soumises à l'autre partie par avis recommandé au moins six mois et demi (6½) avant la date de l'expiration du décret ou avant la date de l'expiration de son prolongement automatique, s'il a eu lieu.

Les négociations devront commencer au début du sixième mois précédant la date de l'expiration du décret ou de l'expiration de son prolongement automatique, et être terminées dans les soixante (60) jours suivants.

S'il n'y a pas accord sur les modifications dans les soixante (60) jours susdits, l'une ou l'autre des parties aux présentes peut avoir recours au service de conciliation du ministère provincial du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

work or does not abide by the general rules to be observed by trade apprentices.

6. The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades:	*Apprenticeship period*
Bricklayers	3 years (three)
Carpenters-joiners	3 years (three)
Masons	3 years (three)
Painters, sprayermen, glaziers, decorators and paper hangers	3 years (three)
Plasterers	3 years (three)
Tinsmiths	3 years (three)
Terrazzo polisher	2 years (two)
Terrazzo layer	3 years (three)

7. No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the present decree.

8. The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and material supplied by his employer.

9. The employer shall do his utmost to help his apprentices become skilled workers in the trades they have chosen.

b) Number of apprentices in proportion to that of journeymen:

1. For the purpose of encouraging the apprenticeship in the building trades, every employer shall employ a minimum of one apprentice to each ten (10) journeymen of the same trade, but not more than one apprentice to every two (2) journeymen.

In terrazzo polishing however, there shall not be more than one apprentice to each journeyman.

2. The preceding paragraph does not apply to trades where apprenticeship and qualification are governed by an Act of this Province.

XIII. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until May 31, 1959, inclusive. It then renews itself automatically from year to year thereafter unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the seventh to the sixth month preceding May 31 of the year 1959 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the office of the Minister of Labour within the same period.

Amendments to be made to the decree shall be submitted to the other party by way of registered notice at least six months and a half (6½) before the date of expiration of the decree, or before the date of expiration of its automatic extension if any.

Negotiations shall commence at the beginning of the sixth month preceding the date of expiration of the decree, or before the date of expiration of its automatic extension, and shall be completed within the following sixty (60) days.

Should there be no agreement regarding the amendments within the sixty (60) days above mentioned, any one of the parties hereto may have recourse to the conciliation service of the Provincial Department of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 novembre 46509-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 23, 1957. 46509-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 47

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Boucher vs Boucher 4245
Gloutney vs Thériault 4244
Kensley vs Beauchamp 4245

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 4205

AVIS DIVERS:

Blue Sea Lake Protective Association (Règlement) 4248
Canada Flooring Company Limited (directeurs) 4245
Coopérative d'Épargne de Montréal Limitée (fondateurs) 4248
Corporation des Éditeurs Fides (règlements) 4246
Danford Lake District Property Owners Association (Directeurs) 4248
Eagle Toys Limited (Directeurs) 4246
Entreprises du Saguenay Inc. (Directeurs) 4246
Hôpital La Visitation (Règlements) 4247
La Coopérative de Téléphone de Nantes (Nom changé) 4246
L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc. (Règlements) 4246
Les Développements du Nord-Est, Ltée (Directeurs) 4247
Les Immeubles Trans-Canada Cie Ltée (Directeurs) 4247
Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Stanislas (Corporation) 4245

CHARTES — ABANDON DE:

Compagnie d'Immeubles du Lac St-Joseph Ltée 4249
Corporate Services Inc. 4248
E. W. Herring Limited 4248
La Compagnie Jude Tétreault Ltée 4249
Pressage Éclair Inc. 4249
Querbes Realties Inc. 4249

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Western Totalizator Company Limited. 4251

COMPAGNIES DISSOUTES:

Bellefleur Prints Ltd 4249
Commodore Hotel & Yacht Club Inc. .. 4250
Corporate Investments Limited 4250
Jimmy Williams Limited 4250
Dominion Produce Company Limited — La Compagnie des Produits Dominion Limitée 4250
Le Théâtre Français Limitée 4250
Metal Baling Co. Ltd. 4251
St. George Construction Company Limited 4251

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Boucher vs Boucher 4245
Gloutney vs Thériault 4244
Kensley vs Beauchamp 4245

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 4205

MISCELLANEOUS NOTICES:

Blue Sea Lake Protective Association (By-law) 4248
Canada Flooring Company Limited (Directors) 4245
Coopérative d'Épargne de Montréal Limitée (Foundation) 4248
Corporation des Éditeurs Fides (By-laws) 4246
Danford Lake District Property Owners Association (Directors) 4248
Eagle Toys Limited (Directors) 4246
Entreprises du Saguenay Inc. (Directors) 4246
Hôpital La Visitation (By-laws) 4247
La Coopérative de Téléphone de Nantes (Name changed) 4246
The Province of Quebec Milk Dealers' Association Inc. (By-laws) 4246
Northeastern Development, Ltd. (Directors) 4247
Trans-Canada Realties Co. Ltd. (Directors) 4247
Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Stanislas (Corporation) 4245

CHARTERS — SURRENDER OF:

Lake St-Joseph Realty Company Ltd. .. 4249
Corporate Services Inc. 4248
E. W. Herring Limited 4248
La Compagnie Jude Tétreault Ltée 4249
Pressage Éclair Inc. 4249
Querbes Realties Inc. 4249

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Western Totalizator Company Limited. 4251

COMPANIES DISSOLVED:

Bellefleur Prints Ltd 4249
Commodore Hotel & Yacht Club Inc. .. 4250
Corporate Investments Limited 4250
Jimmy Williams Limited 4250
Dominion Produce Company Limited — La Compagnie des Produits Dominion Limitée 4250
Le Théâtre Français Limitée 4250
Metal Baling Co. Ltd. 4251
St. George Construction Company Limited 4251

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Abramovich, Manuel *et al* 4242
Alliance des Coopératives de Consommation 4243
Association Athlétique Nationale de la Jeunesse 4235
Bégin, canton *et al* 4231
Cartier Manicouagan Railway Company 4239
Centre de Psychologie et de Pédagogie 4237
Chandler, village 4236
Chicoutimi, comm. scolaire 4233
Chicoutimi, comm. scolaire 4239
Club St-Denis 4237
Commission des Écoles Catholiques de Québec 4233
Conseil Supérieure de la Chiropratique pour la Province de Québec, Inc. 4232
Côte St-Luc, ville 4235
Côte St-Luc, ville 4240
Collège Sophie-Barat 4241
Dollard-des-Ormeaux, munic. 4234
Gatineau, ville 4234
Granby, comm. d'écoles cath. 4238
Hull, cité 4227
Jacques-Cartier, comm. d'école 4230
Jacques-Cartier, munic., comté 4226
Lachine, cité 4242
La Commission des Écoles Catholiques de Québec 4240
La Persévérance Compagnie d'Assurance 4243
LaSalle, comm. d'écoles 4235
LaSalle, ville 4232
L'Association des Techniciens Dentaires 4241
L'Assomption, ville 4229
Laval, comté 4240
Laval-Ouest, ville 4237
Le Comité d'Habitation de Montréal .. 4240
Les Prévoyants du Canada 4228
Lincourt, Joseph-Antonio 4225
Low Sud, Comm. Scol. Cath. 4242
Lowry, James Alfred 4226
Maniwaki, village 4231
Maranda, Claude 4238
Mégantic, ville 4230
Montmorency, Comm. Scol. ville .. 4241
Notre-Dame de l'Ile Perrot, munic. 4233
Pointe-aux-Trembles, ville 4237
Pointe-Claire, ville 4244
Renaud, Gabriel 4242
Rivière du Moulin, comm. scolaire 4226
Roberval, comm. d'écoles 4243
Romaine River Railway Company 4239
Rosemère, paroisse 4232
Ste-Foy, cité 4238
Sainte-Rose, comm. d'écoles 4233
St-Eustache sur le Lac, village 4241
St-Joseph de Coleraine, munic. 4228
Saint-Martin, ville 4244
Saint-Michel, cité 4231
Salaberry-de-Valleyfield, cité 4243
St-Vincent-de-Paul, paroisse 4234
Sherbrooke, cité 4229
Succession Mary Ruth Bradley-Demers. 4238
Succession Marie-Thérèse Larseneur ... 4235
Van Putte, Marcel 4227
Victoriaville, ville 4226
Ville St-Pierre 4239
Zenith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company 4225

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Abramovich, Manuel *et al* 4242
Alliance des Coopératives de Consommation 4243
Association Athlétique Nationale de la Jeunesse 4235
Bégin, township *et al* 4231
Cartier Manicouagan Railway Company 4239
Centre de Psychologie et de Pédagogie. 4237
Chandler, village 4236
Chicoutimi, school comm. 4233
Chicoutimi, school comm. 4239
Club St-Denis 4237
Catholic school commission of Quebec. 4233
Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec, Inc. 4232
Côté St-Luc, town 4235
Côte St-Luc, town 4240
Collège Sophie-Barat 4241
Dollard-des-Ormeaux, munic. 4234
Gatineau, town 4234
Granby, cath. school comm. 4238
Hull, city 4227
Jacques-Cartier, school comm. 4230
Jacques-Cartier, munic., county. 4226
Lachine, city 4242
The Catholic School Commission of Quebec 4240
La Persévérance Compagnie d'Assurance 4243
LaSalle, school comm. 4235
LaSalle, town 4232
The Association of Dental Techniciens 4241
L'Assomption, town 4229
Laval, county 4240
Laval-West, town 4237
Le Comité d'Habitation de Montréal .. 4240
Les Prévoyants du Canada 4228
Lincourt, Joseph-Antonio 4225
Low Sud, Cath. School Comm. 4242
Lowry, James Alfred 4226
Maniwaki, village 4231
Maranda, Claude 4238
Mégantic, town 4230
Montmorency school munic. town 4241
Notre-Dame de l'Ile Perrot, munic. 4233
Pointe-aux-Trembles, town 4237
Pointe-Claire, town 4244
Renaud, Gabriel 4242
Rivière du Moulin, school comm. 4226
Roberval, school comm. 4243
Romaine River Railway Company 4239
Rosemère, parish 4232
Ste-Foy, city 4238
Sainte-Rose, school comm. 4233
St-Eustache sur le Lac, village 4241
St-Joseph de Coleraine, munic. 4228
Saint-Martin, town 4244
Saint-Michel, city 4231
Salaberry-de-Valleyfield, city 4243
St-Vincent-de-Paul, parish 4234
Sherbrooke, city 4229
Estate Mary Ruth Bradley-Demers. 4238
Estate Marie-Thérèse Larseneur 4235
Van Putte, Marcel 4227
Victoriaville, town 4226
Ville St-Pierre 4239
Zenith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company 4225

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:
Industrie laitière:

Ordonnatce N° 4-57A (Sherbrooke) 4252

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Ordonnance No. 4-57A (Sherbrooke) ... 4252

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Châteauguay, prot. ... 4253
Huntingdon, prot. ... 4252
L'Annonciation ... 4253
Luceville ... 4255
Mont-Joli ... 4253
St-Blaise ... 4256
Ste-Brigitte-des-Saults ... 4254
Ste-Marcelline-de-Kildare ... 4255
St-Hyacinthe, cité ... 4255
St-Hyacinthe, cité ... 4256
Victoriaville ... 4255

EDUCATION:
School Municipality of:

Châteauguay, prot. ... 4253
Huntingdon, prot. ... 4252
L'Annonciation ... 4253
Luceville ... 4255
Mont-Joli ... 4253
St-Blaise ... 4256
Ste-Brigitte-des-Saults ... 4254
Ste-Marcelline-de-Kildare ... 4255
St-Hyacinthe, city ... 4255
St-Hyacinthe, city ... 4256
Victoriaville ... 4255

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Pointe-Claire, paroisse ... 4256
St-Colomb-de-Sillery, paroisse ... 4256
Ste-Foye, paroisse ... 4257
St-Nicolas, paroisse ... 4257

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Pointe-Claire, parish ... 4256
St-Colomb-de-Sillery, parish ... 4256
Ste-Foye, parish ... 4257
St-Nicolas, parish ... 4257

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, région de Trois-Rivières ... 4294
Construction, districts électoraux d'Abitibi-Est *et al* (Modification) ... 4294

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers, region of Trois-Rivières ... 4294
Construction, electoral districts of Abitibi-East *et al* (Amendment) ... 4294

VOIRIE:

Entretien de certaines routes discontinué ... 4257

ROADS:

Maintenance of certain roads discontinued ... 4257

EXAMENS DU BARREAU:

Laurentides: droit civil ... 4258
Québec: pratique ... 4258
Richelieu: pratique ... 4258
Saguenay: pratique ... 4259

BAR EXAMINATIONS:

Laurentides: civil law ... 4258
Quebec: practice ... 4258
Richelieu, practice ... 4258
Saguenay: practice ... 4259

LETTRES PATENTES:

A.G. & E. Investment Company ... 4206
Aqueduc Ste-Agathe Ltée ... 4207
Bernard et Fils, Limitée ... 4207
Brantford Construction Company Ltd. ... 4207
Bristol Trading Co. ... 4208
Ciné-Exploitation Limitée ... 4208
Circuit Hockey Laurentien Junior ... 4208
Confections Rimouski Ltée ... 4209
Confidential Holding Corporation ... 4209
Corporation d'Expansion Financière ... 4209
Deauville Gardens Inc. ... 4210
Dimet Realty Corp. ... 4210
Distributeur Brite Distributor Inc. ... 4210
École Labrosse Inc. ... 4210
General Tailors Supplies Ltd. ... 4211
Granada Holdings Corp. ... 4211
Highway Builders Supply Inc. ... 4211
Hudson Hosiery (Rigaud) Limited ... 4212
J. T. Wilson & Co. Limited ... 4212
Laboratoire Bio-Médical (Québec) Limitée ... 4212
La Corporation du Gaz des Comtés du Sud ... 4213
La Ligue d'Action Civique de Ste-Foy ... 4213
La Société de Proctologie de la Province de Québec ... 4214
Les Cercles des Jeunes Naturalistes ... 4214
Manalex Investment Corp. ... 4214
Mass & Tremblay, Ltée ... 4215
Miller's Brass Foundry Inc. ... 4215
Mont Grand'Mère Incorporée ... 4215
National Bonded Car (Québec) Inc. ... 4216
Neo Plumbing & Heating Corporation ... 4216

LETTERS PATENT:

A.G. & E. Investment Company ... 4206
Aqueduc Ste-Agathe Ltée ... 4207
Bernard et Fils, Limitée ... 4207
Brantford Construction Company Ltd. ... 4207
Bristol Trading Co. ... 4208
Ciné-Exploitation Limitée ... 4208
Circuit Hockey Laurentien Junior ... 4208
Confections Rimouski Ltée ... 4209
Confidential Holding Corporation ... 4209
Corporation d'Expansion Financière ... 4209
Deauville Gardens Inc. ... 4210
Dimet Realty Corp. ... 4210
Distributeur Brite Distributor Inc. ... 4210
École Labrosse Inc. ... 4210
General Tailors Supplies Ltd. ... 4211
Granada Holdings Corp. ... 4211
Highway Builders Supply Inc. ... 4211
Hudson Hosiery (Rigaud) Limited ... 4212
J. T. Wilson & Co. Limited ... 4212
Laboratoire Bio-Médical (Québec) Limitée ... 4212
La Corporation du Gaz des Comtés du Sud ... 4213
La Ligue d'Action Civique de Ste-Foy ... 4213
La Société de Proctologie de la Province de Québec ... 4214
Les Cercles des Jeunes Naturalistes ... 4214
Manalex Investment Corp. ... 4214
Mass & Tremblay, Ltée ... 4215
Miller's Brass Foundry Inc. ... 4215
Mont Grand'Mère Incorporée ... 4215
National Bonded Car (Québec) Inc. ... 4216
Neo Plumbing & Heating Corporation ... 4216

Paul Télévision Service Limitée..... 4216
Plant Development Limited..... 4217
Polygone Construction Inc..... 4217
Progress Enterprise Ltd..... 4217
Provincial Metal Sales, Inc..... 4218
Provincial Textiles Inc..... 4218
Pyramid Construction Ltd..... 4218
Rabaska..... 4219
Rent-A-Machine Limited..... 4219
Richelieu Électrique Inc..... 4219
Savaria et Fils, Limitée..... 4220
Senneterre Tire Service Limited..... 4220
Shager Investment Corp..... 4220
Sheppard's Garage Ltd..... 4221
Social Investment Inc.— Les Placements Sociaux Inc..... 4221
Structural Erectors Ltd..... 4221
Téléphone St-Germain de Drummond Ltée..... 4222
Télé-Radio Production Inc..... 4222
Tri-Way Construction Equipment Inc.. 4223
Twin Stars Inc. (Étoiles Jumelles Inc.). 4223
Vagretrem Ltée..... 4223
Westminster Building Corp..... 4224

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

B. B. Bar-B-Q. Inc..... 4224
Doré Equipment Company Ltd..... 4224
Dozois, Morrissette Inc..... 4224
Geoffrion, Robert & Gélinas Cie — Geoffrion, Robert & Gélinas Co..... 4225
La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc..... 4225

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Global Life Insurance Company..... 4259
L'Union, Compagnie d'Assurances contre l'incendie, les accidents et risques divers — The Union Fire, Accident and General Insurance Company of Paris, France..... 4259

NOMINATION:

Leduc, Dr P.-A..... 4260

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Ange-Gardien à la municipalité du village d'Ange-Gardien..... 4262

Concernant l'annexion d'un certain territoire de la paroisse de Sainte-Dorothée à la municipalité du village de Sainte-Dorothée..... 4260

SIÈGES SOCIAUX:

Dufresne Automobiles Ltée..... 4263
Gingras & Fils, Ressorts Inc..... 4263
Roset Super Market Inc..... 4264

SOUMISSIONS:

Angliers, village..... 4268
Anjou, ville..... 4264
Causapscal, village..... 4272
Lantier, Munic..... 4265
Montrougeau, comm. scol..... 4266
St-Bruno-de-Montarville, paroisse..... 4270
Windsor, comm. scol..... 4269

Paul Télévision Service Limitée..... 4216
Plant Development Limited..... 4217
Polygone Construction Inc..... 4217
Progress Enterprise Ltd..... 4217
Provincial Metal Sales, Inc..... 4218
Provincial Textiles Inc..... 4218
Pyramid Construction Ltd..... 4218
Rabaska..... 4219
Rent-A-Machine Limited..... 4219
Richelieu Électrique Inc..... 4219
Savaria et Fils, Limitée..... 4220
Senneterre Tire Service Limited..... 4220
Shager Investment Corp..... 4220
Sheppard's Garage Ltd..... 4221
Social Investment Inc.— Les Placements Sociaux Inc..... 4221
Structural Erectors Ltd..... 4221
Téléphone St-Germain de Drummond Ltée..... 4222
Télé-Radio Production Inc..... 4222
Tri-Way Construction Equipment Inc.. 4223
Twin Stars Inc. (Étoiles Jumelles Inc.). 4223
Vagretrem Ltée..... 4223
Westminster Building Corp..... 4224

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

B. B. Bar-B-Q. Inc..... 4224
Doré Equipment Company Ltd..... 4224
Dozois, Morrissette Inc..... 4224
Geoffrion, Robert & Gélinas Cie — Geoffrion, Robert & Gélinas Co..... 4225
La Télévision de la Baie des Chaleurs Inc..... 4225

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Global Life Insurance Company..... 4259
The Union Fire, Accident and General Insurance Company of Paris, France — L'Union, Compagnie d'Assurances contre l'incendie, les accidents et risques divers..... 4259

APPOINTMENT:

Leduc, Dr P.-A..... 4260

PROCLAMATIONS:

Concerning the annexation of a certain territory of the Municipality of the parish of Saint-Ange-Gardien to the municipality of the village of Ange-Gardien..... 4262

Concerning the annexation of a certain territory of the parish of Sainte-Dorothée to the municipality of the village of Sainte-Dorothée..... 4260

HEAD OFFICES:

Dufresne Automobiles Ltée..... 4263
Gingras & Fils, Ressorts Inc..... 4263
Roset Super Market Inc..... 4264

TENDERS:

Angliers, village..... 4268
Anjou, town..... 4264
Causapscal, village..... 4272
Lantier, Munic..... 4265
Montrougeau, school comm..... 4266
St-Bruno-de-Montarville, parish..... 4270
Windsor, school comm..... 4269

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Dupéré, Jean-Paul 4273
Dupéré, Jean-Paul 4274
Dupéré, Jean-Paul 4274
Dupéré, Jean-Paul 4275
Dupéré, Jean-Paul 4276
Dupéré, Jean-Paul 4276
Dupéré, Jean-Paul 4277
Dupéré, Jean-Paul 4278
Dupéré, Jean-Paul 4278
Dupéré, Jean-Paul 4279
Dupéré, Jean-Paul 4280

VENTE PAR LICITATION:

Maheu vs Bidaud *et al* 4282
Prairie vs Préfontaine *et al* 4281

VENTE POUR TAXES:

MacKayville, ville 4283

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

La Compagnie d'Assurance contre le feu du comté d'Arthabaska vs Jalbert *et al* 4285

BEAUCE:

Universal Auto Finance Corporation vs Drouin 4285

BEAUHARNOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Robidoux 4286

GASPÉ:

South Bay Lumber Co. Ltd *et al* vs Plourde 4286
Watt vs White 4287

HULL:

Gagné vs Morris 4287

JOLIETTE:

Fréchette vs Rocheleau 4287

KAMOURASKA:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs St-Pierre 4289

MONTRÉAL:

Chaurette vs Moussin 4289

QUÉBEC:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Laliberté *et al* 4289

RIMOUSKI:

Godbout vs Côté 4290
Retone Inc. vs Jolly Roger Motel Limited 4291

ROBERVAL:

Industrial Acceptance Corporation Ltée vs Armand St-Pierre 4292

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Dupéré, Jean-Paul 4273
Dupéré, Jean-Paul 4274
Dupéré, Jean-Paul 4274
Dupéré, Jean-Paul 4275
Dupéré, Jean-Paul 4276
Dupéré, Jean-Paul 4276
Dupéré, Jean-Paul 4277
Dupéré, Jean-Paul 4278
Dupéré, Jean-Paul 4278
Dupéré, Jean-Paul 4279
Dupéré, Jean-Paul 4280

SALE BY LICITATION:

Maheu vs Bidaud *et al* 4282
Prairie vs Préfontaine *et al* 4281

SALE FOR TAXES:

MacKayville, town 4283

SHERIFF'S SALES:

ARTHABASKA:

La Compagnie d'Assurance contre le feu du comté d'Arthabaska vs Jalbert *et al* 4285

BEAUCE:

Universal Auto Finance Corporation vs Drouin 4285

BEAUHARNOIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Robidoux 4286

GASPÉ:

South Bay Lumber Co. Ltd *et al* vs Plourde 4286
Watt vs White 4287

HULL:

Gagné vs Morris 4287

JOLIETTE:

Fréchette vs Rocheleau 4287

KAMOURASKA:

Quebec Farm Credit Bureau vs St-Pierre 4289

MONTRÉAL:

Chaurette vs Moussin 4289

QUEBEC:

Quebec Farm Credit Bureau vs Laliberté *et al* 4289

RIMOUSKI:

Godbout vs Côté 4290
Retone Inc. vs Jolly Roger Motel Limited 4291

ROBERVAL:

Industrial Acceptance Corporation Ltée vs Armand St-Pierre 4292

ROUYN-NORANDA:

Brennan vs Diadem Mines Limited.... 4292

TROIS-RIVIÈRES:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Beaudry..... 4292
Trottier vs Girouard..... 4293

46445

ROUYN-NORANDA:

Brennan vs Diadem Mines Limited.... 4292

TROIS-RIVIÈRES:

Quebec Farm Credit Bureau vs Beaudry..... 4292
Trottier vs Girouard..... 4293

46445

QUÉBEC:— Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.